

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 29 septembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	12	3

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/09/240

**DISPOSITIF FEDER
INVESTISSEMENT
TERRITORIAL INTEGRE
2021-2027 - CONVENTION
AVEC LE CONSEIL
REGIONAL SUD PROVENCE-
ALPES-COTE D'AZUR -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Véronique BERNARDINI, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène BILL, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Kristelle VINCENT ayant donné pouvoir à M. Cheikh MANSOUR, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENTS :

Mme Nadine ESPINASSE, Mme Chantal PORTUESE, Mme Béatrice BROTONS.

Séance Publique du 29 septembre 2022

N° D' O R D R E : 22/09/240

**O B J E T : DISPOSITIF FEDER INVESTISSEMENT TERRITORIAL
INTEGRE 2021-2027 - CONVENTION AVEC LE CONSEIL
REGIONAL SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne,

VU le Règlement n° (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 (articles 28, 29, et 30) portant dispositions communes sur les fonds européens, prévus dans le Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur,

VU le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de Cohésion),

VU la Loi n°2014-58 du 27/01/2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), désignant les Régions en tant qu'Autorité de Gestion des Fonds européens,

VU la Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU l'accord de partenariat entre l'Etat et l'Union Européenne pour la période 2021-2027 qui définit les stratégies à mettre en œuvre dans les États membres et les Régions de l'Union au titre des Fonds structurels et d'investissement européens,

VU le Programme Opérationnel FEDER/FSE+/FTJ PACA 2021-2027 et la mobilisation, pour l'ITI, de son Objectif Spécifique 5.1 « prendre des mesures en faveur d'un développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, de la culture, du patrimoine naturel, du tourisme durable et de la sécurité dans les zones urbaines »,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 modifié fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville dans les départements métropolitains,

VU l'approbation du Contrat de Ville de la Métropole TPM 2015-2020 en date du 18 juin 2015,

VU la délibération n°19/12/464 du Conseil Métropolitain du 10 décembre 2019 relative au protocole d'engagements renforcés et réciproques 2020-2022 dans le cadre de la prolongation du Contrat de Ville de la Métropole TPM jusqu'en 2022,

VU l'avenant n° 1 du contrat de ville prolongé jusqu'en 2022, signé le 04 mai 2020,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°21/09/272 du 30 septembre 2021 adoptant le Projet Métropolitain,

VU la délibération n°22/02/14 du Conseil Métropolitain du 24/02/2022 relative au dépôt de la demande d'agrément définie par la Région Sud PACA et du dépôt de la candidature de Toulon Provence Méditerranée au statut d'Autorité Urbaine en charge de la mise en œuvre de l'ITI dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 de la Région Sud PACA,

VU le programme FEDER/FSE+/FTJ pour la période 2021-2027 déposé officiellement par la Région auprès de la Commission Européenne le 11 mars 2022,

VU le courrier du 18 août 2022 de la Région Sud PACA portant avis favorable sur cet agrément et invitant Toulon Provence Méditerranée à conventionner en tant qu'Autorité Urbaine pour la mise en œuvre d'un Investissement Territorial Intégré (ITI) dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE+ PACA 2021-2027,

VU le projet de convention ITI ci-après annexé,

VU l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat du 08 septembre 2022,

CONSIDERANT que par ce dispositif, la Région incite les territoires à mettre en œuvre des Stratégies Urbaines Intégrées (SUI) métropolitaines, en cohérence avec les Contrats de Ville et les documents de planification à l'échelle régionale, afin de réduire les disparités socio-spatiales et d'améliorer la cohésion sociale et territoriale,

CONSIDERANT que l'objectif de l'ITI est de soutenir des actions d'investissement par la mise en œuvre de projets structurants permettant de lutter contre les inégalités et de renforcer l'action sur les quartiers inscrits au Contrat de Ville 2015-2022,

CONSIDERANT que la mise en place de l'ITI permet le cofinancement par des crédits FEDER réservés au développement urbain durable, de projets relevant de trois domaines d'intervention qui sont :

- L'appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de service de base ;
- L'amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines ;
- Le soutien au développement de l'activité économique,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Région prévoit, au bénéfice du territoire métropolitain de Toulon Provence Méditerranée, une enveloppe prévisionnelle FEDER nécessaire au cofinancement des opérations entrant dans le périmètre de l'ITI de 4,8 millions €,

CONSIDERANT qu'afin de soutenir la mise en œuvre de la SUI de l'ITI ; la Région attribue à la Métropole TPM une aide financière de 150 000 euros, versée en tranche annuelle d'un montant de 25 000 euros entre 2022 et 2027,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER la convention d'Investissement Territorial Intégrée 2021-2027 à intervenir entre la Région Sud PACA, Autorité de Gestion du FEDER et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en tant qu'Autorité Urbaine, ainsi que toutes les pièces annexées.

ARTICLE 3

D'AUTORISER la signature de la Convention d'Investissement Territorial Intégrée 2021-2027, ci-après annexée.

ARTICLE 4

D'AUTORISER la perception annuelle de la somme de 25 000 euros de 2022 à 2027 au titre de la mise en œuvre de l'ITI.

ARTICLE 5

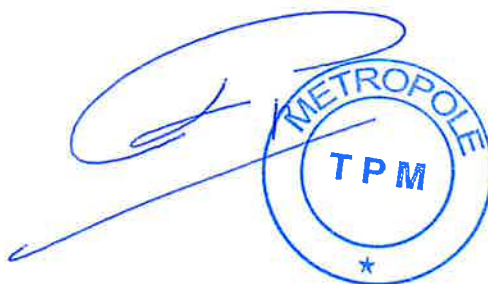
D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 68

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Madame Rachel ROUSSEL, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

Monsieur Hervé STASSINOS, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Edwige MARINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Virginie PIN, Monsieur Guillaume CAPOBIANCO, Madame Josy CHAMBON, Monsieur Jean-Pierre COLIN.



RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE



Convention d'Investissement Territorial Intégré

Programmation FEDER 2021-2027

PROGRAMME FEDER/FSE+/FTJ PROVENCE ALPES COTE D'AZUR ET MASSIF DES ALPES 2021-2027, CI-APRES « PROGRAMME 2021-2027 »

Entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son Président, Monsieur Renaud MUSELIER, agissant conformément à la délibération n° 22-382 du 24 juin 2022, ci-après « l'Autorité de gestion »

Et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant conformément à la délibération n°..... du Conseil Métropolitain du 29 Septembre 2022, ci-après « l'Autorité urbaine »

Coordonnées de l'Autorité urbaine :

Raison sociale : Métropole Toulon Provence Méditerranée
Adresse : Hôtel de la Métropole
107, Boulevard Henri FABRE
Cs 30536
83 041 TOULON DEVEX 9
SIRET : 248 300 543 00217

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le Règlement n° (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration »,

au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas (ci-après Règlement général) ;

Vu le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion (ci-après Règlement FEDER) ;

Vu le règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;

Vu le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu le décret n° 2021-1718 du 20 décembre 2021 modifiant le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles - autorité d'audit pour les fonds européens en France ;

Vu la décision n°...du ... de la Commission européenne du (...) relative à l'approbation du Programme FEDER/FSE+/FTJ Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes 2021-2027 ;

Vu le n° 2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21-368 du 23 juillet 2021 du Conseil régional adoptant le règlement financier et ses annexes ;

Vu la délibération n° 22-382 du 24 juin 2022 autorisant le Président de la Région à signer la Convention d'Investissement Territorial Intégré au titre du Programme FEDER/FSE+/FTJ Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes 2021-2027.

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir la coordination des actions d'animation, d'assistance et de sélection entre l'Autorité de gestion et l'Autorité urbaine relevant du périmètre de l'Investissement Territorial Intégré (ci-après ITI) défini à l'article 2 ci-dessous, au titre du Programme 2021-2027.

ARTICLE 2 – Périmètre de l'Investissement Territorial Intégré (ITI)

L'Autorité urbaine a défini une stratégie urbaine intégrée, jointe en Annexe 1 à la présente convention.

Cette stratégie territoriale, tel que définie dans les articles 29 et 30 du règlement (UE) n° 2021/1060, est mise en œuvre par la voie d'un ITI, permettant le cofinancement par les crédits FEDER du programme 2021-2027 d'opérations inscrites dans l'objectif spécifique

5.1 du programme : « *Prendre des mesures en faveur d'un développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, de la culture, du patrimoine naturel, du tourisme durable et de la sécurité dans les zones urbaines* », dit « **volet urbain** », qui ont comme objectifs de :

- Réduire les inégalités entre quartiers en milieu urbain : interventions sur les quartiers dégradés
- Soutenir les politiques de revitalisation des centres-villes : centralités secondaires

ARTICLE 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification, et prend fin à la date du solde final du programme. L'Autorité de gestion informera l'Autorité urbaine de la date de ce dernier versement.

La durée de la convention peut être modifiée en cas de procédure judiciaire, sur demande dûment motivée de la Commission européenne ou dans les cas de résiliation anticipée prévus dans l'article 11 de la présente convention.

L'Autorité urbaine s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées à la présente convention jusqu'à l'expiration du délai de contrôle réglementaire auquel sont soumises toutes les interventions cofinancées par les Fonds européens structurels d'investissement, tel que le FEDER.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 4 – Enveloppe financière de l'ITI et cadre de performance

4.1 Montant prévisionnel de l'enveloppe allouée à l'ITI

L'enveloppe prévisionnelle de FEDER nécessaire au cofinancement des opérations entrant dans le périmètre de l'ITI s'élève à **4 800 000 euros** de FEDER.

D'un commun accord, l'Autorité de gestion et l'Autorité urbaine s'engagent à allouer *a minima* 60% de cette enveloppe aux Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.

6% de cette enveloppe ne sera mobilisable qu'après décision de la Commission européenne faisant suite à l'examen à mi-parcours débloquent le « montant flexibilité », conformément aux articles 18 et 86 du Règlement (UE) n° 2021/1060.

Au 31 décembre 2024, l'Autorité urbaine s'engage à atteindre un taux de sélection effectif de 33 % de l'enveloppe prévisionnelle FEDER allouée, le caractère effectif s'entendant en montant validé par le comité de sélection de l'ITI.

L'éventuelle modification du plan de financement est fixée par avenant.

4.2 Procédure de dégagement d'office

En cas de dégagement d'office portant sur le programme, le Comité de suivi décide de la révision du plan de financement du programme dans son ensemble.

La réduction du montant du programme est éventuellement répercutée sur l'enveloppe de l'ITI, si le dégagement est imputable à des retards d'utilisation des fonds alloués à l'ITI (cf. notamment article 4.1).

4.3 Cadre de performance

L'Autorité urbaine participe à la bonne mise en œuvre du cadre de performance du programme. Les indicateurs de réalisation et résultat sont décrits dans la dernière version du programme validée par la Commission européenne, jointe en Annexe 3 de la présente convention. L'ensemble des ITI financés dans le cadre du programme 2021-2027 contribuent de manière solidaire à l'atteinte des cibles prévues. En cas de non-atteinte du cadre de performance, la réduction éventuelle de l'enveloppe du « volet urbain » sera affectée au prorata de l'enveloppe de chaque ITI dans l'enveloppe globale.

L'exécution physique et l'avancement financier de l'ITI font l'objet régulièrement d'un examen en Comité de suivi.

L'Autorité de gestion s'engage à associer l'Autorité urbaine dans le cadre d'une éventuelle modification des indicateurs, et leurs cibles, concernant le « volet urbain » au niveau du programme et à communiquer à l'Autorité urbaine toute modification validée par la Commission européenne du programme.

ARTICLE 5 – Missions de l'Autorité de gestion

D'une manière générale, l'Autorité de gestion assure les missions établies dans l'article 72 du Règlement (UE) n° 2021/1060. Plus particulièrement dans le cadre de la gestion des ITI, elle assure les missions suivantes :

- La rédaction et la validation des appels à projets en lien avec les Autorités urbaines, conformément au cadre du programme 2021-2027 et au plan de financement des ITI;
- L'instruction de la recevabilité et de l'éligibilité des dossiers de demande d'aide européenne ;
- La décision définitive d'attribution ou de refus de l'aide européenne, après avis du Comité Régional de Programmation ;
- La notification des décisions ; la signature de l'acte juridique d'attribution de l'aide européenne fixant les droits et obligations du bénéficiaire et de l'Autorité de gestion ;
- Le suivi de l'exécution de chaque opération programmée, avec l'appui de l'Autorité urbaine ;

- Les vérifications de gestion ;
- La mise en paiement de l'aide européenne aux bénéficiaires ;
- Les éventuelles procédures de recouvrement des indus auprès des bénéficiaires ;

Afin de faciliter la mise en œuvre de l'ITI et la coordination entre les différentes Autorités urbaines impliquées dans le programme, l'Autorité de gestion mène à bien des activités régulières de facilitation et de formation pour le personnel technique des Autorités urbaines. En outre, différents types d'activités (communication, formation, suivi et contrôle des opérations, etc.) pourront être coordonnées dans le cadre d'une animation régionale du réseau des Autorités urbaines afin d'accroître et d'améliorer l'impact de l'ITI.

En cas de diffusion de documents d'information et de communication destinés au public concernant la mise en place de l'ITI, l'Autorité de gestion s'engage à faire mention de l'Autorité urbaine et de son logo.

ARTICLE 6 – Mission de l'Autorité urbaine

D'une manière générale, l'Autorité urbaine assure ses missions dans les conditions prescrites par les textes européens et nationaux, les dispositions du programme, le système de gestion et de contrôle du programme et les recommandations des ministères coordinateurs, de l'Autorité de gestion et des corps de contrôle.

6.1. Animation

L'Autorité urbaine assure l'animation de la stratégie urbaine intégrée et s'engage à déployer les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des fonds alloués à l'ITI.

À ce titre, l'Autorité urbaine met en œuvre toute action de communication pertinente pour assurer l'information sur les crédits européens mobilisés. Ces actions devront être mises en œuvre dans le respect du plan de communication de l'Autorité de gestion.

À la demande de l'Autorité urbaine, l'Autorité de gestion pourra accompagner sur le territoire de l'Autorité urbaine des actions spécifiques de communication, de sensibilisation et d'information auprès des porteurs potentiels.

L'Autorité urbaine participera aux actions mises en œuvre par l'Autorité de Gestion au niveau régional et par le réseau national urbain.

L'Autorité urbaine informera l'Autorité de gestion, régulièrement, et sur demande spécifique, des actions menées en ce sens ainsi que des résultats de l'ITI et de l'état d'avancement des projets cofinancés dans ce cadre.

6.2. Assistance aux porteurs des projets et aux bénéficiaires

L'Autorité urbaine accompagne les porteurs de projets dans la constitution de leur dossier de demande d'aide européenne et les informe des prescriptions réglementaires d'utilisation des fonds européens, avec l'appui des services de l'Autorité de gestion.

Sans préjudice de l'instruction spécifique des dossiers par l'Autorité de gestion, l'Autorité urbaine veille à informer les porteurs de projet, dans la phase de constitution des demandes d'aide, des règles applicables aux fonds européens.

Une fois les projets programmés, l'Autorité urbaine s'engage à soutenir activement l'Autorité de gestion pour assurer la remontée régulière des dépenses des bénéficiaires relevant de l'ITI et à assister les bénéficiaires pendant toute la vie du projet, et, notamment, dans des cas de difficultés pour la mise en œuvre des activités prévues. Elle s'engage également à prévenir l'Autorité de gestion de tout dysfonctionnement ou difficulté, dont elle a connaissance, qui pourrait empêcher la réalisation des activités prévues ou l'atteinte des objectifs, et à faciliter les échanges entre le bénéficiaire et l'Autorité de gestion en cas de besoin, à la demande de cette dernière.

L'Autorité urbaine est l'interlocutrice privilégiée de l'Autorité de gestion et du porteur de projet tout au long des étapes de gestion du dossier et ce jusqu'au paiement final. Pour cela, l'Autorité de Gestion informera l'Autorité urbaine des différentes opérations de contrôle auprès des porteurs de projets.

Pour l'ensemble de ces tâches, l'Autorité urbaine dispose d'un accès à Synergie.

6.3. Sélection des dossiers de demande d'aide européenne

Conformément à l'article 11 du Règlement FEDER, l'Autorité urbaine assure la sélection des opérations s'inscrivant dans le périmètre de l'ITI.

L'Autorité urbaine s'engage à établir et mettre en œuvre une procédure de sélection transparente, reposant sur des critères de sélection objectifs et à conserver toutes les pièces relatives à la procédure et à la sélection des opérations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la présente convention. Cette procédure est validée par l'Autorité de Gestion dans la description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI (Annexe 2).

L'Autorité urbaine peut informer les porteurs de projets des décisions prises par le Comité Régional de Programmation sans attendre la notification officielle de l'Autorité de gestion.

6.4. Bilan annuel de mise en œuvre

L'Autorité urbaine s'engage à transmettre à l'Autorité de gestion, au plus tard le 28 février de chaque année, un bilan annuel d'activité précisant les activités menées à bien par l'ITI l'année civile précédente et, notamment, l'organisation de l'ITI, les agents concernés par sa mise en œuvre, les événements et campagnes de communication et information menés à bien, les réunions des comités organisées, les projets co-financés et leurs résultats, etc. Un modèle à remplir sera fourni par l'Autorité de gestion.

La première transmission est prévue pour le 28 février 2023 et la dernière au plus tard le 28 février 2028.

Sur la base de ce bilan, l'Autorité de gestion, en concertation continue avec l'Autorité urbaine, pourra procéder à une diminution du montant de l'enveloppe prévisionnelle allouée ou un ajustement des cibles financières en fonction des niveaux de programmation et de déclaration de dépenses constatés, en vue d'éviter notamment le dégagement d'office. Le cas échéant, une réunion pourra être organisée entre l'Autorité de gestion et l'Autorité urbaine afin d'examiner la progression de l'ITI et renforcer la dynamique de programmation.

6.5. Coopération avec l'Autorité de gestion dans la mise en œuvre de la stratégie de programmation du « volet urbain » du Programme 2021-2027

Conformément à l'article 49.2 du Règlement n° (UE) 2021/1060, l'Autorité de gestion met à disposition des porteurs de projet un calendrier annuel des appels à propositions prévus, qui pourra être mis à jour au moins trois fois par an. L'Autorité urbaine s'engage à collaborer avec l'Autorité de gestion pour l'établissement et respect du dit calendrier.

L'Autorité urbaine s'engage à définir et proposer à l'Autorité de gestion des critères de sélection des opérations pour les appels à projets à mettre en place dans le cadre du « volet urbain » du programme. Ces critères seront validés par l'Autorité de gestion après analyse de leur conformité au programme 2021-2027 et aux obligations réglementaires à respecter (éco-conditionnalité notamment).

L'Autorité urbaine contribue à la rédaction et la formalisation des appels à projets, notamment sur les volets « objectifs » et « types d'actions ».

Des représentants de l'Autorité urbaine participeront au Comité Régional de Programmation et au Comité de Suivi interfonds organisés par l'Autorité de gestion.

L'Autorité urbaine contribue au plan d'évaluation du programme 2021-2027. À cette fin, elle s'engage à fournir les données qualitatives et quantitatives demandées par l'Autorité de gestion, en veillant à assurer leur qualité et exactitude.

ARTICLE 7 – Organisation de l'Autorité Urbaine

7.1. Gouvernance et Partenariat

Pour répondre à l'exigence de l'article 29 du Règlement n° (UE) 2021/1060, l'Autorité urbaine s'engage à assurer la participation des partenaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie urbaine intégrée et de l'ITI. Le principe de partenariat est un élément clé de la mise en œuvre des ITI et permet de garantir la participation des autorités publiques régionales, locales, urbaines, ainsi que des partenaires économiques et sociaux, de la société civile et, le cas échéant, des organisations de recherche et des universités, tel que défini par l'article 8 du Règlement n° (UE) 2021/1060.

Une description de cette participation doit être fournie à l'Autorité de gestion dans le cadre de la SUI (Annexe 1) et de la description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI (Annexe 2).

7.2. Réunion partenariale annuelle

L'Autorité urbaine s'engage à organiser une réunion partenariale par an, en présentielle ou en virtuelle, dont la mission principale consiste à suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie urbaine intégrée et de l'ITI.

Doivent participer à cette réunion, entre autres, des représentants de l'Autorité de gestion et de l'Autorité urbaine, ainsi que les membres du partenariat conformément aux articles 8 du Règlement n° (UE) 2021/1060 et 7.1 de la présente convention. La composition, ainsi que les modalités de fonctionnement, sont précisées dans la description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI (Annexe 2).

Un compte rendu de chaque réunion partenariale sera transmis par l'Autorité urbaine à l'Autorité de gestion. Cette transmission devra avoir lieu dans les meilleurs délais.

Dans l'éventualité où l'Autorité urbaine dispose d'une instance qui réponde aux exigences décrites dans le présent article, elle pourra proposer à l'Autorité de gestion de l'utiliser. Cela doit être décrit dans le cadre de la description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI (Annexe 2).

7.3. Comité de sélection

L'Autorité urbaine s'engage à constituer un comité de sélection dont la mission principale consiste à se prononcer sur le rejet ou la sélection des dossiers présentés par les porteurs de projets. Cette sélection est ensuite soumise à l'avis du Comité Régional de Programmation.

Le rôle, la tenue et la composition exacte doivent être précisés dans la description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI (Annexe 2).

Lors de la première réunion dudit comité, le comité adopte son règlement intérieur, y compris de dispositions concernant la prévention de tout conflit d'intérêt et d'application du principe de transparence. Une fois validé, le règlement devra être transmis à l'Autorité de gestion dans les meilleurs délais après l'adoption.

Un compte rendu de chaque comité de sélection comprenant l'ensemble des avis de rejet et de sélection sera transmis par l'Autorité urbaine à l'Autorité de gestion. Cette transmission devra avoir lieu dans les meilleurs délais après l'adoption des avis en comité de sélection.

7.4. Organisation d'une séparation fonctionnelle

L'Autorité urbaine s'engage à prendre toute disposition utile afin de permettre une séparation fonctionnelle effective de ses services lorsqu'elle intervient comme porteur de projet pour son propre compte et formule une demande d'aide européenne en ce sens à l'Autorité de gestion.

La description de cette séparation fonctionnelle est précisée dans la description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI (Annexe 2).

7.5. Moyens nécessaires pour exercer les missions d'Autorité urbaine

L'Autorité urbaine s'engage à mettre à disposition les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions, et de manière générale, à maintenir une organisation satisfaisante.

L'Autorité urbaine informera l'Autorité de gestion, dans les plus brefs délais, de toute modification portant sur son organisation et ses procédures telles qu'elles ont été évaluées et validées par l'Autorité de gestion dans le cadre de la procédure de désignation de l'Autorité urbaine.

L'Autorité de gestion constatera tout au long de la mise en œuvre de la convention le maintien par l'Autorité urbaine des moyens nécessaires à l'exercice de ses missions. À défaut, elle pourra décider de mettre fin à la présente convention, par application des dispositions de l'article 11 de la présente convention, ou, solliciter de l'Autorité urbaine l'adoption de toute mesure jugée nécessaire pour assurer la bonne gestion du programme.

ARTICLE 8 – Participation financière de la Région à la mise en œuvre de la SUI de l'ITI

Par la présente convention, la Région attribue une participation financière de 150 000 euros, versée en tranches annuelles d'un montant de **25 000 euros** entre 2022 et 2027, à l'Autorité urbaine, afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie urbaine intégrée de l'ITI.

L'annuité 2022 sera versée à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties.

L'atteinte des objectifs fixés par la Commission européenne et le déblocage, ou non, du « montant flexibilité », conformément aux articles 18 et 86 du Règlement n° (UE) 2021/1060, sont une condition indispensable pour percevoir la participation régionale en 2026 et 2027.

Le versement de la tranche annuelle est fait par la Région à la suite de la validation par l'Autorité de gestion du bilan annuel d'activité prévu dans l'article 6.4 de la présente convention.

En cas de diffusion de documents d'information et de communication destinés au public concernant la mise en place de l'ITI, l'Autorité urbaine s'engage à faire état de l'aide régionale par l'apposition du logo régional.

La Région peut exiger le reversement de tout ou partie du financement alloué s'il apparaît que la Région constate la non-exécution totale ou partielle par l'Autorité urbaine des activités subventionnées lui incombant dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 – Contrôles et délai de conservation des pièces justificatives

L'Autorité urbaine s'engage, en cas de contrôle opéré soit par toute autorité ou personne physique ou morale mandatée par l'Autorité de gestion ou son représentant, soit par les

organismes de contrôle nationaux, soit par les instances européennes, à présenter toutes les pièces et instructions internes relatives à la mise en œuvre de l'ITI et aux missions de l'Autorité urbaine dans ce cadre. Elle s'engage à permettre tout contrôle destiné à restituer ces pièces et à répondre à toute demande faite par les contrôleurs dans les délais fixés.

L'Autorité urbaine s'engage à participer au dispositif de contrôle interne mis en place par l'Autorité de gestion.

Au vu des constats des contrôles et audits, l'Autorité de gestion peut solliciter de l'Autorité urbaine toute mesure utile jugée nécessaire pour préserver la bonne gestion du programme.

À défaut, la présente convention pourra être résiliée.

L'Autorité urbaine s'engage à conserver toutes les pièces relatives à la sélection des opérations et la mise en œuvre de la SUI et de l'ITI jusqu'à l'expiration du délai d'archivage conformément à l'article 82 du Règlement n° (UE) 2021/1060.

ARTICLE 10 – Cartographie des risques et Procédures anti-fraude

L'Autorité urbaine s'engage à participer au dispositif d'identification et d'évaluation des risques, y compris les risques de fraude, mis en place par l'Autorité de gestion et à prendre les mesures appropriées pour réduire ces derniers.

Elle s'assure notamment de l'absence de tout conflit d'intérêts sur chacune des missions dont elle a la responsabilité.

ARTICLE 11 – Résiliation anticipée

L'Autorité de gestion peut mettre fin à la présente convention de manière anticipée, en cas de non-respect par l'Autorité urbaine de ses obligations au titre de la convention, sous réserve que l'Autorité urbaine soit informée de son intention de mettre fin à la convention par lettre recommandée avec accusé de réception mentionnant les dysfonctionnements constatés et que l'Autorité urbaine n'y ait pas mis fin dans le délai fixé par l'Autorité de gestion. La résiliation prendra effet dans un délai de 2 mois suivant l'expiration de ce délai.

Sur son initiative, l'Autorité urbaine peut solliciter la résiliation de la présente convention qui sera résiliée de plein droit 1 mois après l'envoi à l'Autorité de gestion d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 – Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel

L'Autorité de gestion et l'Autorité urbaine s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par l'Autorité de gestion et l'Autorité urbaine des données à caractère personnel, ceux-ci s'engagent :

- à informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité ;
- à obtenir leur consentement express ;
- à transmettre à la Région les coordonnées du responsable de traitement de données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

Les informations collectées par l'Autorité de gestion sont à l'usage exclusif de ses services.

L'Autorité urbaine dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ses données qu'il peut exercer auprès du Délégué à la Protection des Données par le biais du site de la Région <https://www.maregionsud.fr/donnees-personnelles>.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de ses données personnelles, l'Autorité urbaine peut adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> ;
- Par courrier postal en écrivant à : CNIL - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 13 – Pièces contractuelles

Elles sont constituées de la présente convention et de l'ensemble de ses annexes.

ARTICLE 14 – Litiges, contentieux et recours

En cas de litige, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Marseille

Les décisions de l'Autorité de gestion prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par l'Autorité urbaine et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Autorité urbaine souhaite contester une décision prise par l'Autorité de gestion pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer, justification à l'appui :

- Un recours administratif auprès de l'autorité administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision administrative ;
- Un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution, ou en cas de recours administratif préalable, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité administrative compétente ;
- Un recours gracieux (ou hiérarchique) dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée.

Fait à _____, le _____

L'Autorité urbaine

Hubert FALCO

Président de la Métropole

Toulon Provence Méditerranée

L'Autorité de gestion

Renaud MUSELIER

Président de la Région

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Annexes

Annexe 1. Stratégie Urbaine Intégrée, y compris le périmètre géographique, et ses mises à jour

Annexe 2. Description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI, et ses mises à jour

Annexe 3. Programme Provence Alpes Côte d'Azur FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 contenant les tableaux financiers, indicateurs et catégories d'intervention applicables au « volet urbain », et ses mises à jour



**REGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



**MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE**

Convention d'Investissement Territorial Intégré Programmation FEDER 2021-2027

Annexe 1. Stratégie Urbaine Intégrée, y compris le périmètre géographique



**MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE**



Stratégie Urbaine Intégrée Métropolitaine

Dispositif ITI Programme FEDER/FSE+/FTJ 21-27

Provence Alpes Côte d'Azur

DGA Habitat, solidarités et Citoyenneté Mission Investissement Territorial Intégré



SOMMAIRE

1. PREAMBULE : APPROCHE TERRITORIALISEE DES FONDS EUROPEENS AUX BESOINS SPECIFIQUES DU TERRITOIRE	5
1.1 Contexte : la place de l'ITI dans la mise en œuvre des fonds européens 2021-2027	5
1.1 a - Les fonds européens 2021-2027	5
1.1 b - Le programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côtes d'Azur	6
1.2 Présentation de l'Investissement Territorial Intégré : un outil au service du développement local	7
1.2 a - Principes généraux de l'Investissement Territorial Intégré	7
1.2 b - La Métropole Toulon Provence Méditerranée : une Autorité Urbaine pertinente	8
2. ZONE GEOGRAPHIQUE CONCERNEE PAR LA PRESENTE STRATEGIE	13
3. ANALYSE DES BESOINS ET DU POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT ...	17
3.1 Diagnostic territorial et AFOM	17
3.1 a - Cadre et modalités de l'analyse	17
3.1 b - Les QPV et QVA de Toulon Provence Méditerranée	18
3.1 c - Accès à des équipements collectifs et une offre de service de base de qualité	20
3.1 d - Cadre de vie et sécurisation des zones urbaines	25
3.1 e - Développement de l'activité économique	28
3.2 Bilan et analyse des résultats de la programmation 2014-2020	33
3.2 a - Mise en œuvre et évaluation de l'ITI	33
3.2 b - Bilan d'activités de la Mission FEDER ITI	37
4. UNE APPROCHE INTEGREE PERMETTANT DE REpondre AUX BESOINS ET AU POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT RECENSES	40
4.1 Présentation des liens faits avec les autres dispositifs et/ou programmes territoriaux concernés	40
4.2 Choix en matière d'objectifs opérationnels et de types d'actions, en lien avec le cadre thématique du FEDER ITI 2021-2027	41
4.2 a - Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base	41
4.2 b - Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines	42

4.2 c - Soutien au développement de l'activité économique	43
5. PARTICIPATION DES PARTENAIRES A L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE	44
5.1 Partenaires associés et modalités d'association à l'élaboration de la Stratégie Urbaine Intégrée de Toulon Provence Méditerranée 2021-2027	44
5.2 Partenaires associés et modalités d'association à la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée de Toulon Provence Méditerranée 2021-2027	45
5.2 a - L'association des partenaires institutionnels à la sélection des opérations : le Comité de Sélection ITI	45
6. L'ASSOCIATION DES PARTENAIRES AU SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE TERRITORIALE : LA REUNION PARTENARIALE ANNUELLE FEDER ITI	47
7. ANNEXES	49
Annexe A : Projet Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée – Mai 2021	49
Annexe B : cartographie du périmètre FEDER ITI 2021 2027	50
1 – Commune de La Seyne-sur-Mer:	50
2.1 – Commune de Toulon – secteur Ouest :	51
2.2 – Commune de Toulon – secteurs Centre et Est.....	52
3 – Commune de La Garde	53
4 – Commune d'Hyères.....	54
4 – Commune d'Hyères.....	55

Document rédigé avec l'assistance technique de TERITEO en partenariat avec IGT-ITG
De novembre 2021 à mars 2022



1. PREAMBULE : APPROCHE TERRITORIALISEE

DES FONDS EUROPEENS AUX BESOINS

SPECIFIQUES DU TERRITOIRE

1.1 Contexte : la place de l'ITI dans la mise en œuvre des fonds européens 2021-2027

1.1 a - Les fonds européens 2021-2027

La programmation des fonds européens 2021-2027 s'inscrit dans les ambitions de l'Union européenne en termes de lutte contre le changement climatique et prend en compte les conséquences de la crise économique et sanitaire.

Dans un objectif transversal de simplification du cadre des fonds de la Politique de cohésion, la programmation 2021-2027 est concentrée autour de cinq objectifs stratégiques (contre 11 objectifs thématiques sur 2014-2020) :

- **Une Europe plus intelligente**, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises ;
- **Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone**, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique ;
- **Une Europe plus connectée**, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique ;
- **Une Europe plus sociale**, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé ;
- **Une Europe plus proche des citoyens**, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne.

Les fonds européens sont mis en œuvre en gestion partagée, c'est-à-dire qu'un budget est alloué aux Etats-membres et chaque Etat décide des modalités de gestion de ces fonds sur son territoire. En France, les fonds de la Politique de Cohésion (FEDER, Fonds de Cohésion, FSE+ et FTJ) sont gérés par l'Etat et par les Conseils Régionaux.

Le cadre réglementaire des fonds européens, et du FEDER en particulier, prévoit des modalités de soutien au **développement urbain durable intégré**. Celui-ci vise à répondre aux défis d'ordre économique, environnemental, climatique, démographique et social propres aux zones urbaines, y

compris les zones urbaines fonctionnelles¹, dans le cadre **d'un développement territorial intégré** fondé sur des stratégies de développement territoriales menées par des acteurs locaux².

LES FONDS EUROPEENS SUR LE TERRITOIRE : UN LARGE PERIMETRE AU-DELA DU PROGRAMME REGIONAL

Les politiques européennes sont devenues une composante majeure de la mise en œuvre des politiques de territoire. Une diversité de programmes et de fonds européens est ainsi couramment mobilisée par les Villes, les Communautés d'Agglomération et les Métropoles.

Sur la période de programmation 2021-2027, les acteurs du développement territorial (publics ou privés) actifs sur le périmètre de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pourront être concernés par le périmètre d'actions de nombreux programmes :

- **le programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 de la Région SUD Provence Alpes Côtes d'Azur**
- **le programme national FSE+ / FTJ 2021-2027**
- **le programme de coopération territoriale européenne Interreg Méditerranée 2021-2027**
- **le programme de coopération territoriale européenne Interreg Marittimo 2021-2027**
- **le programme Horizon Europe**
- **le programme LIFE 2021-2027**
- **le programme URBACT IV**
- **le programme COSME 2021-2027**

Les fonds européens structurels d'investissement, comme le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et le Fonds Social Européen (FSE), doivent participer à cet effort en concentrant les crédits alloués sur les thématiques telles que le changement climatique, le défi énergétique, la compétitivité et l'innovation, les évolutions démographiques, les migrations, l'emploi, la santé, etc. .

1.1 b - Le programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côtes d'Azur

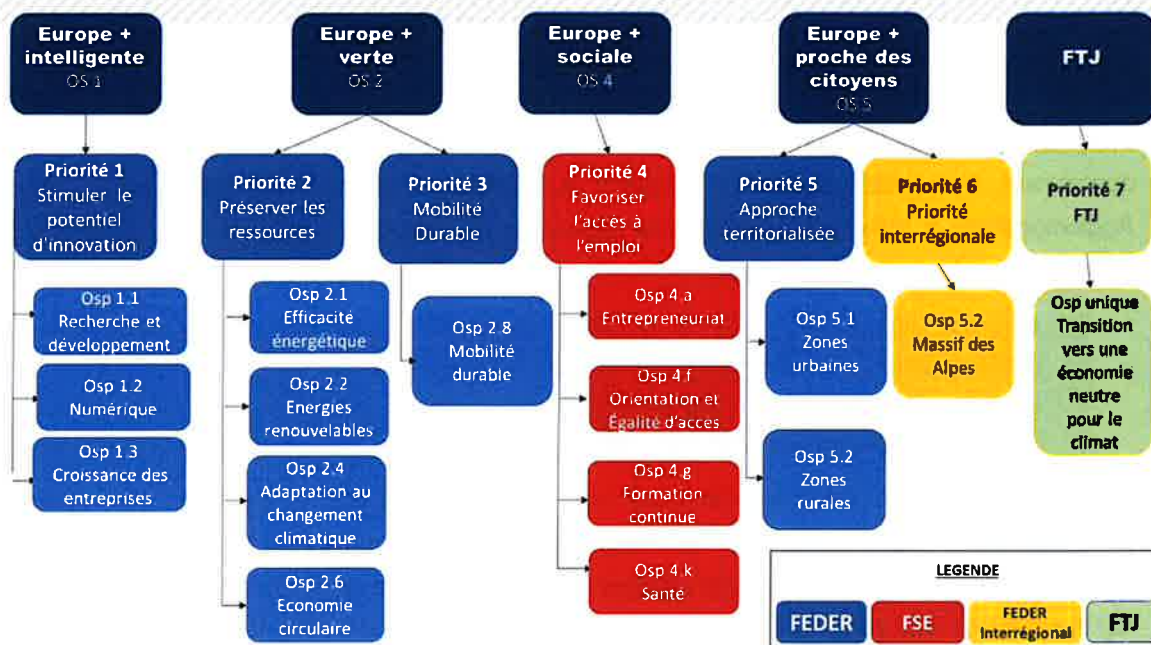
Afin d'apporter sa contribution à la réalisation des grands défis européens et de participer à la réponse globale des politiques publiques face aux enjeux spécifiques du territoire et aux impacts de la crise économique et sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, le Programme Opérationnel (PO) de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur mobilisera près de 638 millions d'euros UE, dont 351 millions d'euros FEDER et 139 millions d'euros FSE³. Ces crédits seront mobilisés par un programme aux champs d'action multithématique, tel qu'illustré ci-après⁴ :

1 Cf. Article 11 « Développement Urbain Durable » du règlement (UE) n° 2021/1058, dit règlement FEDER

2 Conformément aux articles 29 ou 32 du règlement (UE) n°2021/1060, dit RPDC

3 Allocation budgétaire prévisionnelle en date du 12 octobre 2021.

4 Illustration de l'architecture du PO 2021-2027 issue des propos liminaire du projet de programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027, version du 12/10/2021



Additionnellement aux priorités thématiques soutenues à l'échelle de l'ensemble du territoire régional et pilotées par le Conseil Régional, le POR 2021-2027 prévoit dans le cadre de l'objectif stratégique 5 « Une Europe plus proche des citoyens » une **mise en œuvre territorialisée** sous forme d'**approches intégrées**. Ceci se traduit par la délégation d'une partie des tâches de mise en œuvre et la définition d'enveloppes ciblées sur le périmètre des 3 Métropoles régionales et de l'Agglomération du Grand Avignon.

L'Objectif Stratégique 5, dit objectif territorial, est une nouveauté de cette programmation illustrant, selon la Commission, la reconnaissance toujours accrue du fait territorial et urbain dans les politiques européennes. Il comporte un objectif spécifique (5.1) visant à « *prendre des mesures en faveur d'un développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, de la culture, du patrimoine naturel, du tourisme durable et de la sécurité dans les zones urbaines* ».

1.2 Présentation de l'Investissement Territorial Intégré : un outil au service du développement local

1.2 a - Principes généraux de l'Investissement Territorial Intégré

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion du Programme Opérationnel FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027, a prévu de soutenir le **développement urbain durable** par le biais d'une approche urbaine intégrée en faveur des quartiers urbains prioritaires. Les quatre Autorités Urbaines du territoire (les 3 Métropoles régionales et l'Agglomération Grand Avignon) ont donc l'opportunité de demander un agrément en vue de mettre en œuvre un **Investissement Territorial Intégré (ITI)** sur leur territoire. L'enveloppe du programme **FEDER** 2021-2027 réservée aux ITI s'élève à **30 millions d'euros**.

En ce qui concerne la Métropole Toulon Provence Méditerranée, une enveloppe FEDER ITI de 4,8 millions d'euros a été identifiée pour le territoire.

L'objectif des ITI est de permettre le ciblage et le cofinancement, par les crédits FEDER, d'actions concourant à la réalisation des objectifs des stratégies territoriales des quatre principales Agglomérations et Métropoles du territoire régional et répondant aux priorités du programme pour le développement urbain durable, soit :

- Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'**équipements collectifs** en vue du développement et de l'amélioration de l'**offre de services de base** ;
- **Amélioration du cadre de vie** et **sécurisation** des zones urbaines ;
- Soutien au **développement de l'activité économique**.

Un ITI permet à un territoire d'élaborer un projet de territoire et de bâtir une stratégie de développement intégré autour d'une **gouvernance dédiée** concourant au projet de territoire. Sa mise en œuvre s'appuie sur une Stratégie Urbaine Intégrée propre au territoire, sur la base de laquelle se fait la **sélection des projets**. Ceux-ci peuvent alors faire l'objet d'un financement européen, selon le **processus d'instruction et de conventionnement** habituel d'attribution d'une subvention FEDER par l'Autorité de Gestion régionale.

En tant qu'Autorité de Gestion du programme, le Conseil Régional Provence Alpes Côte-d'Azur est responsable de la gestion des fonds européens, y compris les enveloppes prévues dans le cadre des ITI. Les modalités précises de mise en œuvre et la délégation de certaines tâches - telles que la sélection en opportunité des projets ou l'accompagnement des porteurs - à l'Autorité Urbaine sont définies par une convention établie entre l'Autorité de Gestion et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

1.2 b - La Métropole Toulon Provence Méditerranée : une Autorité Urbaine pertinente

Troisième pôle urbain régional, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est composée de 12 communes, qui rassemblent 444 828 habitants, soit 41,7 % de la population du Var⁵, concentrée sur un territoire représentant 6% de sa superficie.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée présente plusieurs caractéristiques lui conférant un rôle majeur et structurant, tant au plan local et régional que national :

- Une **position géostratégique unique** vis-à-vis de l'ère méditerranéenne, notamment liée à la présence de la première base navale de défense en France et en Méditerranée ;
- Un **secteur d'excellence en matière de technologies marines et sous-marines civiles et de défense** capitalisant sur un capital scientifique, industriel et de recherche de très haute technologie de niveau mondial ;
- Un **pôle d'attractivité économique**, tant au niveau de la recherche et de l'innovation maritime que du développement urbain et touristique (port connecté, ville durable méditerranéenne)

⁵ Source INSEE, population légale en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021

mais également par la présence d'un pôle de Défense nationale et internationale sur son territoire.

PERTINENCE STRATEGIQUE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée se trouve face à un défi commun aux 22 Métropoles de France : celui de la transition économique, de la transition énergétique, de la transition urbaine et de la transition environnementale. Ces sujets sont liés au point que l'un ne peut être traité sans tenir compte des autres ; il en va de la cohérence et de la pérennité des politiques mises en œuvre.

Devenue Métropole en 2018 pour compter davantage sur la scène nationale et internationale et prendre toute sa place sur l'arc méditerranéen, Toulon Provence Méditerranée a souhaité se doter d'un **Projet Métropolitain**⁶ pour afficher sa vision, ses ambitions et ses priorités d'actions pour le territoire, à court, moyen et plus long terme. En tant que Métropole, TPM dispose d'un champ de compétences qui lui permet d'agir de façon transversale, en déclinant la politique d'aménagement du territoire au niveau de son bassin de vie : sa compétence inclut le développement et l'aménagement économique, social et culturel ; l'aménagement de l'espace métropolitain ; la politique de l'habitat ; la politique de la ville ; la gestion des services d'intérêt collectif (eau, assainissement, ...) ; la protection et la mise en valeur de l'environnement et la politique du cadre de vie.

Le rayonnement de la Métropole se déploie ainsi de façon complémentaire sur trois échelles :

- TPM constitue d'abord un **pôle métropolitain structurant dans le rayonnement national et régional**. Elle contribue à l'attractivité mondiale et méditerranéenne de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, tant au niveau de la recherche et de l'innovation maritime que du développement urbain et touristique (port connecté, ville durable méditerranéenne) mais également par la présence d'un pôle de Défense nationale et internationale sur son territoire.
- TPM est également un territoire de structuration et de **rayonnement à l'échelle départementale**. Ses projets impactent le reste du territoire varois, et son développement s'organise en cohérence avec les territoires voisins.
- Métropole rayonnante, TPM est aussi et surtout une **Métropole de proximité au service de ses habitants**, une Métropole de cohésion sociale qui valorise l'échelle communale comme lieu d'expression de la démocratie et du vivre ensemble à l'échelle des quartiers.

La dynamique de Toulon Provence Méditerranée repose sur son **Projet Métropolitain** qui détermine les grandes lignes conductrices du développement du territoire et énonce 3 axes stratégiques déclinés en 23 ambitions-phares pour le territoire (cf. encart ci-après) :

⁶ Le Projet Métropolitain de TPM a été adopté en séance du conseil métropolitain le 30 septembre 2021. Il constitue une feuille de route pour la mise en œuvre des politiques publiques de Toulon Provence Méditerranée. Il vise à définir les enjeux territoriaux pour le développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de la Métropole. Version téléchargeable : https://metropoletpm.fr/sites/new.tpm-agglo.fr/files/web_brochure_tpm_projet_metropolitain.pdf

- **Une Métropole écoresponsable**, soucieuse de son patrimoine naturel et historique et de la préservation des atouts naturels remarquables du territoire ;
- **Une Métropole accueillante et solidaire**, qui vise à conforter le lien social et intergénérationnel, faciliter les mobilités sur le territoire et maintenir les politiques sportives et culturelles ambitieuses avec une offre riche et variée ;
- **Une Métropole maritime compétitive et innovante**, qui assure la promotion méditerranéenne et internationale du territoire, auprès notamment des acteurs économiques des filières majeures que sont la mer, la sécurité, la défense et le numérique. Elle favorise la création d'emplois et d'activités durables par le soutien à l'innovation, à l'excellence académique, à l'entrepreneuriat et au développement des Pôles de compétitivité et soutien le développement des investissements permettant de positionner le port de Toulon-La Seyne dans une coopération avec les autres ports et le développement touristique.

AXES ET AMBITIONS DU PROJET METROPOLITAIN DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	
Axe 1 Une Métropole écoresponsable	
Ambition 1.1 Devenir un territoire de référence en matière de biodiversité littorale et maritime	
Ambition 1.2 Valoriser et protéger la biodiversité terrestre	
Ambition 1.3 Soutenir les filières agricoles, aquacoles et pêche, emblématiques du territoire	
Ambition 1.4 Déployer une stratégie de développement durable et de lutte contre le changement climatique	
Ambition 1.5 Assurer la transition énergétique et écologique	
Ambition 1.6 Protéger le territoire des risques d'inondation et d'érosion	
Ambition 1.7 Lutter contre les formes de pollution sur le territoire	
Ambition 1.8 Restaurer et valoriser la nature en ville	
Axe 2 Une Métropole accueillante et solidaire	
Ambition 2.1 Garantir des services publics et des services au public de proximité dans le respect des identités locales	
Ambition 2.2 Développer des parcours résidentiels pour tous	
Ambition 2.3 Renforcer la mixité et la cohésion sociale et intergénérationnelle du territoire	
Ambition 2.4 Diffuser et rendre accessible une offre culturelle d'exception	
Ambition 2.5 Poursuivre l'engagement fort en matière sportive	
Ambition 2.6 Proposer une offre de transports durables pour répondre à la diversité des besoins de mobilité	
Ambition 2.7 S'orienter vers une Smart Métropole	
Axe 3 Une Métropole maritime compétitive et innovante	
Ambition 3.1 Affirmer le rayonnement de la Métropole à l'échelle nationale et internationale	
Ambition 3.2 Accélérer le développement maritime de la Métropole	
Ambition 3.3 Soutenir l'ancrage de la Métropole dans le domaine de l'industrie et de la recherche maritimes	
Ambition 3.4 Développer un tourisme des quatre saisons	
Ambition 3.5 Soutenir le développement de la Silver économie	
Ambition 3.6 Amplifier l'offre d'enseignement supérieur et de recherche et les réseaux scientifiques et technologiques	
Ambition 3.7 Développer une stratégie foncière économique attractive	
Ambition 3.8 Soutenir l'économie du numérique	

Le Projet Métropolitain constitue une feuille de route pour la définition des politiques publiques de TPM en grande adéquation avec les domaines d'intervention ciblés par le volet urbain de l'Objectif Stratégique 5 du POR FEDER FSE+ FTJ 2021-2027. Sa structuration donne du sens à la mise en œuvre des compétences de TPM et permet une **meilleure compréhension, pour les habitants et les acteurs locaux**, du rôle de proximité joué par la Métropole dans le quotidien de chacun, au service de la vie quotidienne de la population.

RETOUR D'EXPERIENCE 2014-2020

Déjà gestionnaire d'une subvention globale FEDER sur 2007-2013, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (anciennement Communauté d'Agglomération) dispose d'une expérience positive dans la gestion de fonds européens et l'accompagnement de porteurs de projets en tant qu'Organisme Intermédiaire de l'ITI sur la période 2014-2020.

La mise en œuvre de la **Stratégie Urbaine Intégrée 2014-2020**, fondée sur le diagnostic partenarial établi sur les quartiers prioritaires dans le cadre du Contrat de Ville (soit sur les communes de Hyères, la Garde, la Seyne-sur-Mer, et Toulon), se traduit à ce jour par :

- L'animation territoriale du dispositif ITI avec notamment 13 appels à projets et l'accompagnement de plus de 25 porteurs potentiels;
- Une contribution à la réalisation de **10 projets** soutenant le développement des Quartiers Politique de la Ville sur 3 priorités d'investissements :
 - La **mobilité** douce et durable et le développement de nouveaux modes de déplacements pour lever les freins à l'emploi dans les Quartiers Politique de la Ville (Pi 4e)
 - **L'activité et l'implantation d'entreprises** dans les Quartiers prioritaires de la Ville (Pi 8a)
 - Les **infrastructures sociales et sanitaires** pour favoriser l'employabilité des habitants des Quartiers Politique de la Ville en levant les freins (Pi 9a)
- La consommation de la quasi-totalité de l'enveloppe dédiée au territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de **4,5 millions d'euros** ;
- Une atteinte des indicateurs difficile à évaluer et qui sera à analyser lors de la clôture de la programmation 2014-2020.

D'un point de vue qualitatif, malgré une équipe non stabilisée pendant cette programmation, l'enquête de satisfaction menée auprès des porteurs de projets programmés dégage un accompagnement efficient et reconnu.

Globalement, l'effet incitatif du dispositif FEDER ITI est largement reconnu. Toutefois, des difficultés sont évoquées par les porteurs telles que la charge de gestion administrative du dossier d'aide, la complexité des procédures et la durée des délais d'instruction et de paiement.

Enfin, des retards d'exécution dans la réalisation des projets ont complexifié la gestion des demandes de paiement et ceci a notamment été accentué par la crise sanitaire.

La crise sanitaire aura également impacté les échanges entre les acteurs notamment dans le cadre du Comité de Sélection.

La Métropole, en tant qu'Autorité Urbaine, s'appliquera à prendre en considération au mieux ce retour d'expérience.

→ Cf. pour plus de détail la sous-partie 3.2. « Bilan et analyse des résultats de la programmation 2014-2020 ».

PREPARATION 2021-2027

Dans le cadre d'une réorganisation interne fin 2021, la Mission FEDER Investissements Territoriaux Intégrés (ITI) a été rattachée à la Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités et Citoyenneté.

Afin de capitaliser sur les expériences de gestion sur les programmations précédentes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite inscrire la programmation 2021-2027 dans la continuité de la précédente, en **cohérence avec les objectifs de son Contrat de Ville 2015-2020**, prolongé de 2 ans en 2020, et de la feuille de route stratégique de son **Projet Métropolitain**.

D'une manière générale, l'Autorité Urbaine assure ses missions dans les conditions prescrites par les textes européens et nationaux et les dispositions du POR FEDER, à savoir :

- **L'animation de la SUI** : mise en œuvre des actions de communication pour assurer l'information des porteurs de projets potentiels ;
- **L'assistance aux porteurs de projets et aux bénéficiaires** : information aux porteurs de projets lors de la constitution du dossier et tout au long de la mise en œuvre jusqu'au paiement final ;
- **Sélection des dossiers de demande d'aide européenne** : via un Comité de Sélection sur la base d'une procédure de sélection transparente ;
- **Bilan annuel de mise en œuvre** : L'Autorité Urbaine transmet à l'Autorité de Gestion, au plus tard le 28 février de chaque année, un bilan annuel d'activité précisant les activités menées à bien par l'ITI l'année civile précédente ;
- **Coopération avec l'Autorité de Gestion** dans la mise en œuvre de la stratégie de programmation du « volet urbain » du POR FEDER Provence Alpes Côte d'Azur 2021-2027.

2. ZONE GEOGRAPHIQUE CONCERNEE PAR LA PRESENTE STRATEGIE

ZONE COUVERTE PAR LA STRATEGIE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée⁷, créée le 1^{er} janvier 2018, est formée par 12 communes qui rassemblent 437 460 habitants⁸, soit 40,9 % de la population du Var, concentrée sur un territoire représentant 6% de la superficie du département. Le Contrat de Ville Intercommunal Toulon Provence Méditerranée, signé le 4 novembre 2015 et prolongé jusqu'à la fin de l'année 2022, structure l'intervention en faveur des quartiers prioritaires du territoire.

Les éléments de diagnostic territorial (voir éléments de justification du choix dans la section suivante), ainsi que la concertation avec les acteurs, ont souligné l'enjeu d'inscrire la Stratégie Urbaine Intégrée en **cohérence forte avec les objectifs de la Politique de la Ville**.

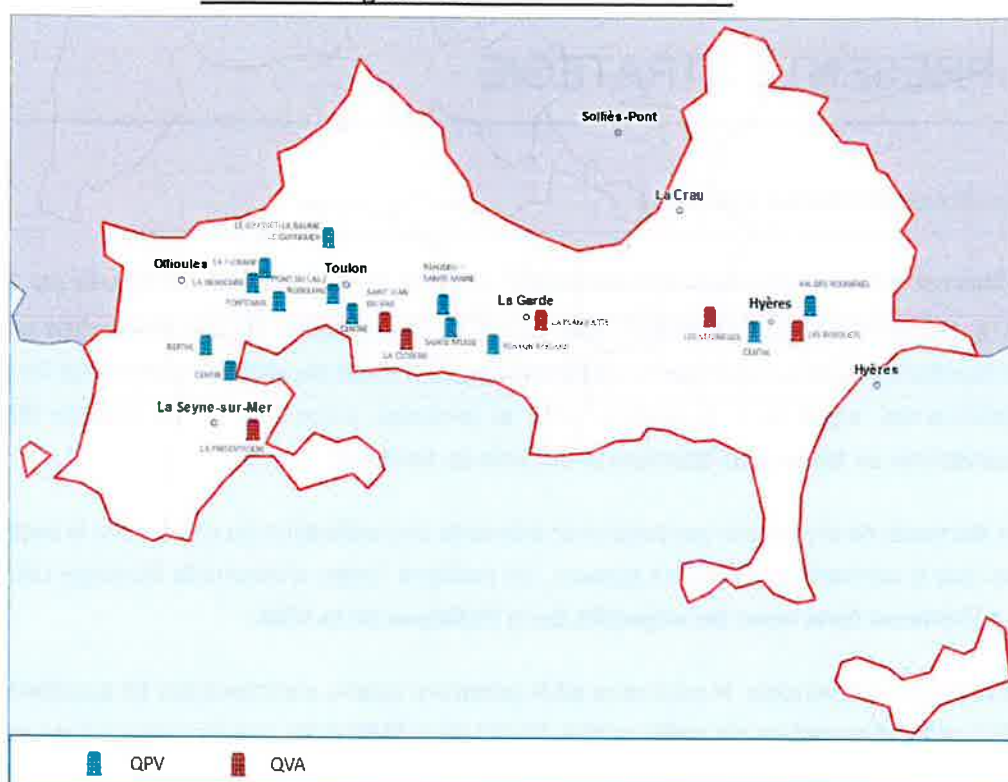
Par rapport à ce principe, le périmètre ciblé prioritaire retenu comprend les **13 quartiers prioritaires** (QPV) et les **6 quartiers de veille active** (QVA) de la Métropole, qui concernent 4 de ses communes : Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères ainsi que leur périmètre vécu selon la cartographie fournie en annexe. Il s'agit des quartiers suivants :

	Toulon	La-Seyne-sur-Mer	La Garde	Hyères
QPV	La Beaucaire, Pontcarral, Beaulieu/Sainte Marie, Jonquet/Baume/Guynemer, La Florane, Pont du Las/Rodeilhac, Sainte-Musse, Centre-ville	Berthe, Centre-ville	Romain Rolland	Val des Rougières Centre-ville
QVA	Saint Jean du Var La Closerie	La Présentation	La Planquette	Les Maurels Les Bosquets

⁷ Précédemment Communauté d'Agglomération, la collectivité Toulon Provence Méditerranée n'a pas fait évoluer son périmètre géographique et bénéficie donc d'une continuité cohérente de son périmètre et ses actions depuis la création de l'agglomération en janvier 2002.

⁸ Source INSEE : population légale en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018

Territoires éligibles à la SUI TPM 2021-2027



Critères opérationnels de ciblage territorial

Afin de s'assurer de la cohérence des actions soutenues avec l'objectif transversal de désenclavement des quartiers QPV-QVA et la **logique de quartier vécu**, prenant en compte les usages des habitants des quartiers ciblés, les actions visant à dépasser les effets de seuils et de frontières pourront être soutenues. Il ne s'agit pas de créer un nouveau périmètre mais d'identifier les équipements et les services qui doivent être soutenus au-delà du quartier prioritaire pour le bénéfice de ses habitants.

La volonté de la Métropole est par ailleurs de permettre un effet levier à la Politique de la Ville, en soutenant des projets d'investissement permettant aux associations et autres partenaires de mieux se mobiliser en direction des habitants et publics fragiles, en développant également une logique d' « Aller vers ».

En termes opérationnels, seront considérés comme s'intégrant au ciblage prioritaire des opérations qui ont un impact territorial sur les QPV-QVA et correspondent à au moins une des situations ci-après :

- a) des infrastructures, équipements ou actions **localisés physiquement** dans les limites des QPV-QVA identifiés ci-dessus, selon le zonage Politique de la Ville à la date d'approbation de la SUI.
- b) des infrastructures, équipements ou actions qui sont **orientés de manière significative** vers les publics du/des quartiers visés, soit parce qu'ils sont situés en lisière géographique dans un périmètre de quartier vécu, soit parce qu'ils prévoient un programme d'action spécifique en direction de leurs populations ;
- c) des projets de mobilités actives visant à **désenclaver les quartiers concernés** dans l'objectif d'établir des liaisons vers les centres-villes, les zones d'activités et/ou bassins d'emplois, les

Pôles d'échanges multimodaux, les équipements publics ou créer/améliorer les continuités urbaines entre les quartiers.

e)d)

JUSTIFICATION DU CHOIX DU PERIMETRE D'INTERVENTION

L'essentiel des enjeux urbains de Toulon Provence Méditerranée est concentré sur ses QPV-QVA au titre de la Politique de la Ville. Ceux-ci représentent 42 827 habitants⁹, soit 9,7% de la population de la Métropole. Concernant les quartiers en « veille active », le Contrat de Ville identifie un besoin de continuité dans les interventions publiques et de cohérence entre les dispositifs mobilisés au niveau étatique et communal, il apparaît donc nécessaire que cette cohérence soit prolongée dans le cadre de la Stratégie Urbaine Intégrée de l'ITI FEDER 2021-2027.

Compte tenu des enjeux et de l'enveloppe disponible, la Métropole fait le choix de concentrer l'intervention sur ces quartiers QPV et QVA. Ceux-ci se distinguent par la concentration des enjeux en termes de pauvreté, d'insertion, de développement économique, d'emploi, d'amélioration du cadre de vie et d'accès aux services, comme en témoignent les principaux éléments statistiques consolidés dans le tableau ci-après, qui montrent également que **les paramètres socio-économiques des QVA du territoire sont proches des QPV** et justifient de les inclure au périmètre.

⁹ INSEE 2018

Paramètres socio-économiques des QPV et QVA de la Métropole Toulon Provence Méditerranée		Population (Insee, 2018)	Part de la population < 25 ans	Indice de jeunesse (nombre de moins de 18 ans pour un 65 ans ou plus)	Part des femmes dans la population	Part de familles monoparentales (2015)	Proportion de 25-54 ans en emploi (2016)	Taux de pauvreté (2018)	Revenu mensuel médian par unité de consommation (2018)	Niveau de vie moyen / individu / mois (INSEE, données carroyées 2015)	Part des logements sociaux dans le parc d'habitations du quartier	Proportion de logements vacants (2018)
QPV			32,9%	1,54		16,3%		39,7%		1 200 €	42,8%	15,5%
Toulon	Ste Musse	1 850	34,8%	1,3	52,1%	24,2%	30%	67%	959 €		70%	10%
Toulon	Beaulieu Ste Marie	1 204	34,6%	1,6	53%	17,6%	49%	40%	1 209 €		100%	9%
Toulon	Centre-ville	9 401	28,1%	0,8	47,8%	26,2%	50%	48%	1 101 €		N.C.	24%
Toulon	Pont du Las Rodeilhac	3 552	25,5%	0,7	54,1%	39,6%	53%	41%	1 208 €		28%	12%
Toulon	Pontcarral	1 099	47,1%	3,1	43,6%	19,6%	26%	67%	924 €		95%	14%
Toulon	La Florane	2 286	40,6%	1,8	56,1%	33%	56%	45%	1 136 €		58%	5%
Toulon	Jonquet Baume Guynemer	1 812	37,1%	1,4	50,4%	23,3%	52%	49%	1 093 €		75%	7%
Toulon	La Beaucaire	4 154	40,5%	1,7	53,8%	46,2%	47%	55%	1 036 €		100%	5%
La Seyne	Berthe	9 117	40,1%	1,9	51,5%	27,7%	46%	51%	1 076 €		80%	11%
La Seyne	Centre-ville	2 867	32,7%	1,3	50,8%	36,6%	53%	41%	1 168 €		N.C.	21%
Hyères	Val des Rougières	2 100	40,8%	2	50,3%	24,4%	55%	54%	1 056 €		90%	8%
Hyères	Centre-ville	2 022	29,7%	0,9	47,4%	37,7%	63%	43%	1 197 €		2,5%	20%
La Garde	Romain Rolland	1 363	41,1%	1,7	54,4%	37,5%	49%	51%	1 088 €		100%	7%
QVA			28,7%	1,24		15,6%		19,7%		1 523 €	30,1%	10,8%
Toulon	Saint Jean du Var	N.C.	28,5%	1,2	N.C.	15,7%		23%		1 467 €	13%	13%
Toulon	La Closerie	N.C.	36%	1,79	N.C.	25,7%		44%		1 180 €	90,1%	7,4%
La Seyne	La Présentation	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.		N.C.		N.C.	N.C.	N.C.
Hyères	Les Maurels	N.C.	28,1%	1,11	N.C.	21,4%		20%		1 475 €	69,8%	3,5%
Hyères	Les Bosquets	N.C.	33,9%	1,66	N.C.	17,3%		18%		1 475 €	62%	9,3%
La Garde	La Planquette	N.C.	28,6%	1,4	N.C.	16,4%		14%		1 606 €	49,1%	13%
Métropole Toulon Provence Méditerranée		438 985	35,3%	0,91	50,9%	12%	71,2% (2018)	15,7%	1 789	1 812 €	12,6%	8,3%
Région SUD-PACA		5 021 928	38,0%	1,6	51,5%	32%	76,5%	17,4%	1 779 €			7,6%

Sources : AUDAT.VAR - Portrait des QPV de TPM

AUDAT.VAR - Tableau de bord QVA

INSEE - données de recensement 2018

INSEE - Estimations démographiques 2016

Vie Publique - Direction de l'information légale et administrative

3. ANALYSE DES BESOINS ET DU POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT

Conformément aux attentes règlementaires¹⁰, la présente stratégie s'appuie sur une analyse des besoins et du potentiel de développement de la zone ciblée à partir d'un diagnostic territorial et d'une AFOM spécifique au périmètre retenu et pour chaque domaine d'intervention ciblé par le POR 2021 2027 du volet urbain de l'OS 5.

Un bilan des résultats de la programmation 2014-2020 complète cette analyse.

3.1 Diagnostic territorial et AFOM

3.1 a - Cadre et modalités de l'analyse

La présente analyse est alimentée par les données statistiques existantes à l'échelle du territoire :

- INSEE
- Observatoire des territoires
- Agence d'Urbanisme de l'Aire Toulonnaise (AUDAT)
 - o Portrait statistique MTPM
 - o Portrait par QPV
 - o Tableau de bord par QVA

Ainsi que par les documents et stratégies de planification territoriale existants au moment de l'élaboration de la présente stratégie :

- Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET),
- Schéma Régional De Développement Économique, D'innovation Et D'internationalisation (SRDEII),
- Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2020-2023,
- Contrat d'avenir Etat-Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027,
- Projet Métropolitain,
- Contrat de Ville Toulon Provence Méditerranée 2015-2020,
- Protocole d'engagements renforcés et réciproque 2020/2022 – Contrat de Ville métropolitain Toulon Provence Méditerranée,
- Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU,
- Plan Local de l'Habitat (PLH),
- La Convention Territoriale Globale (CTG).

¹⁰ Règlement (UE) n°2021/1060 – Article 29

3.1 b - Les QPV et QVA de Toulon Provence Méditerranée

La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte 13 quartiers prioritaires (QPV)¹¹ et 6 quartiers de veille active (QVA) sur son périmètre, répartis sur les quatre communes : Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères. **La population résidant dans les QPV représente 13,4 % de la population de ces quatre communes¹²** et plus de 9,7% de la population de la Métropole. Les inégalités socio-économiques sur le territoire de TPM sont proches de celles existantes au niveau national et régional, notamment en termes de revenus, mais elles se sont accrues entre le quartier le plus riche et le quartier le plus pauvre de l'agglomération. **Les conséquences de la crise sanitaire liée à la Covid-19** ont certainement contribué à creuser les écarts entre les quartiers.

	Population (INSEE, 2018)	Population en QPV (INSEE, 2018)	Part de la population QPV dans la ville	Part de la population QPV dans les QPV de la Métropole
Toulon	176 198	25 358	14%	59%
La Seyne-sur-Mer	62 888	11 984	19%	28%
Hyères	55 069	4 122	7%	10%
La Garde	25 380	1 363	5%	3%
Métropole TPM	438 985	42 827	10%	100%

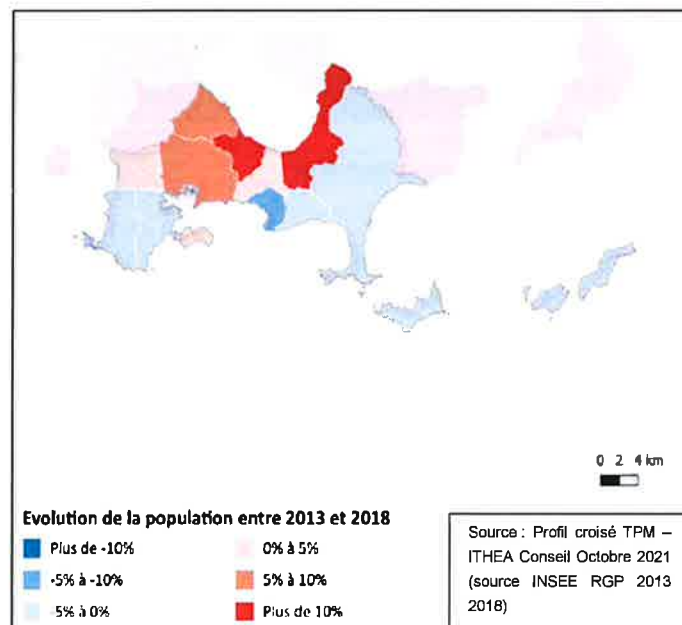
Point sur l'évolution de la population à l'échelle TPM

Si la population métropolitaine a augmenté de 3% entre 2013 et 2018, on peut noter de fortes disparités entre les dynamiques démographiques des communes, ainsi qu'infra-communales comme illustré par la carte ci-après.

La majorité des QPV et QVA ciblés par la présente stratégie (notamment ceux situés sur les communes de Toulon et La Garde) se situe ainsi dans des zones ayant vu la population augmenter d'au moins 5% sur cette période.

¹¹ Portraits QPV de la Métropole Toulon Provence Méditerranée - Métropole TPM, DGA Habitat Solidarités et Citoyenneté / AUDAT / 2021 - Observatoire des Quartiers Politique de la Ville

¹² Recensement population 2018, INSEE, Comparateur de Territoires



D'autres caractéristiques démographiques illustrent les enjeux auxquels est confronté le territoire et participent au sentiment d'exclusion des habitants des quartiers prioritaires :

- Une **population vieillissante** :

A l'échelle de la Métropole, les plus de 60 ans représentent en 2018 plus de 31 % de la population, soit une augmentation de 4 points sur 10 ans.

En parallèle, **la part des moins de 25 ans est plus forte dans les**

quartiers prioritaires (32,9 % en moyenne) qu'à l'échelle de la Métropole (24,8 %), illustrant une répartition démographique déséquilibrée entre les quartiers.

Part de la population > 60 ans	2008	2013	2018
Toulon	27,5 %	28,8 %	28,9 %
La Seyne-sur-Mer	27,2 %	18,5 %	31,6 %
La Garde	23,7 %	27,4 %	29,9 %
Hyères	28,9 %	33,3 %	36,2 %
Métropole Toulon Provence Méditerranée	27,9 %	30,2 %	31,8 %

Source : INSEE

- Une surreprésentation des **familles monoparentales** et des **familles nombreuses** :

Les familles monoparentales représentent 16,3% des ménages en QPV et 15,9% des ménages en QVA, contre 12% à l'échelle de la Métropole TPM.

De la même manière, les familles de 5 personnes ou plus représentent 10,6% des ménages en QPV et 5,5% des ménages en QVA, contre 5,3% en moyenne à l'échelle de la Métropole TPM.

- Des **revenus moyens** dans les quartiers politiques de la ville **inférieurs à la moyenne dans les mêmes communes**.

Le taux de pauvreté, de 15% à l'échelle du territoire métropolitain, dépasse cette moyenne sur les villes de Toulon et La Seyne-sur-Mer. Dans les quartiers du Val des Rougières (Hyères) et Romain Rolland (La Garde), il atteint respectivement 40% et 30%.

	Niveau de vie moyen par individu	Proportion de ménages pauvres
Toulon	20 583 € / an	19,1 %
La Seyne-sur-Mer	20 221 € / an	17,3 %
La Garde	22 275 € / an	13,6 %
Hyères	22 439 € / an	14,2 %
Ensemble QPV MTPM	14 396 € / an	39,7 %
Ensemble QVA MTPM	18 280 € / an	19,7 %
Métropole Toulon Provence Méditerranée	21 745 € / an	15,7 %
Var	N.A	15,4 %
Région SUD PACA	N.A	17,1 %
France métropolitaine	23 927 € / an	14,8 %

Source : INSEE-données carroyées, 2015 cf. AUDAT Var

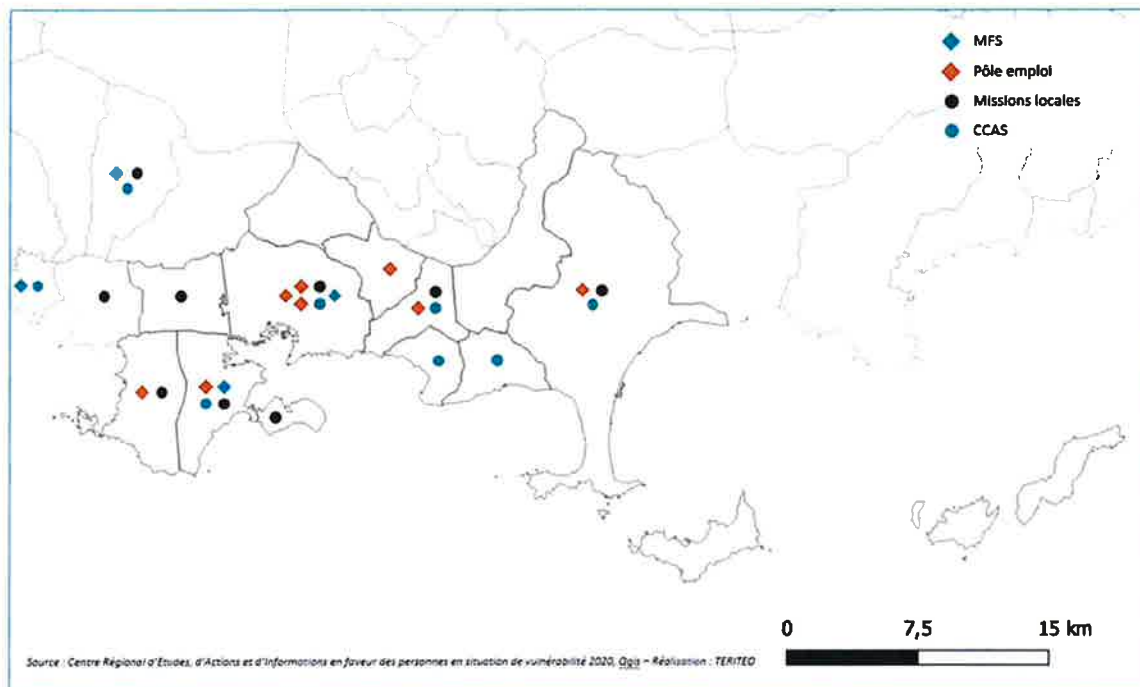
- Une forte **concentration du parc de logements sociaux** dans les quartiers prioritaires. Les parcs d'habitation des QPV et QVA sur le territoire comprennent en moyenne entre 60 % et 70 % de logements sociaux, proportion pouvant atteindre 100% dans les QPV de Beaulieu Sainte-Marie (Toulon), la Beaucaire (Toulon) ou Romain Rolland (La Garde) par exemple.

3.1 c - Accès à des équipements collectifs et une offre de service de base de qualité

ETAT DES LIEUX DU TERRITOIRE

A l'échelle globale, la Métropole de Toulon présente **un fort niveau de services et d'équipements à la population**. Tous les habitants du territoire résident a minima dans un pôle de services ou de proximité, et habitent à proximité des services de la gamme supérieure (5 pôles) ou intermédiaires (5). Le temps moyen d'accès aux services d'usage courant, au plus près du domicile, était d'environ 7 minutes à l'échelle du bassin de vie de Toulon en 2014 (INSEE). A titre de comparaison, c'est inférieur aux bassins de vie avoisinants (environ 8 minutes pour Marseille/Aix-en-Provence et La Londe-les-Maures, plus de 15 minutes pour Garéoult, Rocbaron, Carnoules).

Maillage des structures d'action sociale et d'accompagnement à l'emploi, à l'échelle de la métropole

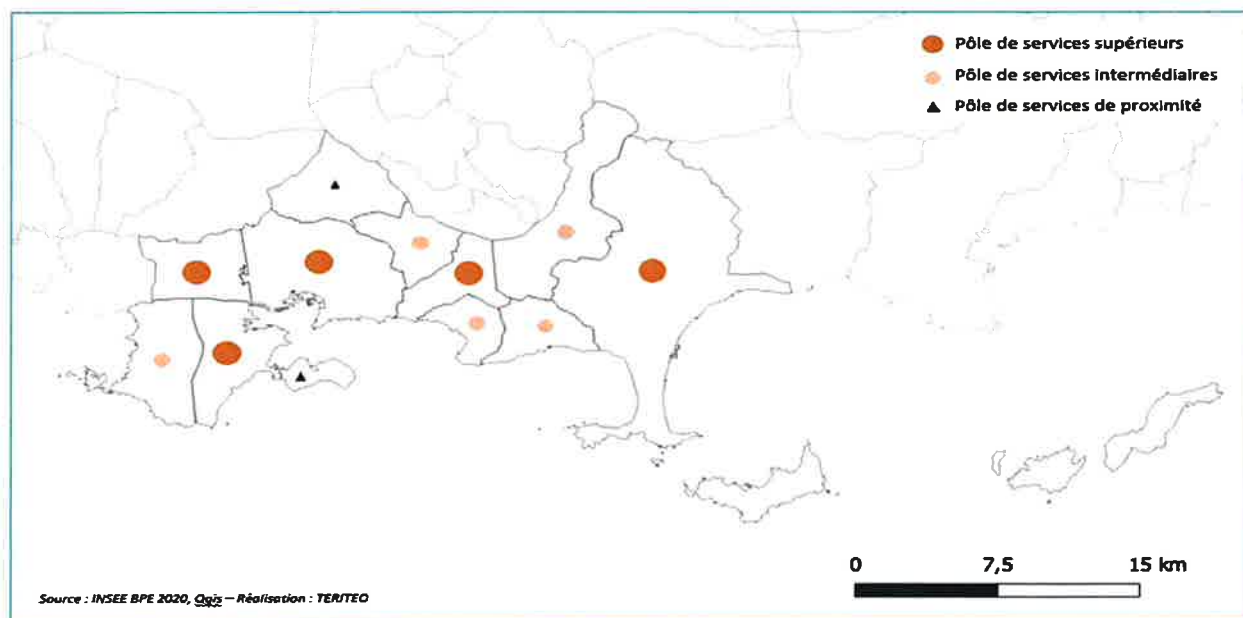


Méthode et définitions

Selon l'INSEE, un **pôle de services supérieurs** est une commune disposant d'au moins 50% des services de la gamme supérieure.

Selon l'INSEE, un **pôle de services intermédiaires** est une commune disposant d'au moins 50% des services de la gamme intermédiaire

Maillage des pôles d'équipements et de services à l'échelle de la métropole



La bonne tenue des indicateurs quantitatifs globaux d'accès aux services produits par l'INSEE, ne rend toutefois pas bien compte de certains déséquilibres infra-territoriaux, concentrés principalement dans les QPV, mais aussi de toute la complexité des enjeux d'accès aux services (délais, déséquilibre offre demandes, freins à l'accès fracture numérique).

Les questions d'accès aux services sont accentuées par la **précarité sociale**. Selon l'Indice de Désavantage Social (IDS) (issu d'un travail de l'ARS PACA¹³ qui mesure le désavantage social selon différents paramètres et regroupe les territoires en 5 classes¹⁴), la Métropole TPM est considérée comme faisant partie des territoires en situation de précarité les plus élevés de la Région, soulevant des problématiques particulières de logement et d'accès aux services. D'importants investissements dans les infrastructures sociales ont été réalisés ces dernières années dans le cadre des Programmes de Renouvellement Urbain de Toulon et La Seyne. Des actions sont en cours pour renforcer le maillage de structures d'accompagnement des publics les plus fragiles et pour l'accès aux droits et l'accompagnement : création d'espaces « France services » situés à Toulon et la Seyne-sur-Mer, projet de signature d'une convention territoriale avec la CAF... Il existe un enjeu global à poursuivre ce travail de densification du maillage des services aux publics à composante sociale, mais aussi de renforcement des actions spécifiques sur certains sujets, tels que le soutien à la fonction parentale.

En matière d'accès aux services de **santé**, le territoire relève très majoritairement de la zone d'action complémentaire (ZAC) d'après le zonage de l'ARS : un zonage intermédiaire permettant aux professionnels de santé de bénéficier des aides de l'ARS (notamment pour l'installation de médecins et en faveur de l'exercice coordonné). A l'échelle intercommunale, l'accessibilité potentielle localisée (APL)¹⁵ aux médecins généralistes de moins de 65 ans est supérieur au taux départemental et régional (4,2 consultations / an / habitant, contre respectivement 3,7 et 3,9). Toutefois les territoires de la Politique de la Ville présentent des problématiques particulières en termes de santé, notamment sur les publics âgés et issus de l'immigration ; L'accompagnement des personnes en situation d'handicap est soumise à des tensions.

Les **enjeux du numérique** sont également centraux dans l'accès aux services : les populations de l'ITI sont davantage concernées par la fracture numérique, dont les effets s'accroissent au fur et à mesure de la numérisation des démarches et de l'administration. Le renforcement de l'écosystème de lieux et d'acteurs de l'accompagnement à la maîtrise des usages numériques constitue un besoin prioritaire pour le territoire.

Les établissements scolaires du 1^{er} degré sont bien répartis au sein des différents QPV. En 2019, il existait 15 maternelles et 15 écoles élémentaires sur les territoires des QPV¹⁶. Toutefois, la **situation de la politique enfance / jeunesse reste très variable selon les communes**, avec une mobilisation variable du droit commun sur les quartiers prioritaires (à travers la mise en place

13 « La Santé observée » N° 15, août 2012 et N°16, octobre 2012.

14 L'indicateur mesure le désavantage social selon différents paramètres et regroupe les territoires en 5 classes, du territoire le moins précaire (1) au plus précaire (5) en fonction de la valeur croissante de leur indice.

15 Développé par la DREES, l'indicateur d'accessibilité potentielle localisée (APL) a été développé pour mesurer l'adéquation spatiale entre l'offre et la demande de soins de premier recours à un échelon géographique fin

16 8 maternelles et 8 écoles élémentaires à Toulon, 5 maternelles et 6 écoles élémentaires à La Seyne-sur-Mer, 1 maternelle et 1 école élémentaire à Hyères et 1 maternelle à La Garde.

de Contrat Enfance Jeunesse, d'accueil Collectif des Mineurs, de lutte contre le décrochage scolaire, etc.)¹⁷. Des besoins importants sont encore relevés sur ce volet :

- la montée en gamme de l'offre socio-éducative sur temps péri- et extra-scolaire dans certains quartiers ;
- le repérage précoce et d'accompagnement des pré-décrocheurs (âgés entre 12 et 15 ans),
- de renforcement de l'alphabétisation ;
- de renforcement des structures pour les étudiants.

Et ce, d'autant plus que 20 % des enfants de la Métropole vivent sous un seuil de pauvreté. Dans les QPV, cela monte à plus de 1 mineur sur 2.

Les QPV concentrent également les difficultés d'accès **au marché du travail, qui touche tout particulièrement les jeunes**. Afin d'apporter une réponse à ces enjeux, de nombreuses structures sont présentes sur le territoire :

- 8 agences Pôle emploi ;
- 7 Missions locales : espaces d'intervention au service des jeunes de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire qui recherchent un emploi ou une formation. Leur mission dans le domaine de l'accueil et de l'orientation consiste à repérer, accueillir, informer, orienter et accompagner les jeunes en élaborant avec chacun un parcours personnalisé vers l'emploi et à les aider à s'orienter et à mobiliser les moyens pour lever les freins à l'emploi¹⁸.

¹⁷ Contrat de Ville 2015/2020, Toulon Provence Méditerranée, 2015.

¹⁸ Centre Régional d'Etudes, d'Actions et d'Informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité

ANALYSE AFOM : DOMAINE « ACCES A DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET UNE OFFRE DE SERVICE DE BASE DE QUALITE »

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Un engagement soutenu des partenaires et des associations dans le cadre du Contrat de Ville Métropolitain ; • D'importants investissements relatifs aux infrastructures sociales ces dernières années réalisées dans le cadre des Programmes de Renouvellement Urbain de Toulon et La Seyne ; • Une offre globale de services étoffée à l'échelle métropolitaine, avec de bons indicateurs globaux d'accessibilité / temps ; • Un bon maillage de l'accès aux offres de santé de premier niveau (indicateur APL « médecins généralistes ») ; • Mise en œuvre du dispositif « Cité Educative » effective ou en cours de finalisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Des jeunes en situation de forte précarité sociale ; • Des qualifications professionnelles insuffisantes des jeunes et inadaptées au bassin d'emploi ; • Un manque de structures pour les étudiants selon les secteurs ; • Une offre socio-éducative sur temps péri- et extra-scolaire insuffisante dans certains quartiers ; • Des moyens spécifiques pour l'alphabétisation et la lutte contre l'illettrisme à renforcer ; • Une fracture numérique avérée ; • Des soutiens à la fonction parentale à renforcer avec un impact aggravant de la crise sanitaire ; • Des difficultés dans l'accompagnement et le soin aux aînés accentuées par le vieillessement de la population avec une situation particulière pour les personnes issues de l'immigration ;
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Un tissu associatif diversifié qui joue un rôle de proximité auprès des habitants ; • Un maillage de structures d'accompagnement des publics les plus fragiles pour l'accès aux droits et l'accompagnement social : 2 structures labellisées « France services » (Toulon et la Seyne-sur-Mer) et une en cours de labellisation (Hyères) ; • Un partenariat accru avec la CAF au travers de la signature d'une CTG prévue en décembre 2022 ; • Emergence de tiers lieux diversifiés ; • Mutation des écosystèmes numériques avec le développement d'espaces numériques innovants ; • Un maillage territorial des structures au service des étudiants en émergence avec une diversification de l'offre 	<ul style="list-style-type: none"> • Un décrochage scolaire précoce (12-15 ans) accentué par la crise sanitaire ; • Risque de creusement des inégalités dans le cadre de la crise sanitaire ; • Manque de structures d'accueil de vie des personnes âgées ; • Un taux de chômage élevé dans les quartiers prioritaires

3.1 d - Cadre de vie et sécurisation des zones urbaines

ÉTAT DES LIEUX DU TERRITOIRE

Les 13 QPV et 6 QVA du territoire concentrent l'essentiel des **inégalités territoriales**, d'accessibilité aux services, à l'emploi, et de qualité du cadre de vie (insécurité, logements vétustes et insalubres, etc.). Ils sont issus à la fois des noyaux urbains historiques, donc vieillissants, des communes de Toulon, Hyères et la Seyne-sur-Mer et de l'urbanisation des années 1960 pour répondre à l'afflux et à la croissance de population : quartiers de Berthe (Seyne-sur-Mer), la Beaucaire (Toulon), Val-des-Rougières (Hyères) en particulier¹⁹. Les problématiques urbaines et sociales qui en découlent sont différenciées : certains quartiers bénéficient d'opérations immobilières (centres anciens, La Beaucaire, Font Pré/Ste Musse/Ste Marie, Val des Rougières), portant à la fois sur l'urbanisme et l'habitat (logement social, mixte, privé), avec des enjeux afférents d'amélioration des liaisons et continuités urbaines, de l'ouverture à apporter pour favoriser le désenclavement et l'intégration urbaine. Ces actions sont essentielles pour lutter contre le **sentiment d'enclavement et/ou de captivité résidentielle**²⁰ qui nuit au cadre de vie.

Afin de répondre à ces enjeux, de nombreux programmes d'investissement sont mis en place au sein de la Métropole, afin d'améliorer les infrastructures de la vie quotidienne. Parmi les treize QPV, deux font actuellement l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU : le centre-ville de Toulon et le centre-ville de La Seyne-sur-Mer. Ces deux démarches ont démontré de réelles transformations en termes d'attractivité urbaine, de renouvellement de la qualité du cadre de vie et de l'habitat, et de mise en perspective des territoires.

- **Rénovation et réhabilitation d'espaces publics existants intégrés dans des projets de requalification urbains**

Différents programmes (OPAH, NPNRU, etc.) œuvrent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des QPV. Certaines actions ont déjà été mises en place sur les quartiers faisant partie du projet de renouvellement urbain afin de requalifier l'espace urbain, et d'améliorer la qualité résidentielle pour ses habitants. Le désenclavement et l'intégration urbaine de ces quartiers passent aussi par la reformulation d'une offre de transports (et de ses aménagements) adaptée et par la requalification des portes d'entrées pour faciliter les déplacements interurbains. Les conditions d'appropriation du cadre de vie et des espaces publics par les habitants passent aussi par la mise en place de mesures concrètes afin d'assurer la sécurité et la tranquillité de ces derniers (adaptation de l'éclairage public, mise en place de systèmes de vidéo protection comme engagé dans les centres –villes). Ces composantes de « sécurisation des espaces publics » et de

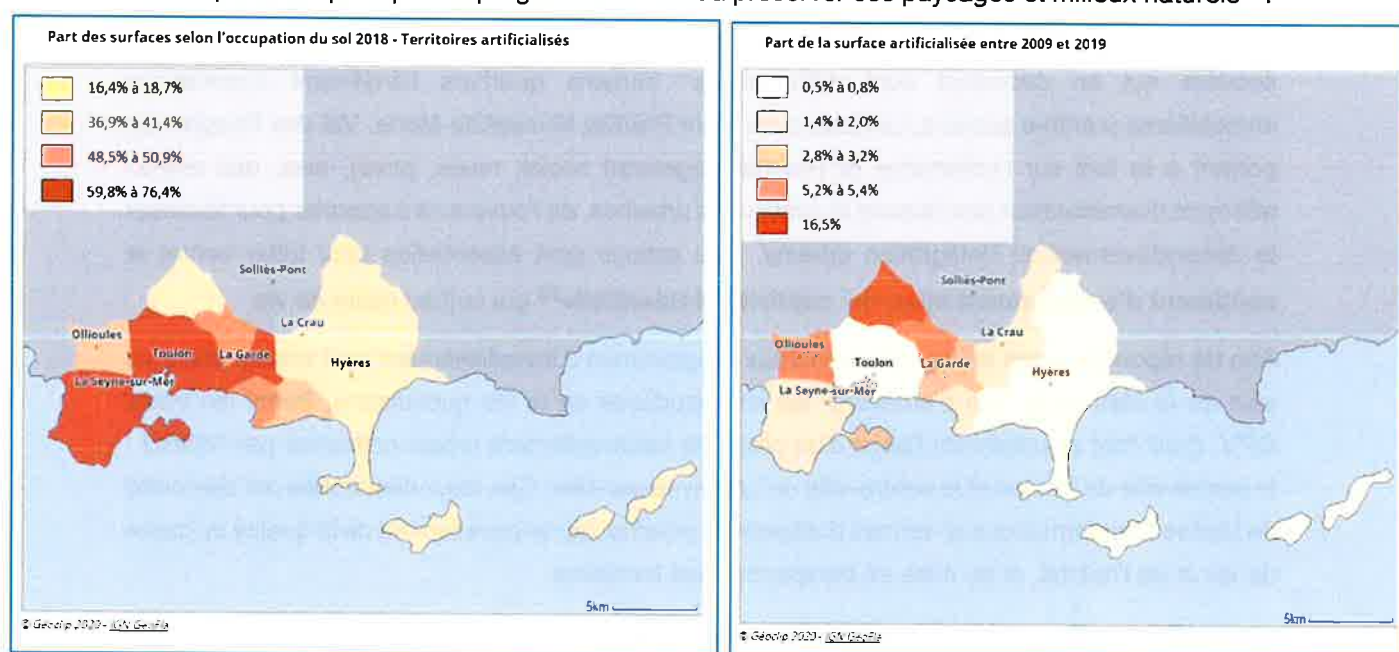
¹⁹ Contrat de Ville 2015/2020. Toulon Provence Méditerranée, 2015.

²⁰ Id.

tranquillité résidentielle (lutte contre les trafics notamment) sont à prendre en considération « en amont » dans le cadre des opérations de réhabilitation.

- **Réintroduction et préservation de la nature en ville**

A l'échelle de la Métropole toulonnaise, la part des territoires artificialisés est très importante : 36,9 % contre 7,2 % à l'échelle régionale et 10,2 % à l'échelle du Var. Elle est même supérieure aux autres Métropoles régionales : 22,9 % pour Métropole Aix Marseille Provence et 10,1 % pour Nice Côte d'Azur. En lien avec les caractéristiques du territoire, les enjeux liés à la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, ainsi que le soutien des opérations de réintégration de la nature en ville, se font d'autant plus importants. Ainsi, la Métropole répond à ces enjeux en menant plusieurs politiques et programmes visant à préserver ces paysages et milieux naturels²¹.



La réintroduction et la préservation de la nature en ville est un levier important pour la santé publique et l'adaptation au changement climatique (réduction de la pollution atmosphérique, des îlots de chaleur lors des épisodes caniculaires, maîtrise du risque de ruissellement lors des inondations...).

La Métropole participe activement au programme européen LIFE « Nature for City Life » et met en œuvre un sentier métropolitain.

- **Création d'aménagement de mobilités actives et de liaisons de désenclavement, intégrés dans des projets de rénovation/requalification urbaine**

La Métropole s'est mobilisée depuis le début des années 2010 sur le développement de l'usage du vélo, notamment sur les communes de Toulon, Hyères, Six-Fours-les-Plages et La Garde

²¹ Politique de préservation du patrimoine naturel et paysager ; démarche Natura 2000 ; politique de préservation des milieux aquatiques ; démarche Grand Site de France ; développement durable des îles ; politique de gestion des rejets en milieu aquatique ; développement durable au sein des ports ; développement de la nature en ville ; préservation de l'atmosphère ; sensibilisation au développement durable/

avec l'aménagement d'itinéraires cyclables en lien avec la piste littorale existante, mais aussi en maillage Nord-Sud et Est-Ouest dans les centres-villes et quartiers périurbains²². Ainsi, **le réseau cyclable a doublé depuis 2006**, passant de 125 km à 308 km en 2021. Dans le détail, le réseau est composé de 135 km de pistes cyclables et voies vertes (aménagé dans les deux sens de la circulation) et de 173 km d'autres aménagements (bande cyclable, voie mixte bus/vélo, chaussée à voie centrale banalisée, vélorue). En complément du développement du réseau cyclable de la Métropole, de nombreuses actions et aménagements ont été menés afin de faciliter et de promouvoir l'utilisation du vélo. Cette dynamique se poursuit encore, avec la mise en place du nouveau Plan de Déplacements Urbains 2015-2025, approuvé en 2016, préconisant le développement de la filière vélo, fixant comme objectif de :

- Multiplier par 2,4 le nombre quotidien de déplacements à vélo à l'horizon 2025 pour atteindre une part modale de 3% ;
- Aménager un réseau cyclable de 400 km.

Afin de lier ce développement avec les enjeux de continuité urbaine et de désenclavement des QPV, il est nécessaire de renforcer les liaisons dédiées aux mobilités actives (vélo – marche) sur les axes quartiers / centre-ville entre, mais aussi les liaisons entre quartiers.

²² <https://metropoletpm.fr/service/article/se-deplacer-a-velo>

ANALYSE AFOM : DOMAINE « CADRE DE VIE ET SECURISATION DES ZONES URBAINES »

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> Un territoire métropolitain parmi les 4 grandes zones d'aires urbaines de la Région Sud PACA qui dispose de richesses naturelles, patrimoniales, et culturelles à l'origine d'une forte attractivité ; Existence d'un Plan de Déplacements Urbains (PDU) programmant la mise en œuvre d'un Bus à haut niveau de service (BHNS) et le développement des modes alternatifs (pôles d'échange multimodaux, transport en commun avec les bus et bateaux-bus du Réseau Mistral, réseau de mobilité active - cyclistes et piétons, etc...). 	<ul style="list-style-type: none"> Des territoires urbains historiques vieillissants, avec des aménagements qui nécessitent de vastes opérations de réhabilitation ; Un enclavement et/ou isolement qui nuit à la qualité du cadre de vie des habitants ; Des continuités urbaines qui nécessitent d'être renforcées ; Des quartiers insécures ; Des difficultés de mobilité quotidienne, manque de stationnement dans certains quartiers ; Des îlots de chaleurs avérés.
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> Un enjeu de prise en compte en amont de la « sécurisation des espaces publics » et de la tranquillité résidentielle (lutte contre les trafics notamment) dans les opérations de réhabilitation ; De nombreux programmes d'investissement, engagés pour venir requalifier et améliorer la qualité du cadre de vie des habitants ; Montée en charge des pratiques de l'agriculture urbaine ; Une participation active de la Métropole au programme européen LIFE « Nature for City Life » et mise en œuvre du sentier métropolitain. 	<ul style="list-style-type: none"> Inconfort accentué des centres urbains liés aux îlots de chaleur et au manque d'espaces verts ; Artificialisation des sols toujours à la hausse sur certains territoires amenant des impacts sur l'environnement (aggravation des risques de ruissellement et d'inondation et réduction de la biodiversité) ; Manque de prise en considération des QVA avec risque d'absence de dynamique ; Disparités territoriales entre quartiers persistantes

3.1 e - Développement de l'activité économique

ETAT DES LIEUX DU TERRITOIRE

A l'échelle métropolitaine, TPM présente une **forte dynamique économique**, qui est **notamment portée par le secteur de la Défense, les secteurs touristique, maritime et naval, et par une économie de proximité puissante**²³.

²³ Métropole Toulon Provence Méditerranée. Projet Métropolitain – Feuille de route stratégique, 2021

La Métropole représente le **3^{ème} pôle urbain de la façade méditerranéenne régionale**, au sein du **département le plus touristique de France après Paris**, et représente la première zone d'accueil des nuitées touristiques dans le département, s'appuyant sur les nombreux atouts patrimoniaux, paysagers et culturels du territoire. La Métropole Toulon Provence Méditerranée jouit également d'un rayonnement et d'une attractivité dans le paysage géopolitique euro-méditerranéen, à travers notamment la présence sur son territoire d'un pôle de défense national et international d'envergure. La Métropole joue aussi un rôle de « porte d'entrée », maritime avec le port de commerce de Toulon - La Seyne-sur-Mer et aérien, avec l'aéroport de Toulon-Hyères. Tous ces atouts contribuent à structurer la nature du travail de la Métropole. Ainsi, en 2017, **86,7 % de l'emploi au lieu de travail s'effectuait dans le secteur tertiaire**. Ce taux est supérieur de presque 10% à la moyenne nationale (78,9 %).

Cette dynamique économique explique la hausse du nombre d'actifs depuis 2013 (71,2 % en 2018 contre 70,1 % en 2013), bien qu'il reste toutefois en deçà des moyennes observées à l'échelle du Var (72,7 %) et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (72,4 %).

Pour autant, **cette situation économique positive peine à irriguer l'intégralité du territoire métropolitain et de nombreux quartiers, notamment les 13 QPVet 6 QVA qui se retrouvent confrontés à des fragilités économiques persistantes**, se traduisant par :

- Un tissu commercial de certains quartiers en perte de vitesse et marqué par la vacance ;
- Un taux de chômage chez les plus jeunes, qui traduit les difficultés d'accès à la formation et à l'expérience professionnelle ;
- Une précarité sociale prégnante au sein des QPV et QVA.

A l'instar de ce que l'on peut observer à une plus grande échelle, la dévitalisation des centralités, due notamment à la hausse de la vacance commerciale est un phénomène présent sur le territoire métropolitain, et tout particulièrement au sein des QPV-QVA. **Ainsi, le tissu commercial de certains quartiers se retrouve peu qualitatif et peu diversifié, avec une vacance et un "turn-over" important des commerces²⁴**. Afin d'œuvrer sur cet enjeu, et d'améliorer le cadre de vie des habitants, une maîtrise foncière de ces cellules commerciales, dans la perspective de requalification ultérieure, est étudié sur certains quartiers ciblés par convention pluriannuelle de renouvellement urbain relative au NPNRU de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les principaux freins à l'emploi, identifiés lors du diagnostic du Contrat de Ville 2015/2020²⁵, semblent être toujours d'actualité, et **une grande partie de la jeunesse se trouve**

²⁴ Convention pluriannuelle de renouvellement urbain relative au NPNRU de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. 2021

²⁵ « Les principaux freins à l'emploi identifiés sur TPM sont liés à la précarité sociale prégnante et notamment au faible niveau de qualification (problématique moins importante pour les 26-45), au manque de mobilité, y compris pour les plus diplômés, aux discriminations à l'embauche

particulièrement touchée par le chômage (plus de 30% des 15-24 % en 2018). Ce phénomène s'explique à la fois par le **faible niveau de qualification des jeunes, et par les problématiques liées aux difficultés d'accès à la formation et à l'expérience professionnelle**²⁶. En effet, en 2018, un jeune sur deux, âgé de 18 à 24 ans, n'était plus scolarisé, ce qui démontre la difficulté de l'accès aux études supérieures pour les jeunes de la Métropole.

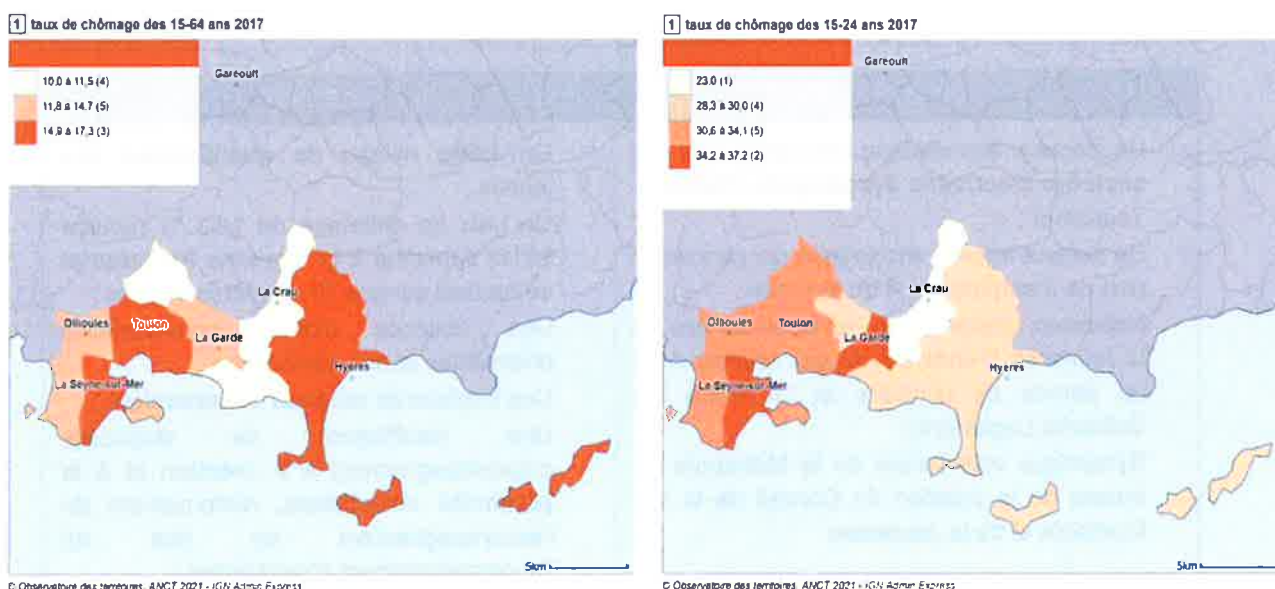
La redynamisation du secteur économique dans les QPV et QVA du territoire est soutenue par de multiples acteurs engagés auprès des publics en difficultés : soutien et accompagnement à l'entrepreneuriat, insertion professionnelle, formation et information sur les services publics et l'accès aux droits. Au-delà des acteurs institutionnels actifs sur le territoire : collectivités, Missions locales, CAF, Chambres des Métiers et de l'Artisanat ... de nombreux acteurs associatifs structurent la réponse à ces besoins d'accompagnement sur le territoire.

On peut, entre autres, constater le développement de projets multithématiques qui réfléchissent actuellement à des impacts locaux au potentiel intéressant pour les publics des quartiers prioritaires, tels que par exemple le développement de ressourceries sur le territoire. Plusieurs projets en réflexion autour de ce secteur envisagent des formats de chantiers d'insertion afin d'accompagner à la fois de retour vers l'emploi et la sensibilisation à l'environnement, par le biais de la création d'activité. Ce type d'initiative est à encourager et les acteurs publics locaux (communes et Métropole) s'engagent sur cette thématique.

La précarité sociale est très concentrée dans les QPV : en 2018, sur les 13 QPV, le taux de pauvreté était de 49 %, alors qu'il n'était que de 17 % à l'échelle de toute la Métropole TPM. Le revenu médian disponible par unité de consommation en 2016 était compris entre 10 680 et 14 040 euros pour les ménages des QPV, alors que celui-ci était de 21 140 euros à l'échelle de la Métropole.

(à raison de l'origine, de l'adresse, de l'âge, etc.) réelles ou ressenties, au poids des préjugés et aux problèmes de garde d'enfants (essentiellement pour les femmes), et aux difficultés linguistiques. ». Contrat de Ville 2015/2020. Toulon Provence Méditerranée, 2015

²⁶ Le Contrat de Ville 2015/2020 expliquait les difficultés rencontrées par les jeunes dans leurs recherches d'emplois par : « la méconnaissance des codes et savoir-être nécessaires au sein du monde du travail, à une précarité sociale et à de vulnérabilités multiples (manque de mobilité physique et symbolique, ruptures familiales, conduites addictives, ...). Contrat de Ville 2015/2020. Toulon Provence Méditerranée, 2015.



Afin de répondre à ces enjeux, la Métropole met en place des outils d'économie sociale et solidaire tels que :

- L'utilisation de la commande publique pour favoriser l'insertion professionnelle : en 2019, 353 personnes ont été embauchées spécifiquement dans le cadre de marchés de la Métropole utilisant un dispositif d'insertion et le nombre de personnes embauchées a doublé entre 2018 et 2019²⁷.
- Le Pacte Avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises (PAQTE) : il a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi et le développement économique, social et culturel des habitants des quartiers prioritaires. Il vise à sensibiliser les collégiens et les lycéens afin de mieux appréhender le monde de l'entreprise. Il favorise l'accueil des stagiaires. Ainsi, en 2019, la Métropole a accueilli près de 60 stagiaires.
- Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) : ce fond métropolitain, exercé par la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2020, offre une aide financière à destination des jeunes de 18 à 25 ans, afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes en situation de précarité, voire de marginalisation et de prévenir les risques d'exclusion économique et sociale.
- Le Fonds de Solidarité Logement (FSL) transféré par le Département du Var pour le périmètre métropolitain et permettant à la Métropole d'accorder des aides financières et des mesures d'accompagnement social aux personnes éprouvant des difficultés à accéder ou se maintenir dans un logement.
- La Métropole TPM propose un dispositif d'aide au co-financement du permis de conduire s'adressant aux demandeurs d'emploi inscrit à Pôle Emploi (non bénéficiaire du RSA), être suivi par une mission locale ou être en contrat de professionnalisation ou en contrat d'apprentissage et être domicilié sur une des 12 communes de TPM et ne pas être inscrit dans une auto-école sociale.

²⁷ Rapport sur la situation en matière de développement durable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Exercice 2020.

ANALYSE AFOM : DOMAINE « DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE »

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> Un secteur économique articulé autour de secteurs d'activités dynamiques (Défense, Tourisme) ; Un secteur tertiaire dynamique qui concentre plus de 3 emplois sur 4 du territoire ; Nombreux dispositifs en lien et au service de la Jeunesse (Fonds d'Aide aux Jeunes, Aide au permis de conduire et le Fonds de Solidarité Logement) ; Dynamique volontariste de la Métropole au travers de la création du Conseil de la Vie Etudiante et de la Jeunesse. 	<ul style="list-style-type: none"> Un faible niveau de qualification des jeunes ; Un taux de chômage de 10,3 % (source 2018) supérieur à la moyenne française et en hausse sur ces 10 dernières années ; Une absence d'offres commerciales diversifiées et non ethnicisées ; Une importante vacance commerciale ; Une insuffisance de dispositifs d'accompagnement à la création et à la pérennité entreprises, renforcement de l'accompagnement en vue de l'accompagnement d'entreprises ; Une faiblesse de l'entrepreneuriat dans les quartiers ; Un tissu associatif à professionnaliser ; Un faible niveau de digitalisation des petits commerces de proximité dans les QPV
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> De nouveaux axes stratégiques porteurs de développement économique (Silver économie, Economie circulaire, Numérique, etc.) ; Des outils et fonds mobilisés par les acteurs locaux en faveur de l'insertion professionnelle ; Développement de nouvelles formes d'entrepreneuriat ; Développement d'infrastructures sanitaires et sociales, génératrices d'opportunités d'emploi (ex : crèche AVIP...) ; De nouvelles formes économiques (ESS) et d'organisation de travail (coworking, tiers lieux, télétravail) à adapter à la société actuelle et à soutenir ; Mutation des écosystèmes numériques avec le développement d'espaces numériques innovants ; Dynamique collective en faveur des ressourceries 	<ul style="list-style-type: none"> Une précarité économique persistante et concentrée dans les QPV ; Risque d'« uberisation » en lien avec l'auto-entrepreneuriat fragile ; Menace d'une émergence d'activités entrepreneuriales non pérennes.

3.2 Bilan et analyse des résultats de la programmation 2014-2020

Déjà porteuse d'un ITI sur la période 2014-2020 et gestionnaire d'une subvention globale FEDER sur 2007-2013, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (anciennement Communauté d'Agglomération) dispose d'une expérience positive dans la gestion de fonds européens et l'accompagnement de porteurs de projets.

La programmation FEDER ITI 2014-2020 est achevée. Le présent bilan a été réalisé en début d'année 2022.

La SUI 2014-2020 de TPM s'est fondée sur le diagnostic partenarial établi dans le cadre du Contrat de Ville sur les communes de La Seyne-sur-Mer, la Garde, Toulon et Hyères, afin de renforcer la politique de cohésion et d'apporter des réponses adaptées aux problématiques urbaines constatées. Le périmètre ITI 2014-2020 de Toulon Provence Méditerranée couvre ainsi les 13 quartiers prioritaires et sur les 6 quartiers de veille active définis au Contrat de Ville Métropolitain.

Le dispositif ITI a permis de soutenir des projets structurants éligibles à l'une des priorités d'investissement thématiques du POR FEDER/FSE PACA 2014-2020 :

- **la mobilité douce et durable et le développement de nouveaux modes de déplacements pour lever les freins à l'emploi dans les Quartiers Politiques de la Ville (Pi 4e) ;**
- **l'activité et l'implantation d'entreprises dans les Quartiers prioritaires de la Ville (Pi 8a) ;**
- **les infrastructures sociales et sanitaires pour favoriser l'employabilité des habitants des Quartiers Politiques de la Ville en levant les freins (Pi 9a).**

La Métropole TPM a disposé d'une **enveloppe de 4,5 millions d'euros** de FEDER ITI représentant 9 M€ en coût total éligible d'opérations.

3.2 a - Mise en œuvre et évaluation de l'ITI

SYNTHESE GLOBALE

La mise en œuvre de l'ITI a donné lieu au lancement de **13 Appels à Projets**.

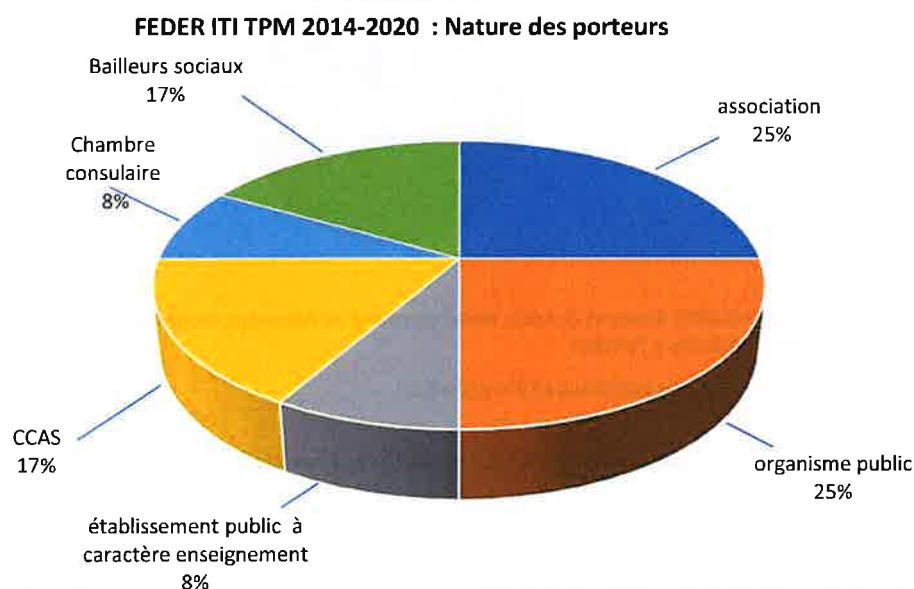
10 dossiers ont été programmés avec à ce jour 4 opérations soldées et 6 en cours de de remontées de dépenses et de certification. A noter que du fait de la crise sanitaire, nombre de structures a connu des perturbations liées à la COVID 19. Prenant en compte ces éléments, la Région Sud PACA, Autorité de Gestion du FEDER ITI a décalé la date limite de remontées des dépenses au 30 juin 2023.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble des projets programmés et du montant FEDER attendu (ou obtenu pour les opérations soldées) avec un état d'avancement des dossiers.

Année de programmation	N° Dossier	BENEFICIAIRE	PROJET	MONTANT FEDER (€)	ETAT
2016	PA0005761	M.A.M.I.	Création de trois micro crèches au centre-ville de Toulon	23 365,37 €	Soldé
2016	PA0006125	SAGEM	Réhabilitation du bâtiment le Florès pour l'implantation du GRETA Hôtellerie Tourisme à La Garde (RDC et 1er étage)	446 844,00 €	Soldé
2017	PA0010090	CCAS HYERES	Réhabilitation du centre multi-accueil « Tom Pouce » du quartier du Val des Rougières à Hyères	145 711,55 €	Soldé
2017	PA0010171	CCAS de TOULON	Travaux de réaménagement du siège du CCAS DE Toulon et diversification de l'offre de services	233 315 €	Solde en cours
2018	PA0015073	COMMUNE DE HYERES (VAD Hyères)	Requalification des pieds d'immeuble du Centre Ancien de Hyères pour implanter des entreprises (Parcours des Arts)	1 090 000 €	Solde en cours
2018	PA0015550	CCIV	Réhabilitation des locaux permettant l'implantation de l'école de la deuxième chance	1 095 346,34 €	Soldé
2018	PA0020673	TOULON HABITAT MEDITERRANEE (Ex TSH)	Réhabilitation et extension de la crèche des colombes dans le quartier de berthe a la Seyne-sur-Mer	422 600 €	1 ^{er} acompte en cours
2018	PA0020720	AVIE	Création d'un laboratoire de production d'insertion au sein du QPV Berthe de la Seyne-sur-Mer	302 430 €	1 ^{er} acompte en cours
2018	PA0015588	Métropole TPM / DGA Transports et Mobilités	Création de la Maison de la Mobilité à Toulon	290 000 €	Solde en cours
2020	PA0027617	Métropole TPM / DGA Ports	Création de l'embarcadère « Espace Marine » à La Seyne-sur-Mer	194 000 €	1 ^{er} acompte en cours

FEDER ITI 2014-2020 / les projets programmés sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Le rôle des porteurs de projets dans l'écosystème des acteurs locaux est central pour le développement du territoire. Le profil juridique de ces porteurs renseigne en partie sur le type de levier mis en œuvre pour activer, au travers des ITI, les dynamiques territoriales. Le graphique ci-après le précise, avec donc une grande majorité des projets portée par des structures publiques (58%).



Le bilan financier en date de janvier 2022 de la programmation FEDER ITI 2014-2020 est présenté dans le tableau ci-dessous.

VOLET URBAIN	Montant enveloppe	Nombre de dossiers programmés	Montants FEDER programmés	Taux de programmation en cours
TPM	4 500 000,00 €	10	Comité Régional de Programmation 03/2021	
			4 171 221,66 €	93 %
			Suivi MTPM 01/2022 (intégration projet Espace Marine)	
			4 243 612,26 €	94,30 %

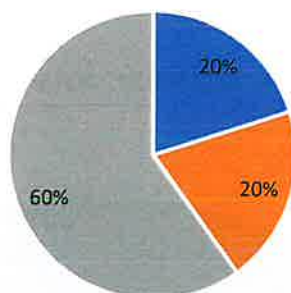
CONTRIBUTION DES PROJETS AUX OBJECTIFS STRATEGIQUES DU POR FEDER ITI 2014-2020

Les graphiques suivants permettent de mettre en avant les aspects stratégiques au niveau local et la plus-value au niveau régional du POR FEDER.

Le cadre de performance se base sur la justification de l'atteinte des cibles associées aux indicateurs de réalisation. Au regard de l'avancée de la programmation 2014-2020 (6 dossiers en

cours de remontées de dépenses – certification), le bilan sera présenté dans le cadre de la clôture d'exécution, en concertation avec l'Autorité de Gestion.

FEDER ITI TPM 2014 2020: Répartition du nombre de projets par priorités d'investissement



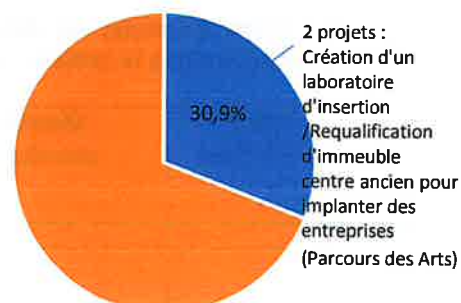
- Pi4e: Mobilité douce et durable, développement de nouveaux modes de déplacements pour lever les freins à l'emploi
- Pi8a: Activité et implantation d'entreprises
- Pi9a: Développement d'infrastructures sanitaires et sociales

Contribution FEDER ITI TPM 2014 2020 à la mobilité



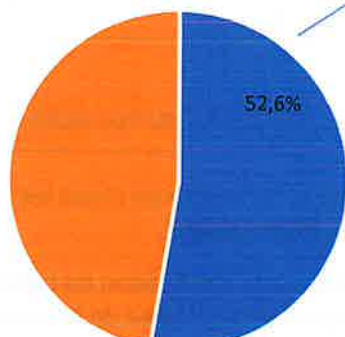
% établi selon Suivi MTPM 01/2022 (4 243 612,26 € programmés)

Contribution FEDER ITI TPM 2014 2020 au Développement économique



% établi selon Suivi MTPM 01/2022 (4 243 612,26 € programmés)

Contribution FEDER ITI TPM 2014 2020 à l'emploi



% établi selon Suivi MTPM 01/2022 (4 243 612,26 € programmés)

Toutefois, il est possible globalement d'illustrer l'impact des projets programmés avec :

- la création d'emplois directs ou indirects (ex : AVIE avec la création d'un laboratoire de production d'insertion - quartier Berthe à la Seyne-sur-Mer : la création de postes d'insertion est à venir comme un chef cuisinier, livreur, et 2 postes d'aide-cuisinier) ;
- la création de nouveaux services ou l'amélioration de services (CCAS, structures « petite enfance ») ;
- l'attractivité économique en recréant un dynamisme économique et artisanal (ex. : « Parcours des Arts ») ;
- l'attractivité plus importante des centres-villes grâce à la réhabilitation de locaux, rénovation de bâtiments ;
- la prise en compte et l'amélioration des principes horizontaux dans les opérations (développement durable, égalité des chances pour tous, égalité femmes/hommes).

Au niveau territorial, la mise en œuvre du dispositif ITI a permis de :

- Faciliter l'accessibilité aux quartiers, et d'appuyer la politique en matière de mobilité ;
- Favoriser les conditions d'accès et de maintien à l'emploi des habitants du territoire en s'appuyant sur les dynamiques économiques de la Métropole ;
- Favoriser et renforcer l'intégration des quartiers, des populations fragilisées en agissant sur différents leviers du développement social, de la revitalisation économique et de l'emploi ;
- Poursuite de la politique en matière de mobilité ;
- Favoriser le développement de l'emploi local.

3.2 b - Bilan d'activités de la Mission FEDER ITI

MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DE L'ITI

Le rattachement hiérarchique et l'effectif de l'équipe FEDER ITI ont évolué tout au long de la programmation 2014-2020.

A noter que face à la complexité et lourdeur des procédures à engager, une formation spécifique d'accompagnement a été dispensée aux agents de gestion administrative et financière en 2017 pour une meilleure adaptation. Elle a abouti à la réalisation d'un guide interne de procédures qui a permis de soutenir l'équipe lors du départ en congé de maternité de la chef de service. L'équipe FEDER ITI a par ailleurs eu recours à une ingénierie technique en début de programmation 2014/2020. Cette prestation a été confiée à CAPP EUROPE.

Le Comité de Sélection ad- hoc au dispositif FEDER ITI a été mise en place à partir 2016 selon les modalités de gouvernance prévues. Il s'est réuni en 3 fois en présentiel et a été consulté par voie écrite à 6 reprises.

Des dispositions spécifiques ont été prises par l'Organisme Intermédiaire TPM pour assurer l'information, la formation et la publicité en qui concerne l'ITI (création d'une page dédiée sur le site internet de la Métropole TPM, édition d'un guide d'information aux porteurs de projet, animation territoriale auprès des relais locaux du Contrat de Ville).

ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS ET RETOURS SUR LEUR PERCEPTION

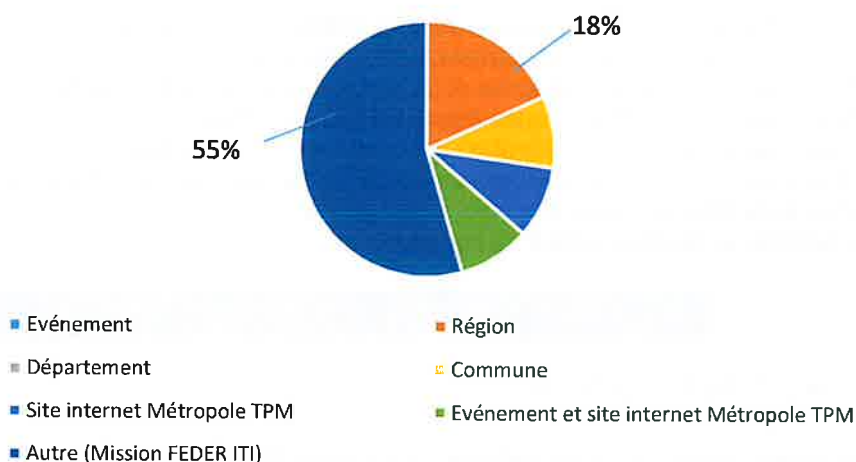
Pour que le dispositif ITI puisse répondre aux objectifs attendus de la programmation 2014-2020, le travail d'accompagnement et de mobilisation de la cellule ITI de la Métropole TPM auprès des porteurs a revêtu toute son importance afin de dynamiser chemin faisant la réalisation de programmation. En plus des 10 porteurs ayant vu leurs projets programmés, la Mission FEDER

ITI a accompagné environ 25 structures qu'elle s'est attachées au mieux à orienter vers d'autres dispositifs en cas d'inéligibilité sur l'ITI.

Afin d'évaluer l'efficacité de ce travail d'accompagnement, un questionnaire d'enquête de satisfaction a été soumis à tous les porteurs des projets programmés. Ce qui suit est une synthèse des principaux résultats obtenus.

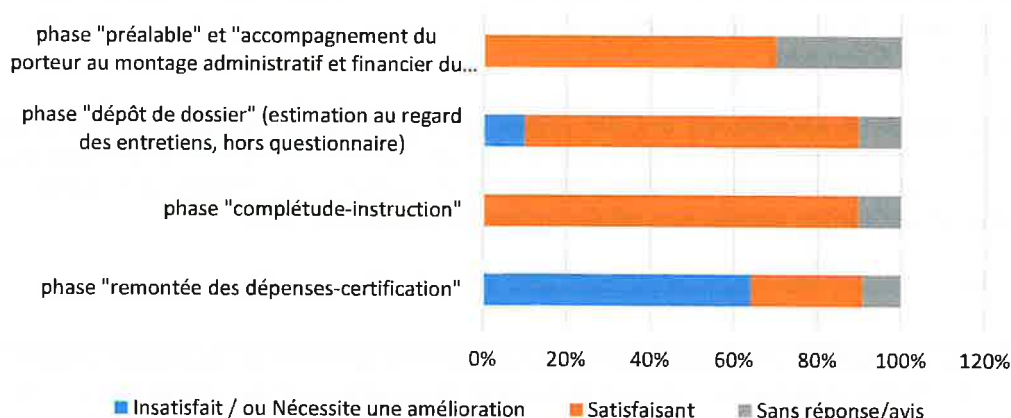
60% des porteurs de projets signalent le contact Mission FEDER ITI comme source d'information initiale du dispositif (graphique ci-dessous). L'ancrage local de la Mission FEDER ITI de la Métropole TPM avec son relationnel interne et externe, au plus près des territoires et des quartiers, a bien permis un relais auprès d'acteurs locaux qui sont devenus candidats voire bénéficiaires du dispositif). On notera ensuite un relais assuré par la Région, Autorité de Gestion du FEDER.

**FEDER ITI TPM 2014 2020 :
Orientation des porteurs sur l'ITI**



Concernant le niveau de satisfaction global de l'accompagnement des porteurs de projets, le graphique dessous démontre la valeur ajoutée de l'accompagnement proposée par la Mission FEDER ITI et de son partenariat avec la Région Sud PACA.

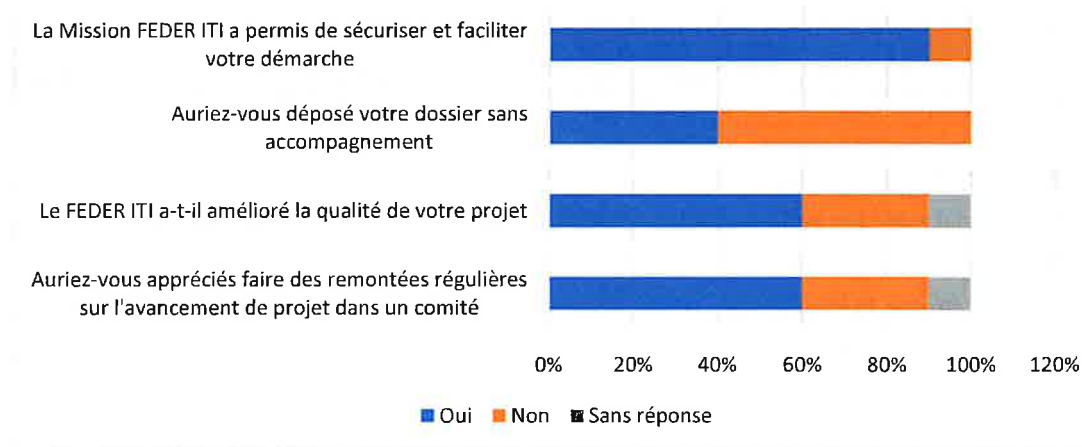
**FEDER ITI TPM 2014 2020 :
Satisfaction de l'accompagnement de la Mission FEDER ITI selon
l'étape du projet**



Pour 90% des porteurs, la Mission FEDER ITI a permis de sécuriser et faciliter leur démarche, en soulignant l'implantation locale et les connaissances des spécificités du territoire de l'équipe métropolitaine ITI (cf. graphique ci-dessous).

FEDER ITI TPM 2014 2020 :

: Utilité globale de l'appui de la Mission FEDER ITI de la Métropole TPM



Plus globalement :

- On ne note pas de différence significative des réponses données aux différents items selon la nature des porteurs.
- L'aide européenne apparaît difficile à mobiliser pour les porteurs qui n'ont pas une capacité initiale de financement et d'ingénierie financière. Il s'agit alors de veiller à la prise en compte du risque économique engagé.
- L'ensemble des porteurs a souligné la nécessité de mobiliser spécifiquement de la ressource humaine qualifiée pour faire face à la « lourde » charge administrative et la complexité des procédures. Le souhait marqué de simplification administrative est ainsi unanime.
- Les délais d'instruction puis de paiement sont également mis en exergue et estimés souvent trop longs et peuvent soit démotiver les porteurs soit les fragiliser.
- Il s'avère que les associations et les structures extérieures à la Métropole TPM restent vivement intéressées par le dispositif ITI.

4. UNE APPROCHE INTEGREE PERMETTANT DE REPONDRE AUX BESOINS ET AU POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT RECENSES

4.1 Présentation des liens faits avec les autres dispositifs et/ou programmes territoriaux concernés

L'approche territoriale intégrée est positionnée dans une logique de complémentarité et de renforcement avec les politiques métropolitaines, régionales et nationales engagées sur les quartiers concernés. Et notamment :

- Le **Projet Métropolitain**, et en particulier son orientation 2 « Une Métropole accueillante et solidaire » structure le cadre d'intervention global de la Métropole TPM au service des territoires ;
- le **Contrat de Ville**, qui couvre l'intégralité des QPV partage fortement les orientations stratégiques proposées dans le cadre de la SUI. La complémentarité réside ici notamment dans les formes d'intervention : le FEDER pourra notamment intervenir pour améliorer le maillage et la capacité d'équipements, dont le fonctionnement et les actions opérationnelles pourront être soutenus dans le cadre du Contrat de Ville ;
- Les conventions **NPNRU** (Programme National de Renouvellement Urbain) : seconde génération d'un programme au service des quartiers prioritaires, le NPNRU soutient actuellement des études dans 2 quartiers prioritaires du périmètre : les centres-villes de Toulon et La-Seyne-sur-Mer, retenus comme quartiers d'intérêt régional (PRIR) ;
Le FEDER pourra intervenir notamment sur le prolongement de projets d'équipements et d'aménagement qui interviennent suite à des opérations de requalification lourde engagées par le NPNRU) ;
- Le 3ème **Plan Local de l'Habitat** qui vient d'être prescrit et qui va définir, pour la période 2023–2029, « les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logement et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à assurer, entre les communes, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements. » ;
- La **Convention Territoriale Globale** entre la CAF du Var et la Métropole TPM pour la période de 2023 à 2026, établie sur la base d'un projet co-construit de territoire avec une approche globale autour des 3 champs d'intervention partagés (le Logement, l'habitat et le cadre de vie, l'Amélioration de la relation à l'usager et le développement d'un territoire inclusif, l'Insertion sociale et professionnelle avec une attention particulière pour le public jeune ;
- Le **Contrat Régional d'Équilibre Territorial**, conclu entre la Région Sud et TPM, permet de mettre en œuvre des politiques d'aménagement et de développement pour des projets répondant aux besoins des habitants et dans une logique d'égalité entre les territoires bénéficiaires.

La stratégie de l'ITI a par ailleurs également vocation à intervenir avec d'autres schémas d'intervention locaux existants ou prévus à l'avenir (Plan Local de Santé, schéma de gestion des déchets, Plan de Déplacements Urbains...)

La sélection des opérations à soutenir s'appuiera sur une série de critères qui intégreront notamment la contribution aux objectifs stratégiques de la SUI, la contribution à la performance du programme et l'intégration des projets avec les stratégies de développement portées par les communes à l'échelle des quartiers.

4.2 Choix en matière d'objectifs opérationnels et de types d'actions, en lien avec le cadre thématique du FEDER ITI 2021-2027

Les éléments de diagnostic territorial ainsi que la concertation avec les acteurs, ont souligné **l'enjeu d'inscrire la Stratégie Urbaine Intégrée en cohérence forte avec le ciblage de la Politique de la Ville et ce conformément à l'objectif spécifique 5.1** du POR FEDER 2021 2027 à savoir de *« prendre des mesures en faveur d'un développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, de la culture, du patrimoine naturel, du tourisme durable et de la sécurité dans les zones urbaines »*.

La volonté de la Métropole est donc de permettre un effet levier à la Politique de la Ville, en soutenant des projets d'investissement portés sur les 3 domaines d'intervention du volet urbain de l'OS 5 et permettant aux associations et autres partenaires de mieux se mobiliser en direction des habitants et publics fragiles. Les actions financées viseront donc notamment à soutenir - directement ou indirectement - les actions associatives du territoire.

4.2 a - Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base

Résultats attendus : Amélioration de la présence, de l'accessibilité et de la qualité des services aux publics dans les QPV et QVA, en particulier dans le champ social, sanitaire, éducatif, sportif et culturel.

Types d'actions : Sur ce thème la stratégie d'intervention vise à renforcer le maillage, les capacités et/ou les qualités des équipements de services à la population, et notamment dans les types d'actions suivants :

- **Accès au droit et inclusion** : notamment le développement d'approches mutualisées et localisées d'accès aux services publics (ex : Maison de services au public) ou améliorent la présence de services sociaux de proximité (ex : CCAS) au service des populations ;

- **Infrastructures à vocation socio-éducative**, visant notamment à renforcer les liens intergénérationnels au sein des quartiers ou la lutte contre le décrochage scolaire et la fracture numérique, etc... ;
- **Infrastructures enfance / petite enfance** pour un soutien à la parentalité sous forme d'établissement d'accueil de jeunes enfants (EAJE), micro-crèches, Maisons assistantes maternelles (MAM), etc.. La stratégie visera notamment à soutenir la création et le développement de structures s'inscrivant dans des démarches d'aide au retour à l'emploi, avec des horaires décalés (ex : démarches AVIP - crèches à vocation d'insertion professionnelle) ;
- **Infrastructures et équipements de santé** qui permettent, en cohérence le cas échéant avec les orientations éventuelles des contrats locaux de santé, de renforcer le maillage et la densité de l'offre médicale et paramédicale, l'amélioration du parcours de soin et les démarches de prévention ;
- **Infrastructures et équipements à vocation sportive et socio-culturelle** qui visent à améliorer l'accès de tous à l'offre sportive et culturelle, et participent à la mixité, la mobilité et la diversité des publics (ex : médiathèque).

4.2 b - Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines

Résultats attendus : requalification des espaces publics des quartiers QPV et QVA s'intégrant dans les programmes d'investissements prévus à l'échelle des territoires, en vue de renforcer leur attractivité et d'adapter la qualité de vie des habitants aux défis posés notamment par le changement climatique. Les finalités recherchées sont : favoriser l'attractivité de ces quartiers et leur désenclavement, améliorer leur sécurité et leur adaptation aux enjeux environnementaux.

Types d'actions :

- **Requalification et sécurisation d'espaces publics.** Les interventions porteront sur les espaces urbains relevant du domaine public ou d'autres acteurs (ex : bailleurs sociaux) dont l'usage est destiné à tous, sans aucune forme de restriction d'accès. Ces opérations de requalification devront s'inscrire en cohérence avec les orientations communales et métropolitaines pour la rénovation des quartiers concernés. Elles pourront par exemple intégrer des démarches de « *security by design* ».
- **Préservation de la nature en ville et adaptation au changement climatique.** Seront soutenus les projets participant au déploiement d'une logique d'infrastructures vertes (Green infrastructures) : compostage partagés, jardins partagés, potagers toitures, valorisation du patrimoine naturel, lutte contre les îlots de chaleur urbains, etc.

- **Mobilités actives.** Seront soutenus l'aménagement de liaisons douces (piétonnes et/ou cyclables), au sein des quartiers ou contribuant à améliorer l'accessibilité vers et depuis les quartiers concernés, et/ou des équipements connexes favorisant la pratique de mobilités actives (garages à vélo, stations réparation / entretien, etc.).

4.2 c - Soutien au développement de l'activité économique

Résultats attendus : Favoriser la redynamisation économique des territoires par la restructuration des polarités commerciales et l'implantation d'équipements favorables à l'entrepreneuriat et au développement d'activités économiques. Une attention particulière sera portée aux projets s'inscrivant dans une **logique d'économie circulaire et/ou une approche d'économie sociale et solidaire et d'insertion par l'activité économique**.

Types d'actions :

- **Redynamisation commerciale**, notamment par la requalification d'espaces commerciaux existants (par exemple commerces en pied d'immeuble), la redynamisation de polarités commerciales existantes ou la structuration de pôles commerciaux nouveaux au sein des quartiers (petits pôles de commerces de proximité, notamment dans les quartiers où l'offre existante est très faible),
- o Création ou redynamisation de projets structurants économiques qui s'inscrivent dans l'espace local, le cas échéant en requalification d'infrastructures existantes.
- o Création ou redynamisation d'espaces ou lieux structurants favorisant l'entrepreneuriat, l'initiative économique et les opportunités d'emploi : notamment tiers-lieux, espaces de coworking, FabLab
- o Création ou redynamisation d'espaces ou de lieux de soutien ou d'accompagnement à l'entrepreneuriat, au mentorat, à l'activité économique notamment par l'insertion professionnelle ressourceries/recycleries, garage solidaire par exemple.
-)

5. PARTICIPATION DES PARTENAIRES A L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE

L'Investissement Territorial Intégré est piloté par la Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, et Citoyenneté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Urbaine, sur la base de la Stratégie Urbaine Intégrée pour 2021-2027 élaborée de manière partenariale.

Il est mis en œuvre par la Mission Investissement Territorial Intégré (« Mission FEDER ITI »), avec l'appui des services de la Métropole pertinents (directions opérationnelles – en particulier, service en charge de la Politique de la ville), associés à différents stades (préparation des appels à projets, analyse et notation des candidatures).

Les partenaires sont eux aussi associés à la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée via différentes instances, décrites ci-après.

5.1 Partenaires associés et modalités d'association à l'élaboration de la Stratégie Urbaine Intégrée de Toulon Provence Méditerranée 2021-2027

Dans le cadre de l'élaboration de sa Stratégie Urbaine Intégrée 2021-2027, la mission FEDER ITI de Toulon Provence Méditerranée a conduit, avec l'appui d'une assistance à maîtrise d'ouvrage²⁸, une consultation des acteurs publics et privés du territoire, afin de partager le travail de diagnostic, faire émerger les enjeux prioritaires, les besoins de développement et recenser les projets pressentis par les acteurs du territoire en vue de la gestion du FEDER ITI 2021-2027 par la Métropole.

La composante partenariale a ainsi bien été intégrée dans la méthodologie d'élaboration de la stratégie avec comme temps forts d'information et d'échanges :

- **Rencontres bilatérales avec les 4 Communes du Contrat de Ville Métropolitain, réunissant des élus et agents impliqués en particulier dans la mise en œuvre de la politique de la ville :**
 - La Garde : le 15 décembre 2021
 - La Seyne : le 13 janvier 2022
 - Toulon : le 14 janvier 2022
 - Hyères : le 15 janvier 2022
- **Atelier avec les Directions et des Services métropolitains :**

²⁸ Prestation d'assistance technique réalisée par le groupement Teritéo / IGT.ITG de novembre 2021 à mars 2022.

- Organisé le 11 janvier 2022 matin – Présentation de l'ITI et de la démarche d'élaboration de la SUI 21-27 puis temps de travail collaboratif animé par le prestataire visant à identifier les enjeux et types d'actions sur le périmètre potentiel du futur ITI.

• **Rencontre collective avec les bailleurs sociaux :**

- Organisée le 11 janvier 2022 après-midi - Présentation de l'ITI et de la démarche d'élaboration de la SUI 21-27 puis temps de travail collaboratif animé par le prestataire visant à identifier les enjeux et types d'actions sur le périmètre potentiel du futur ITI.

• **Rencontre collective avec les acteurs économiques du territoire :**

- Organisée le 2 février 2022 matin - Présentation de l'ITI et de la démarche d'élaboration de la SUI 21-27 puis temps de travail collaboratif animé par le prestataire visant à identifier les enjeux et types d'actions sur le périmètre potentiel du futur ITI.

- **Des entretiens techniques** et des rencontres avec le secteur associatif, conduits par la Mission FEDER ITI.

5.2 Partenaires associés et modalités d'association à la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée de Toulon Provence Méditerranée 2021-2027

Les partenaires sont associés à la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée :

- Pour la sélection des opérations contribuant à la stratégie, dans le cadre du Comité de Sélection de l'ITI, animé par la Mission FEDER ITI.
- Pour le suivi de la stratégie, via la réunion partenariale annuelle FEDER ITI.

5.2 a - L'association des partenaires institutionnels à la sélection des opérations : le Comité de Sélection ITI

Une des missions de l'Autorité Urbaine dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée via l'ITI est la **sélection des dossiers de demande d'aide européenne**. Ces dossiers, préalablement instruits par l'Autorité de Gestion en éligibilité, sont soumis au Comité de Sélection de l'ITI qui émet un avis motivé sur la base de la Stratégie Urbaine Intégrée.

COMPOSITION

Le Comité de Sélection est présidé par un élu métropolitain, désigné par le conseil métropolitain de TPM. Il est composé :

- d'un représentant élu du comité de pilotage du Contrat de Ville métropolitain ou son représentant,
- d'un élu de chacune des 4 communes (Toulon, La Seyne-sur-mer, Hyères, La Garde) concernées par le Contrat de Ville ou son représentant,
- d'un représentant de l'Etat,
- d'un élu du Conseil Départemental du Var ou son représentant,

- de la Mission FEDER ITI, chargée de la mise en œuvre de l'ITI,
- d'un représentant de l'Autorité de Gestion.

En termes de compétence et catégorie de membres, le Comité de Sélection est composé d'élus qui rendent un avis officiel par vote et de techniciens présents afin d'animer le débat ou d'apporter un éclairage sur la partie technique.

A ce titre, le Président du Comité de Sélection est en mesure de solliciter toutes les ressources compétentes en mesure d'apporter un avis éclairé sur la thématique abordée, en lien avec l'Autorité de Gestion.

ROLE ET MISSION

Le Comité de Sélection a pour rôle et mission d'évaluer et d'émettre un avis motivé sur la qualité des projets et leur compatibilité avec la Stratégie Urbaine Intégrée et de valider la sélection des opérations à présenter en Comité Régional de Programmation (CRP) en vue de leur programmation dans le cadre du programme FEDER-FSE+-FTJ SUD PACA 2021-2027.

La proposition de notation et de classement des dossiers éligibles est réalisée par la Mission FEDER ITI, chargée du suivi et de la mise en œuvre de l'ITI.

Le Comité de Sélection prononce un avis motivé et peut valider ou modifier cette proposition de sélection et de classement, sans toutefois pouvoir sélectionner des dossiers déclarés inéligibles par l'Autorité de Gestion et/ou dépasser la limite de l'enveloppe de crédits FEDER disponibles.

Les différentes catégories d'avis sont au nombre de 4 :

- « Favorable »,
- « Favorable sous réserve » (dans le cas où, il manque la lettre d'intention de cofinancement),
- « Ajourné » (par exemple, en cas de demande d'éléments complémentaires ou lorsque le projet nécessite d'être retravaillé en concertation avec l'Autorité de Gestion),
- « Défavorable ».

Les membres du Comité de Sélection sont tenus de respecter le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance au titre de leur participation à ce comité et sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions, conformément aux modalités de prévention des conflits d'intérêt mises en place dans le cadre de l'ITI. Lorsque TPM est bénéficiaire, la direction ou le service porteur du projet ne prend pas part au débat et aux décisions. De même, les membres du Comité de Sélection qui se sont déclarés en situation de conflit d'intérêt ne peuvent ni prendre part aux discussions ni voter. Tout membre du comité doit compléter avant chaque réunion l'attestation sur les conflits d'intérêt, mise à sa disposition avec la convocation.

FONCTIONNEMENT

Le secrétariat du Comité de Sélection est assuré par la Mission FEDER ITI. Les modalités de convocation, de tenue et d'établissement du compte-rendu des réunions sont précisées dans le règlement intérieur du Comité de Sélection.

A noter que le calendrier annuel des réunions du Comité de Sélection est organisé en fonction de celui des réunions du Comité Régional de Programmation (CRP). En effet, l'Autorité de Gestion demande à ce que le Comité de Sélection se tienne au moins 28 jours avant le CRP. En cas de nécessité, le secrétariat peut convoquer une réunion exceptionnelle ou lancer une consultation écrite auprès de ses membres.

6. L'ASSOCIATION DES PARTENAIRES AU SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE TERRITORIALE : LA REUNION PARTENARIALE ANNUELLE FEDER ITI

La **réunion partenariale annuelle** a pour objectif d'informer le partenariat local de l'avancée de la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée : consommation de l'enveloppe, projets programmés, appels à projets passés ou à venir, articulation avec d'autres dispositifs/financements, réalisations financées dans le cadre de l'ITI.

L'Autorité Urbaine a souhaité associer à ces réunions un partenariat élargi, et ce avec un triple objectif :

- Informer les partenaires de la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée,
- Favoriser leur implication dans la mise en œuvre de la stratégie, comme relais auprès des porteurs de projets potentiels, comme porteurs de projet eux-mêmes, comme cofinanceurs le cas échéant... ;
- Conforter l'articulation entre les différentes stratégies et initiatives sur le territoire de l'ITI.

Sont invités à cette réunion :

- Les membres du comité de pilotage du Contrat de Ville, représentatif des acteurs du territoire dans ce domaine (autorités publiques, partenaires économiques et sociaux) :
 - l'Etat : Préfet, Chargé(e) de Mission, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités,
 - la Métropole TPM qui assure la Présidence,
 - l'AUDAT (agence d'urbanisme de l'aire toulonnaise),
 - la ville de Toulon,
 - la ville de La Seyne,
 - la ville de La Garde,

- la ville de Hyères,
 - la Caisse d'Allocations Familiales (CAF),
 - l'Agence Régionale de Santé (ARS),
 - la Direction Académique des Services de l'Education Nationale,
 - la Caisse des Dépôts,
 - la Chambre de Commerce et d'Industrie,
 - la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
 - Pôle Emploi,
 - les bailleurs sociaux.
- La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - Le Département du Var
 - Les membres élus du Comité de Sélection de l'ITI,
 - Des représentants de la société civile (conseils citoyens, conseil de développement, conseil de la vie étudiante et de la jeunesse),
 - Les directions métropolitaines impliquées dans la mise en œuvre de l'ITI,
 - Et toute autre personne que l'Autorité Urbaine jugera pertinent d'associer avec l'aval de l'Autorité de Gestion.

7. ANNEXES

Annexe A : Projet Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée – Mai 2021

Document téléchargeable à partir du lien suivant :

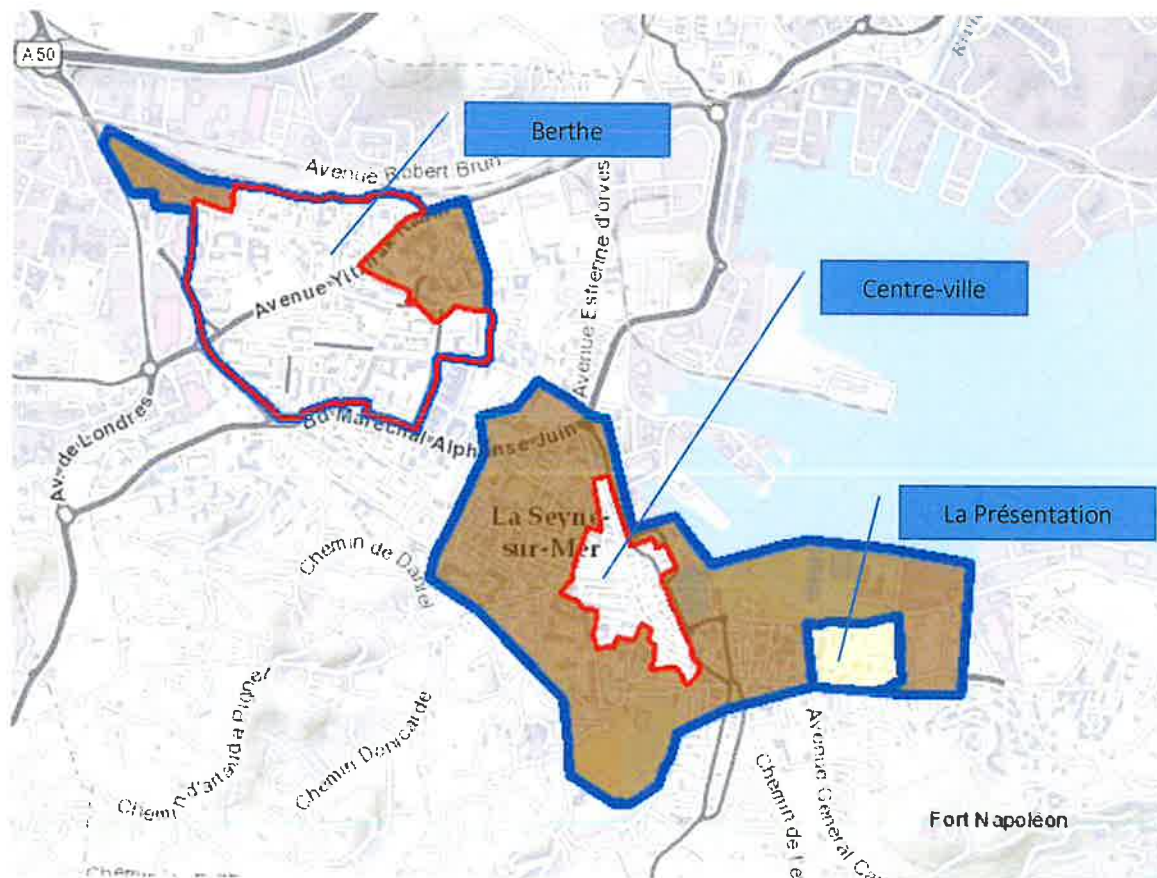
https://metropoletpm.fr/sites/new.tpm-agglo.fr/files/web_brochure_tpm_projet_metropolitain.pdf

Annexe B : cartographie du périmètre FEDER ITI 2021 2027

Pour plus de précisions :

<https://www.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=bf7b71e9ac4a4de4924c6c8b8ea4c3f2>

1 – Commune de La Seyne-sur-Mer:



IGN, Esri, HERE, Garmin, GeoTechnologies, Inc., USGS, METI/NASA

Périmètre du dispositif FEDER ITI de la métropole TPM

Quartiers Prioritaires



Périmètre ITI



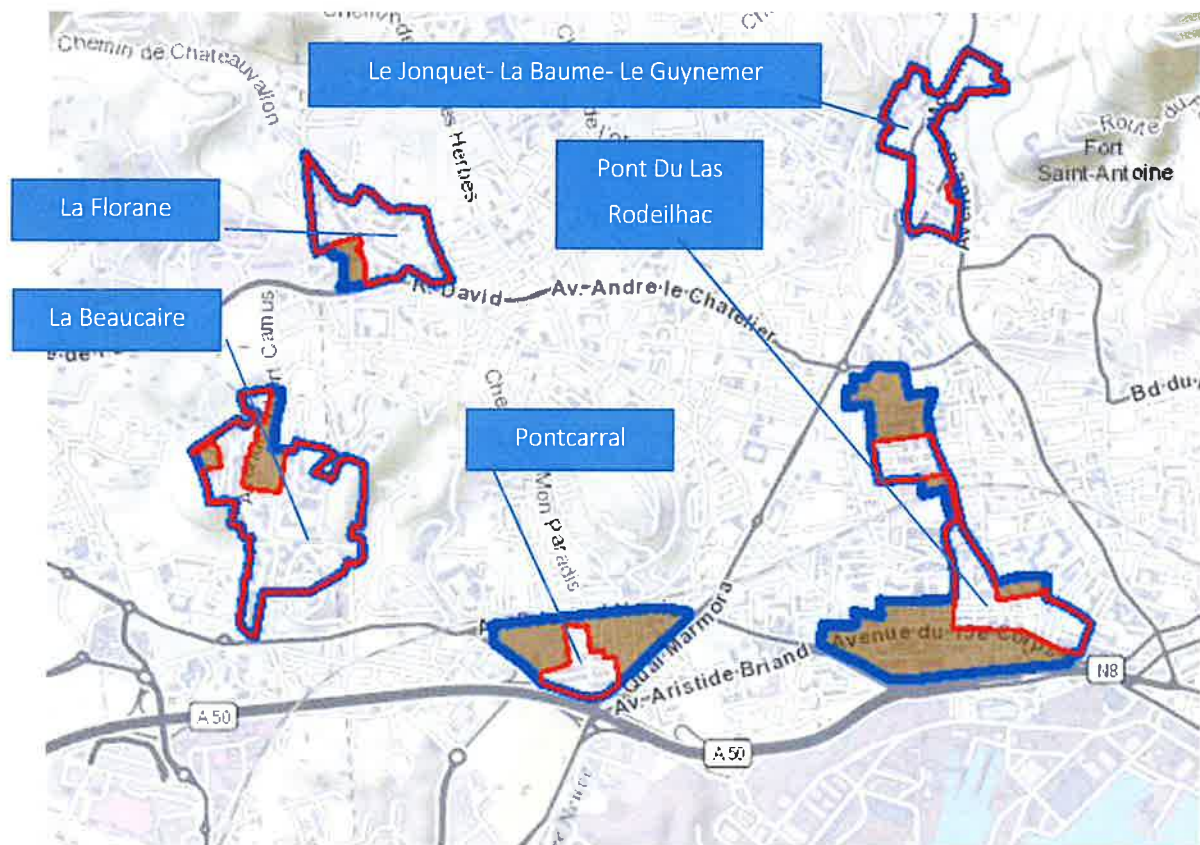
Quartier Vécu



Quartiers vieilles Active



2.1 – Commune de Toulon – secteur Ouest :



IGN, Esri, HERE, Garmin, GeoTechnologies, Inc., USGS, METI/NASA

Périmètre du dispositif FEDER ITI de la métropole TPM

Quartiers Prioritaires



Périmètre ITI

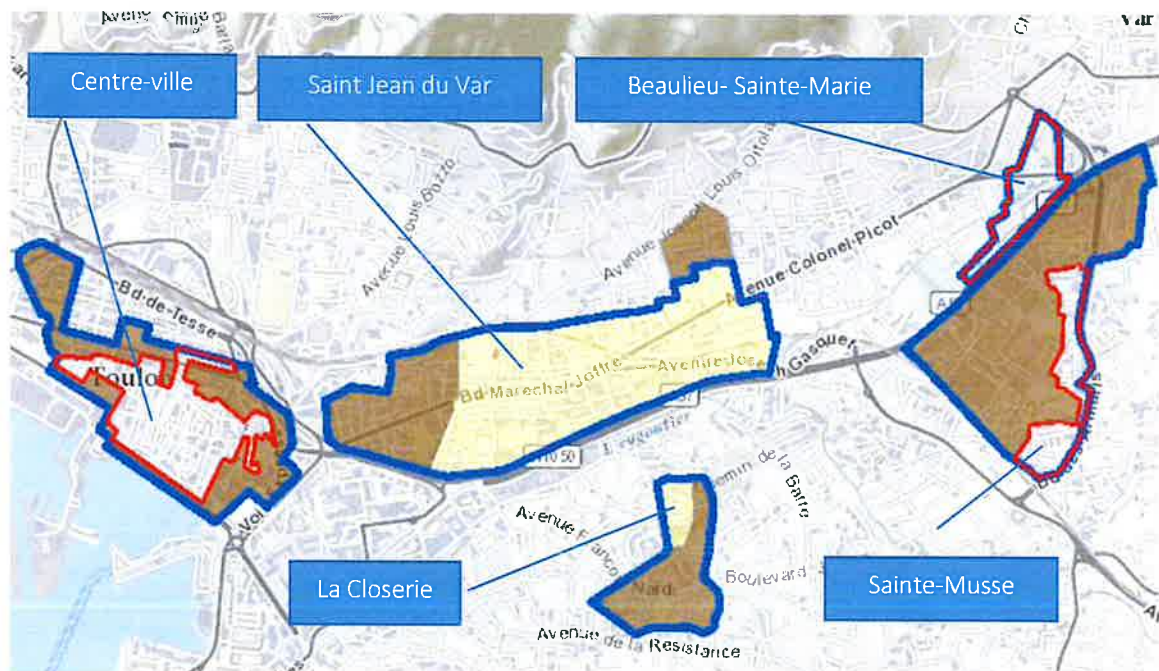


Quartier Vécu



Quartiers veilles Active

2.2 – Commune de Toulon – secteurs Centre et Est



IGN, Esri, HERE, Garmin, GeoTechnologies, Inc., USGS, METI/NASA

Périmètre du dispositif FEDER ITI de la métropole TPM

Quartiers Prioritaires



Périmètre ITI



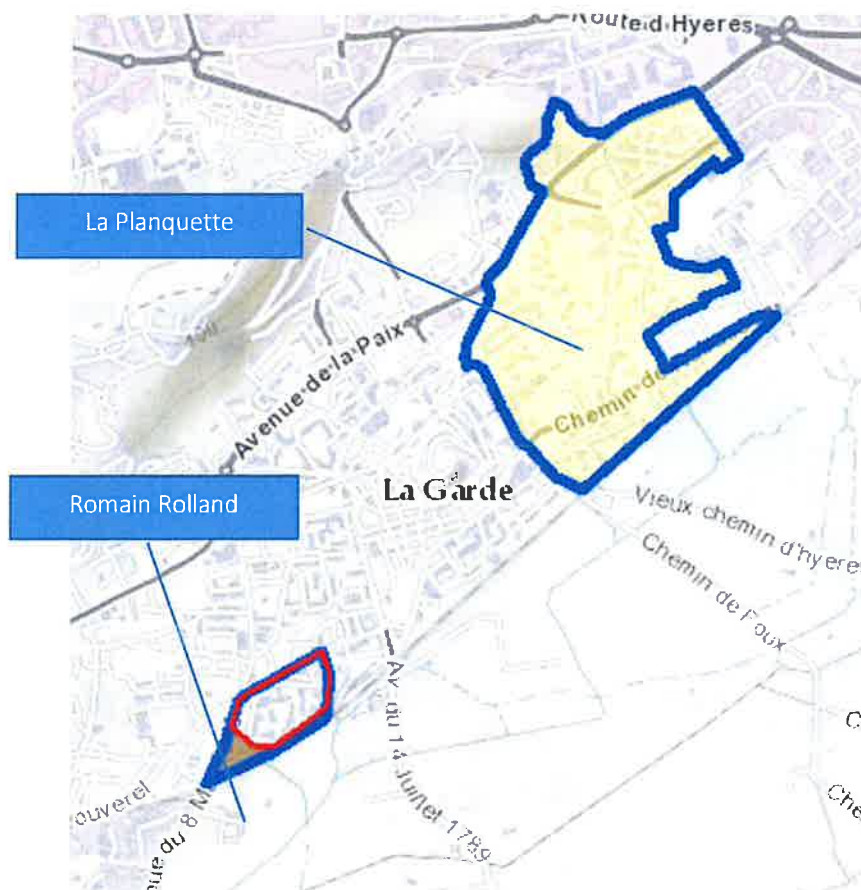
Quartier Vécu



Quartiers vieilles Active



3 – Commune de La Garde



IGN, Esri, HERE, Garmin, GeoTechnologies, Inc., USGS, METI/NASA

Périmètre du dispositif FEDER ITI de la métropole TPM

Quartiers Prioritaires



Périmètre ITI

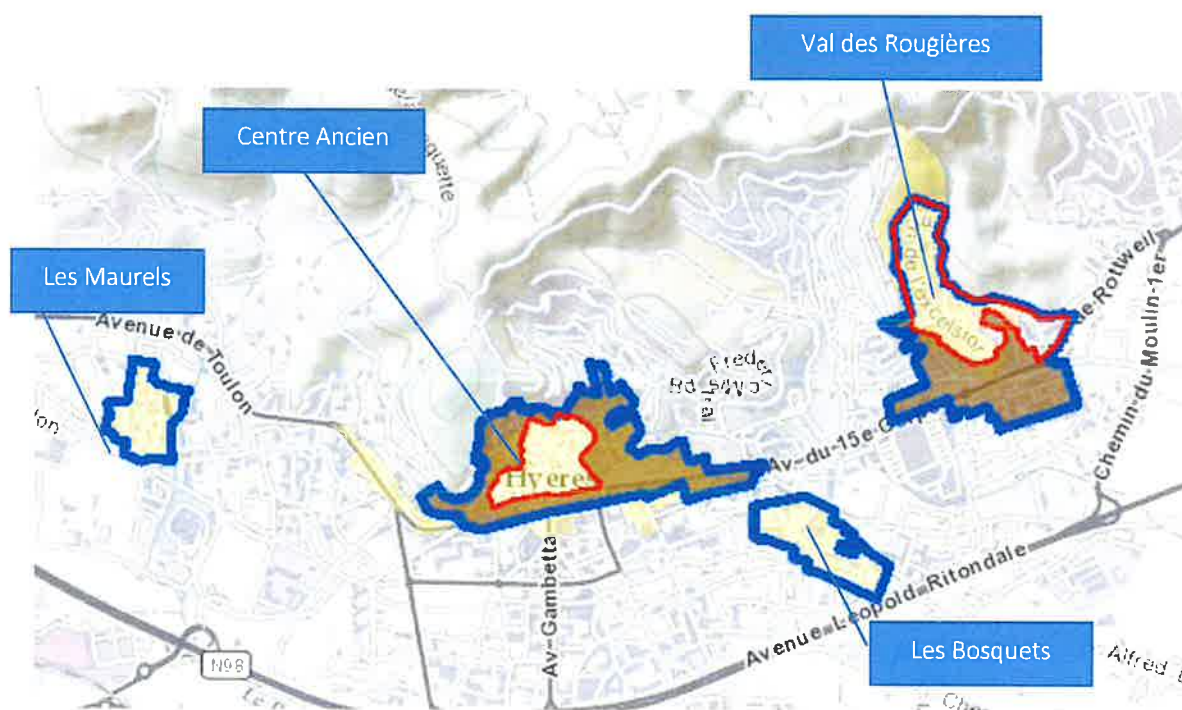


Quartier Vécu



Quartiers veilles Active

4 – Commune d'Hyères



IGN, Esri, HERE, Garmin, GeoTechnologies, Inc., USGS, METI/NASA

Périmètre du dispositif FEDER ITI de la métropole TPM

Quartiers Prioritaires



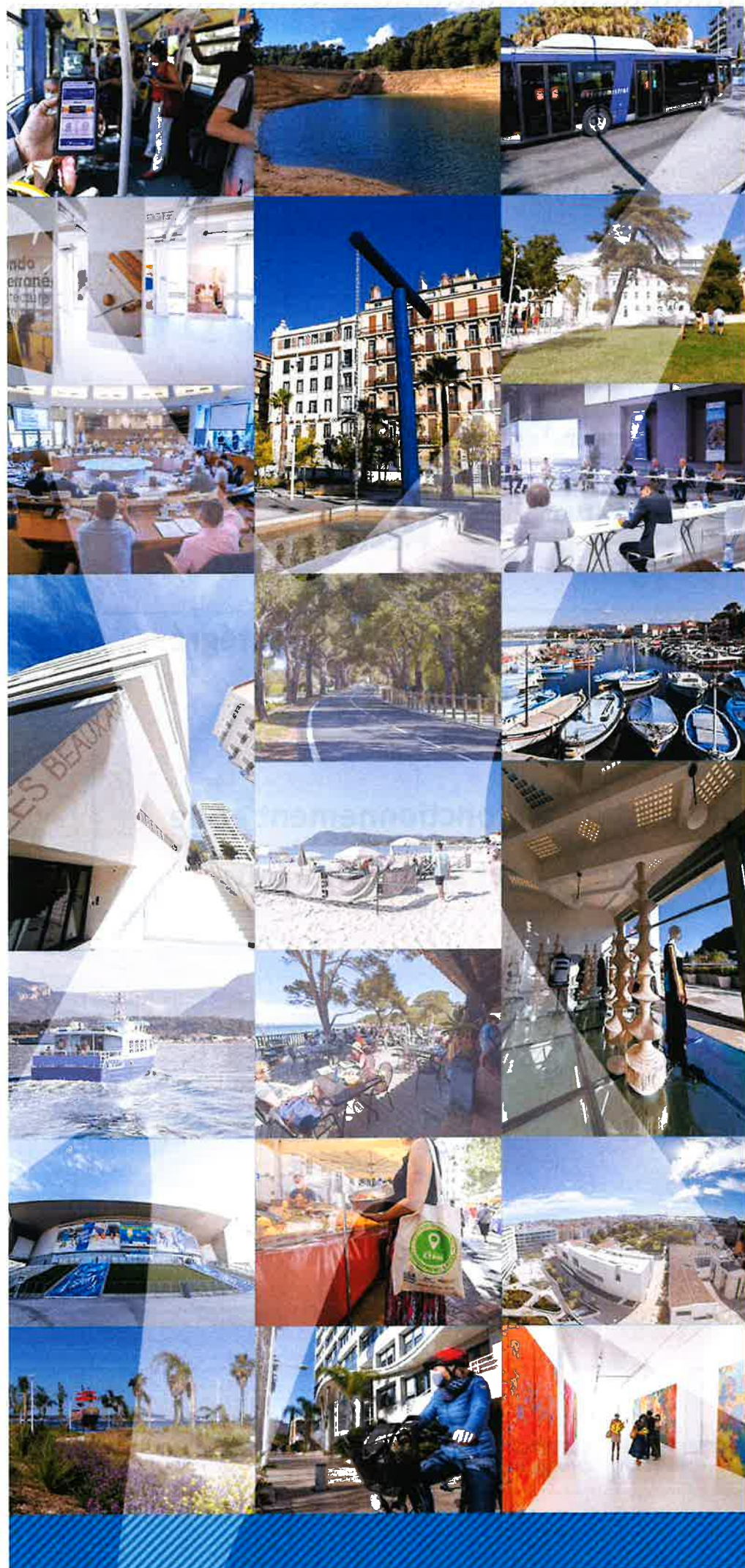
Périmètre ITI



Quartier Vécu



Quartiers veilles Active



MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE



www.metropoleTPM.fr
 f i g @metropoleTPM

Hôtel de la Métropole
 107, boulevard Henri Fabre
 CS 30536
 83041 Toulon Cedex 9
 Tél. : 04 94 93 83 00
 Fax : 04 94 93 83 83

TOULON

LA SEYNE-SUR-MER

HYÈRES

SIX-FOURS-LES-PLACES

LA GARDE

LA VALETTE-DU-VAR

LA CRAU

OLLILOUES

LE PRADET

CARQUEIRANNE

SAINT-MANDRIER-SUR-MER

LE REVEST-LES-EAUX



**REGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



**MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE**

Convention d'Investissement Territorial Intégré Programmation FEDER 2021-2027

Annexe 2. Description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI, et ses mises à jour



PROGRAMME Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

**DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ORGANISATION
DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE 2021-2027**

Date à laquelle correspond l'information donnée par le présent document : 14/03/2022

1. Autorité urbaine et personne(s) référente(s)		
Item	Description	Pièces jointes
1.1 Autorité urbaine concernée	<p>METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9</p> <p>Président : M. Hubert FALCO</p>	
1.2 Personne(s) référente(s) pour le suivi de l'ITI	<p>Frédérique GIMOND LANTERI <i>Mission Investissement Territorial Intégré, DGA HSC</i> <i>Chargée de mission FEDER ITI</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 107, Boulevard Henry FABRE CS 30 536 83041 TOULON Cedex 9 • Téléphone : 04 94 93 82 47 • Mail : fgimondlanteri@metropoletpm.fr 	

	<p>Annabelle VIGOURT Mission Investissement Territorial Intégré, DGA HSC Chargée de projets ITI</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 107, Boulevard Henry FABRE CS 30 536 83041 TOULON Cedex 9 ▪ Téléphone : 04 94 46 72 35 ▪ Mail : avigourt@metropoletpm.fr <p>Boite mail générique : feder.iti@metropoletpm.fr Ligne téléphonique : 04 94 05 35 41</p> <p>Rattachement hiérarchique : Caroline GIRAN SAMAT DGA Habitat Solidarités Citoyenneté Directrice Générale Adjointe</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 107, Boulevard Henry FABRE CS 30 536 83041 TOULON Cedex 9 <p>Mail : cgiran-samat@metropoletpm.fr</p>	
1.3. Correspondant service/personne(s) en charge de l'établissement de la description (si différente de la personne référente pour le suivi de l'ITI)	IDEM	

2. Principales missions de l'ITI		
Item	Description	Pièces à joindre
2.1 Missions de l'ITI	<p>Conformément à la convention entre l'Autorité de Gestion et l'Autorité Urbaine pour la mise en œuvre de l'ITI, les missions relevant de l'ITI sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et suivi de la stratégie territoriale • Animation et information des bénéficiaires potentiels de l'ITI • Assistance aux porteurs de projets et bénéficiaires • Sélection des dossiers de demande d'aide européenne • Réalisation d'un bilan annuel de mise en œuvre • Coopération avec l'Autorité de Gestion dans la mise en œuvre de la stratégie de programmation du « volet urbain » du programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 	

3. Organisation de l'ITI		
Item	Description	Pièces à joindre
3.1 Gouvernance et partenariat	<p>1. Modalités de pilotage interne de l'ITI au sein de l'Autorité Urbaine</p> <p>L'ITI est piloté par la Mission Investissement Territorial Intégré (« Mission FEDER ITI ») rattachée à la Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités et Citoyenneté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Urbaine.</p> <p>Il sera ainsi mis en œuvre sur la base de la Stratégie Urbaine Intégrée pour 2021-2027 élaborée de manière partenariale, par la Mission FEDER ITI, associée aux services métropolitains pertinents (directions opérationnelles – en particulier, service en charge de la Politique de la ville).</p>	

	<p>2. Modalités de participation des partenaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie territoriale de l'ITI conformément à l'art. 8 du règlement UE 2021/1060</p> <p><i>2.1. Participation des partenaires à l'élaboration de la Stratégie Territoriale de l'ITI</i></p> <p>Les différents partenaires du territoire ont été consultés via des ateliers et des rencontres bilatérales.</p> <p>2.1.1. <u>Rencontres bilatérales avec les communes « Contrat de ville »</u></p> <p>Elles ont eu lieu entre la Métropole (Direction Générale Adjointe Habitat Solidarités Citoyenneté, Mission Investissement Territorial Intégré) et les 4 Communes du territoire sur lesquels se situent des Quartiers Prioritaires politique de la Ville (QPV). Elles ont réuni des élus et agents de ces collectivités en lien avec la Politique de la Ville :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commune de La Garde : le 15 décembre 2021 - Commune de La Seyne : le 13 janvier 2022 - Commune de Toulon : le 14 janvier 2022 - Commune de Hyères : le 15 janvier 2022 <p>2.1.2. <u>Ateliers participatifs</u></p> <p>3 ateliers ont été organisés par la Mission FEDER ITI de Métropole TPM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier « Directions et services métropolitains » : le 11 janvier 2022 (17 participants) - Atelier « Bailleurs sociaux » : le 11 janvier 2022 (11 participants) - Atelier « Acteurs du développement économique » : le 2 février 2022 (22 participants) 	
--	--	--

	<p>L'ensemble des partenaires a dans ce cadre été sollicité pour contribuer à l'élaboration du tableau de liste indicative prévisionnelle des projets annexés à la Stratégie Urbaine Intégrée 2021-2027.</p> <p>2.2. Participation des partenaires à la mise en œuvre de la stratégie territoriale de l'ITI</p> <p>La participation des partenaires à la mise en œuvre de la stratégie territoriale se réalise à travers 2 instances : le Comité de Sélection d'une part et la Réunion annuelle partenariale d'autre part.</p> <p>2.2.1. <u>Le Comité de Sélection</u></p> <p><i>Règlement intérieur</i> Le règlement intérieur du Comité de sélection est présenté au Conseil Métropolitain en même temps que la convention ITI.</p> <p><i>Composition</i> Le Comité de Sélection est présidé par un élu métropolitain, désigné par le Conseil Métropolitain de TPM. Le Comité de Sélection est composé de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un représentant élu du comité de pilotage du contrat de ville métropolitain ou son représentant - d'un élu de chacune des 4 communes (Toulon, La Seyne-sur-mer, Hyères, La Garde) concernées par le contrat de ville ou son représentant, - d'un représentant de l'Etat, - d'un élu du Conseil Départemental du Var ou son représentant - de la Mission FEDER ITI, chargée de la mise en œuvre de l'ITI, - d'un représentant de l'Autorité de Gestion. 	
--	---	--

	<p>En termes de compétences et catégories de membres, le Comité de Sélection est composé d'élus qui rendent un avis officiel sur les projets présentés et de techniciens présents afin d'animer le débat ou d'apporter un éclairage sur la partie technique.</p> <p>A ce titre, le Président du Comité de Sélection se réserve le droit de solliciter toutes les ressources compétentes en mesure d'apporter un avis éclairé sur la thématique abordée.</p> <p><i>Rôle et mission</i></p> <p>Le Comité de Sélection a pour rôle et mission d'évaluer et d'émettre un avis motivé sur la qualité des projets et leur compatibilité avec la Stratégie Urbaine Intégrée et de valider la sélection des opérations à présenter en Comité Régional de Programmation (CRP) en vue de leur programmation.</p> <p>2.2.2. <u>La réunion partenariale annuelle</u></p> <p>Seront invités à cette réunion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les membres du Comité de Pilotage du Contrat de Ville, représentatifs des acteurs du territoire dans ce domaine-; cette articulation visant à garantir la cohérence d'actions: <ul style="list-style-type: none"> o l'Etat : Préfet, Chargé(e) de Mission, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, o la Métropole TPM qui assure la Présidence, o l'AUDAT, o la ville de Toulon, o la ville de La Seyne, o la ville de La Garde, o la ville de Hyères, o la CAF, 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> ○ l'ARS, ○ la Direction Académique des Services de l'Education Nationale, ○ la Caisse des Dépôts, ○ la CCI, ○ la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, ○ Pôle Emploi, ○ les bailleurs sociaux. - la Région Sud PACA, - le Département du Var - les membres élus du Comité de sélection de l'ITI, - des représentants de la société civile (conseils citoyens, conseil de développement, conseil de la vie étudiante et de la jeunesse), - les directions métropolitaines impliquées dans la mise en œuvre de l'ITI - et toute autre personne que l'Autorité Urbaine jugera pertinent d'associer avec l'aval de l'Autorité de Gestion. <p>Cette réunion a pour objectif d'informer le partenariat local de l'avancée de la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée : consommation de l'enveloppe, projets programmés, appels à projets passés ou à venir, articulation avec d'autres dispositifs/financements, réalisations...</p> <p>Le secrétariat de la réunion partenariale annuelle est assuré par la Mission FEDER ITI, qui prépare la réunion, établit l'ordre du jour, en assure la présentation et établit et diffuse le compte-rendu.</p>	
--	--	--

3.2 Organisation de l'ITI	<p>1. Directions/services impliqués dans la mise en œuvre de l'ITI et fonctions</p> <p>La Mission FEDER ITI exerce l'ensemble des missions relevant de l'ITI indiquées au point 2.1, le cas échéant en concertation avec les partenaires selon les modalités indiquées au point 3.1, hormis la présidence du Comité de sélection assurée par un élu métropolitain de l'Autorité Urbaine.</p> <p>La Mission FEDER ITI est rattachée depuis le 1^{er} décembre 2021 à la Direction Générale Habitat, Solidarités et Citoyenneté afin de garantir une approche intégrée et l'articulation avec les différents programmes et dispositifs territoriaux engagés en la matière, notamment le Contrat de Ville Métropolitain, voire la Convention Territoriale Générale à intervenir. Il s'agit ainsi d'assurer un soutien aux projets structurants répondant aux besoins identifiés dans les Quartiers vulnérables.</p> <p>Les Directions ou services de la Métropole, voire des organisations externes, sont associés à diverses étapes, lorsque cela s'avère pertinent en fonction de la thématique traitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la rédaction des appels à projets, pour les parties faisant l'objet d'une proposition de l'Autorité Urbaine à l'Autorité de Gestion, et l'information des porteurs potentiels sur les appels en cours ; - Pour avis, en amont de la sélection des dossiers de demande d'aide européenne. Le service n'est pas consulté s'il est lui-même porteur du projet évalué, pour assurer la séparation des fonctions. <p>Cette consultation des services se fait soit via une consultation écrite, soit dans le cadre d'un groupe technique ad hoc ou d'un comité de lecture, conformément aux modalités décrites dans tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP qui suit.</p>	<p>Cf. Organigramme général de la structure permettant d'identifier au sein de l'Autorité Urbaine le positionnement des Directions et Services impliqués dans la gestion de l'ITI.</p> <p>Cf. Organigramme fonctionnel permettant d'identifier les personnes impliquées dans le suivi et la mise en œuvre de l'ITI</p> <p>Cf. Fiches de poste des personnes impliquées dans le suivi et la mise en œuvre de l'ITI</p>
---------------------------	---	---

	<p>Par ailleurs, les services en charge de la communication au sein de la Métropole sont mobilisés pour la diffusion d'informations, appels à projets etc., concernant l'ITI.</p> <p>2. Formation et/ou expérience en matière de fonds européens et/ou dans les domaines thématiques de l'ITI des personnes impliquées dans la gestion de l'ITI</p> <p>2.1. Moyens principaux</p> <p>La Mission FEDER ITI est composée de 2 ETP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 chargée de mission FEDER ITI - 1 chargée de projet ITI <p>Les fiches de poste sont annexées au présent document.</p> <p>Ces deux agents travaillent depuis 2020 dans le domaine des fonds européens et plus spécifiquement sur l'ITI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation aux travaux de la Région pour la préparation de la programmation 2021-2027, - Conduite des derniers AAP de la programmation 2014-2020, - Accompagnement des porteurs dans les différentes phases du montage des projets (définition, dépôt de demande du financement, accompagnement, remontées de dépenses et certification). <p>Elles ont suivi en 2020 les sessions proposées par l'AFCCRE et un plan de formation spécifique va être engagé afin de s'assurer de leur montée en compétences pour l'accompagnement des porteurs de projets, notamment sur la réglementation sur les aides d'Etat, ainsi que les</p>	
--	--	--

	<p>fondamentaux, en tenant compte des nouvelles exigences de la programmation.</p> <p>Dans ce même objectif, TPM se rapprochera de l'autorité de gestion pour bénéficier des formations suivies par les services de la Région, afin d'actualiser ses compétences et améliorer la qualité des dossiers déposés conformément aux missions d'animation en amont, déléguées par la convention.</p> <p>2.2. Moyens complémentaires</p> <p>La Mission FEDER ITI sera supervisé par la Directrice Générale Adjointe (0,1 ETP) et disposera pour l'assister dans ses tâches administratives de l'appui de l'Assistante de Direction de DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté (0,2 ETP). Elle sera notamment sollicitée pour la tenue du Comité de Sélection et de la Réunion partenariale annuelle.</p> <p>Par ailleurs, la Mission FEDER ITI pourra être accompagnée au besoin par une assistance à maîtrise d'ouvrage afin de conduire au mieux et de manière sécurisée la mise en œuvre et la gestion de l'ITI au début de la nouvelle programmation.</p> <p>Enfin, elle bénéficiera comme indiqué plus haut de l'expertise dans les domaines thématiques de l'ITI des Directions et Services de la Métropole, associés à diverses étapes, lorsque cela s'avère pertinent en fonction de la thématique traitée.</p> <p>Une sensibilisation pour les agents concernés sur les bases de l'ITI FEDER sera faite au fil de l'eau à partir d'un support précisant les enjeux et attentes de son expertise.</p>	
--	---	--

	La Mission FEDER ITI se réserve également la possibilité de mobiliser toute expertise pertinente dans l'exercice de ses missions.	
3.3 Modalité de respect de la séparation fonctionnelle	<p>Pour assurer une parfaite séparation fonctionnelle la Mission FEDER ITI, rattachée à la DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté, dans laquelle elle est indépendante des autres directions (Direction Habitat et Solidarité et Direction Citoyenneté et Proximité). Elle est fonctionnellement indépendante des autres Services de la Métropole.</p> <p>La Mission FEDER ITI est l'interlocuteur principal des porteurs de projets et effectue l'ensemble des missions affectées dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITI, listées au point 2.1 du présent document, le cas échéant en concertation avec les partenaires selon les modalités indiquées au point 3.1., et conformément à l'organigramme fonctionnel et au tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP qui suivent.</p> <p>TPM pourra être en maîtrise d'ouvrage de projets initiés et portés par les différentes directions opérationnelles/ou services. Lorsque l'Autorité Urbaine intervient en tant que porteur de projet dans le cadre de l'ITI et formule une demande d'aide européenne, les services en charge du portage du projet sont donc clairement distincts du service (Mission FEDER ITI) en charge de la mise en œuvre de l'ITI. Il n'existe pas de lien hiérarchique entre les différents services ou directions opérationnelles de la Métropole TPM et la Mission FEDER ITI.</p> <p>Le cas échéant, les services en charge du portage du projet ne pourront être consultés pour donner leur avis dans le cadre de la procédure de sélection, ni lors du travail préparatoire de notation et classement des candidatures, ni lors de la tenue du Comité de sélection. Dans ce cas, l'avis motivé sera proposé par la Mission FEDER ITI qui se laisse le droit de consulter toutes les ressources externes nécessaires pour rédiger l'avis motivé.</p>	

	<p>Cette séparation des fonctions vise à réduire les risques de conflits d'intérêt, conformément à la Communication de la Commission européenne du 7 avril 2021 C(2021) 2119 final « Orientations relatives à la prévention et à la gestion des conflits d'intérêts en vertu du règlement financier ». Les personnes des services en charge du portage du projet suivront si cela est nécessaire la procédure indiquée dans les modalités de prévention des conflits d'intérêt (cf. point 3.4 ci-dessous).</p>	
3.4 Modalités de prévention des conflits d'intérêt	<p>La Métropole TPM sensibilise tout particulièrement ses élus et agents à la question de la prévention des conflits d'intérêt, pour laquelle elle dispose de nombreux outils, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de la loi Déontologie du 20 avril 2016, la mise en place d'un référent déontologue à disposition des agents, - le guide de l'agent TPM comportant une annexe « Droits et obligations des agents » rappelant les obligations d'intégrité de l'agent et ses obligations de prévention des conflits d'intérêts /de faire cesser un conflit d'intérêts existant, mais aussi le droit à la protection du lanceur d'alerte. <p>Les personnes impliquées dans la mise en œuvre de l'ITI au sein de l'Autorité Urbaine, notamment les personnels de la Mission FEDER ITI, et les membres du Comité de sélection de l'ITI sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions.</p> <p>Tel ne serait pas le cas si l'exercice impartial et objectif de leurs fonctions « est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre intérêt personnel direct ou indirect » (article 61.3 du règlement 2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union dit « règlement financier »). De même, un membre du Comité de sélection est en situation de conflit d'intérêt lorsqu'il est habilité à représenter légalement la structure candidate.</p>	Modèle d'attestation sur les conflits d'intérêts

	<p>1. Modalités spécifiques de prévention des conflits d'intérêt concernant les personnes en charge de la mise en œuvre de l'ITI au sein de l'Autorité Urbaine</p> <p>Le rapport d'instruction type transmis par l'Autorité de Gestion contient un passage rappelant aux signataires qu'ils attestent ne pas être en situation de conflit d'intérêt.</p> <p>Lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts, l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Informe son supérieur hiérarchique pour la mise en place d'une procédure de déport, conformément à l'article 61.2 du règlement financier. - Cette procédure est consignée par écrit. - Si le déport ne peut être mis en place, d'autres acteurs seront associés à l'instruction du dossier afin de la rendre plus collégiale. - Le cas échéant, l'absence d'alternative possible à la collégialité sera documentée et consignée par écrit. <p>2. Modalités spécifiques concernant les membres du Comité de Sélection de l'ITI</p> <p>Le rapport d'instruction type transmis par l'Autorité de Gestion contient un passage rappelant aux signataires qu'ils attestent ne pas être en situation de conflit d'intérêt.</p> <p>Les membres du Comité de Sélection sont tenus de respecter le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance au titre de leur participation à ce comité et sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions.</p>	
--	--	--

	<p>Le cas échéant, tout membre du comité se trouvant dans l'impossibilité de respecter ces obligations devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se signaler auprès du secrétariat du Comité de sélection en déclarant dans l'attestation de conflit d'intérêt « être en situation de conflit d'intérêt ». - S'abstenir de siéger et de délibérer même si l'instance n'émet qu'un simple avis et quand bien même la décision débattue ferait l'unanimité. <p>Le secrétariat du Comité de sélection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparera pour chaque Comité de sélection une attestation sur les conflits d'intérêts sur le modèle qui suit, incluant une liste des dossiers présentés. - Mettra systématiquement à disposition des membres du Comité de sélection le modèle d'attestation de conflit d'intérêt, sous forme dématérialisée lors de l'envoi de l'ordre du jour des réunions du Comité de sélection et sur place lors des séances plénières, ou sous forme dématérialisée pour les consultations écrites. Tout membre du comité doit compléter avant chaque réunion l'attestation sur les conflits d'intérêt, mise à sa disposition avec la convocation. - Consignera l'ensemble des attestations de conflit d'intérêt signées par les membres du Comité de sélection, sous forme papier et/ou dématérialisée. - Consignera dans le compte-rendu du Comité de sélection que telle ou telle personne « sort de la salle et ne participe pas au vote ». 	
--	--	--

4. Description des procédures relatives aux missions de l'ITI		
Item	Description	Pièces à joindre
4.1 Procédure d'élaboration et de suivi de la stratégie territoriale	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP	
4.2 Procédure d'animation	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP	
4.3 Procédure d'assistance aux porteurs de projets et bénéficiaires	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP	
4.4 Procédure de sélection des dossiers de demande d'aide européenne	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP)	
4.5. Procédure et modalités de fonctionnement du Comité de sélection de l'ITI	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP et projet de règlement intérieur du Comité de sélection	
4.6 Procédure de réalisation du bilan annuel de mise en œuvre	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP	
4.7 Procédure et modalités de fonctionnement de la réunion partenariale annuelle	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP	
4.8 Procédure de coopération avec l'Autorité de Gestion dans la mise en œuvre de la stratégie territoriale	Cf. Tableau récapitulatif des procédures, tâches, services et ETP	

5. Archivage		
Item	Description	Pièces à joindre
5.1 Modalités d'archivage des documents relatifs à l'ITI	<p>L'ensemble des documents relatifs à la mise en œuvre de l'ITI sont conservés par la Mission FEDER ITI au sein de la DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté pour toute la durée de validité de la convention conclue entre l'Autorité de Gestion et l'Autorité Urbaine. Ces documents sont à la disposition des organismes de contrôle et d'audit.</p> <p>L'ensemble de la piste d'audit sera formalisé selon les consignes de l'Autorité de Gestion et s'appuiera sur des documents supports indiquant chaque étape pour assurer une continuité d'information. La tenue d'un dossier unique par projet, récapitulant l'ensemble des éléments relatifs au projet sera constitué. Il sera complété par l'ensemble des étapes de sélection déléguées, gérées par TPM (dossier de demande, dates de chaque étape clef du processus, rôle et interventions de chaque acteur sollicité pour l'avis en vue de la sélection du dossier, grille d'évaluation, rapport d'instruction, avis du Comité de sélection, notification de la sélection, PV l'avis de l'instance de programmation...) et conservé par la Mission FEDER ITI.</p>	

DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ORGANISATION DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE 2021-2027

Directions et services impliqués dans l'ITI 2021-2027

ORGANIGRAMME

01 Décembre 2021



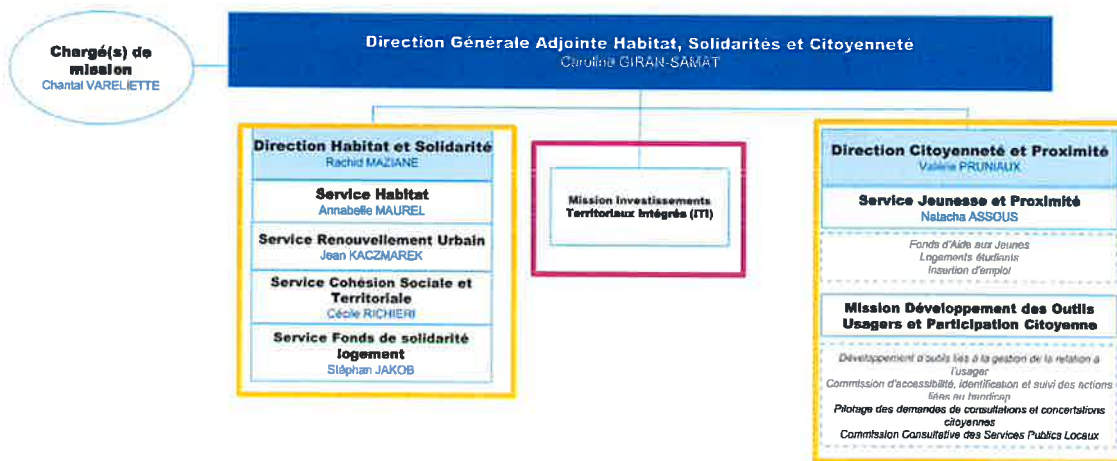
1

Directions et services impliqués dans le pilotage de l'ITI au sein de l'autorité urbaine

Directions et services impliqués en appui

DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté

01 Décembre 2021



Directions et services impliqués dans le pilotage de l'ITI au sein de l'autorité urbaine

Directions et services impliqués en appui

**INTITULE DU POSTE :
CHARGE DE MISSION FEDER ITI**

ENVIRONNEMENT DU POSTE

Famille de métier : AFFAIRES EUROPEENNES	Métier : Chargé de projets/ ingénierie de projet/développement territorial
DGA Habitat Solidarités et Citoyenneté	
Filière : Administrative/Technique	Service : Mission Investissement Territorial Intégré

SOUS L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE du :

- Directeur Général Adjoint Habitat Solidarités et Citoyenneté
- Directeur Général des Services

AGENT

Nom, prénom : GIMOND LANTERI Frédérique	Catégorie (s) : A Grade :Ingénieur Principal
Type de temps de travail :	Quotité de travail : 100%

MISSION(S)

Sous l'autorité du responsable, le chargé de mission aura pour principales missions :

- **PILOTER LA MISSION ITI**
- **FLECHER EN AMONT DU DEMARRAGE LES POTENTIELS PROJETS/PROGRAMMES**
- **APPORTER EXPERTISE ET METHODOLOGIE POUR FACILITER LA DEMARCHE DES PORTEURS/DIRECTIONS**
- **D'ASSURER LE MONTAGE LA SECURISATION ET CONDITIONNEMENT DES PROJETS EN VUE DE LEUR FINANCEMENT**

ACTIVITES PRINCIPALES

ACCOMPAGNEMENT, MONTAGE ET PROGRAMMATION

- Montage du partenariat : identification de partenaires, prises de contact, suivi et coordination ;
- Accompagnement des responsables projets dans l'élaboration du dossier de candidature : vérification de l'éligibilité, rédaction de notes de cadrage, planification des activités et des ressources humaines et financières, plan de financements suivi du dossier.
- Sécurisation des projets : vérification des points de vigilances : Plan de financement mise en concurrence, Recettes générées, Régime d'aides d'Etat, en lien avec l'assistante technique dédiée
- Préparer les décisions, conventions de partenariats nécessaires au dépôt

PLANIFICATION ET SUIVI PROJETS

- Planification du suivi des tâches, du suivi de projets
- Vérification des remontées de dépenses effectuées par le porteurs et justifiées par le service financier ayant en charge le suivi des recettes.
- Conception d'outils de planification, actualisation des outils de reporting (suivi d'activités, revue projet,...)
- Elaboration de note de synthèse /rapport projets /note opportunité/ faisabilité

EXPERTISE TECHNIQUE ET REMONTEES DE DEPENSES

- Accompagnement tout au long de la vie du projet (assistance, contrôle de la remontée de dépense et lors des contrôles, participation aux réunions techniques d'arbitrage du budget, des actions, atteinte des indicateurs...)
- Animation des portails collaboratifs créés avec les porteurs
- Valorisation des projets dans la revue dédiée, faciliter le respect des obligations en terme de communication

COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE**Les « savoirs » :**

- Méthodologie de projets européens
- Connaissance de la réglementation communautaire et nationale
- Maîtrise des programmes Sectoriels et coopération
- Connaissances e-synergie
- Aisance rédactionnelle indispensable
- Connaissance des politiques, dispositifs d'intervention et les acteurs de l'UE
- Expertise technique, montage de projet et suivi de réalisation des projets y compris certification,
- Maîtrise des principes de la comptabilité publique et mise en concurrence
- Connaissance des dispositifs liés au développement urbain et à la Politique de la ville

Les « savoir-faire » :

- Rédaction des candidatures
- Phasages opérations fléchage de financements
- Savoir Organiser son activité assurer son le suivi (reporting) en respectant les délais
- Savoir monter et suivre un programme d'action
- Concevoir des outils de planification
- Savoir être réactif et agir dans la complexité
- Travailler de manière transversale avec des partenaires très divers

Les « savoir-être » :

- Sens de l'initiative, réactivité
- Sens du relationnel, esprit d'équipe
- Assiduité Rigueur

CONDITIONS PARTICULIÈRES☐ NBI☐ Habilitations☐ Contraintes horaires/Astreintes☐ Port des EPI☐ Assermentation☒ Déplacements☒ Permis B☐ Autres :

L'autorité territoriale dispose du pouvoir hiérarchique qui lui permet de décider seule, en fonction des besoins et de l'intérêt du service, de modifier le volume des missions et l'affectation des agents. Ces changements s'effectuent dans le respect des missions du cadre d'emplois de l'agent, des lois et règlements qui encadrent le statut des fonctionnaires et agents publics.

**INTITULE DU POSTE :
CHARGE DE PROJETS ITI**

ENVIRONNEMENT DU POSTE

Famille de métier :
AFFAIRES EUROPEENNES

Métier : **Chargé de projets**

Pôle : **DGA Habitat Solidarités et Citoyenneté**

Filière : **Administrative/Technique**

Service : **Mission Investissement Territorial Intégré**

SOUS L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE du :

- Chargée de Mission FEDER ITI
- Directeur Général Adjoint Habitat Solidarités et Citoyenneté
- Directeur Général des services

AGENT

Nom, prénom : **VIGOURT Annabelle**

Catégorie (s) : **B+**

Grade : **Rédacteur P1C**

Type de temps de travail :

Quotité de travail : **100%**

MISSION(S)

Sous l'autorité du responsable, le chargé de projets aura pour principales missions:

- **D'ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE PORTE PAR LA METROPOLE CONFORMEMENT A LA CONVENTION DE DELEGATION**
- **EFFECTUER LE SUIVI DE LA PROGRAMMATION FINANCIERE**
- **ASSISTER LES PILOTES PROJETS AVANT LE LANCEMENT D'UNE OPERATION POUR IDENTIFIER LES FONDS MOBILISABLES**

ACTIVITES PRINCIPALES

ANIMATION DU DISPOSITIF

- Participe à l'animation de l'Investissement Territorial Intégré porté par TPM
- Recense les potentiels projets du territoire et adapte les appels à projets en conséquence,
- Sensibilise les porteurs sur les points de vigilances et nouvelles exigences communautaires faciliter la compréhension des programmes, des appels à projets
- Réalisation des supports présentation/animation dynamiques
- Répond aux demandes d'information, Analyse des fiches projets, Benchmark
- Veille sur les opportunités de financements pour assurer la réorientation en cas de non éligibilité

ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS MONTAGE SUIVI DES PROJETS ET DE LA PROGRAMMATION

- Etudier, analyser l'éligibilité des projets
- Sécuriser les projets : vérification des points de vigilances : Plan de financement mise en concurrence, Recettes générées, Régime d'aides d'Etat, en lien avec l'assistante technique dédiée
- Rédaction consolidation et/ou relecture des dossiers en amont du dépôt,
- Rédaction du Rapport d'instruction pour proposition de notation et de sélection pour vote par le comité
- Optimisation/Articulation avec les dispositifs de la région, département,...et autres programmes/fonds européens
- Appui aux porteurs tout au long de la vie du projet (assistance sur la remontée de dépense et lors des contrôles)
- Animation des portails collaboratifs

PLANIFICATION ET SUIVI DE PROGRAMMATION

- Planification du suivi des tâches et du suivi de projets (diagramme de Gantt),
- Anticipation des AAP, définition des plannings d'accompagnement et dépôt des dossiers, des comités de sélection et CRP
- Actualisation des outils de reporting (suivi d'activités, revue projet,)
- Création outils permettant d'optimiser la gestion et l'évaluation de l'ITI
- Evaluation et Suivi des indicateurs par projet et sur l'ensemble de la programmation

COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE**Les « savoirs » :**

- Aisance rédactionnelle indispensable
- Maîtrise des outils du pack bureautique (Word, Excel, Powerpoint) + office 365
- réalisation des tableaux de bord
- Maîtrise Utilisation des logiciels spécifiques du service/de l'activité
- Connaissance des politiques, dispositifs d'intervention et les acteurs de l'UE
- Expertise technique, montage de projet et suivi de réalisation des projets,
- Maîtrise de l'organisation et les circuits de décision de la collectivité
- Maîtrise des principes de la comptabilité publique et mise en concurrence
- Connaissance des dispositifs liés au développement urbain et à la politique de la ville (CDV NPNRU)
- Connaissance de la réglementation communautaire et nationale relative aux fonds structurels et programmes sectoriels

Les « savoir-faire » :

- Etre capable de synthétiser, simplifier et transmettre des informations
- Savoir Organiser son activité assurer son le suivi (reporting) en respectant les délais
- Savoir conduire un projet
- Concevoir des outils de planification
- Savoir être réactif et agir dans la complexité (résolution de problèmes techniques liés aux dossiers)
- Prendre la parole en public
- Travailler de manière transversale avec des partenaires très divers

Les « savoir-être » :

- Sens de l'initiative, Autonomie
- Sens du relationnel, esprit d'équipe
- Assiduité Rigueur
- Diplomatie

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> NBI | <input type="checkbox"/> Habilitations | <input type="checkbox"/> Contraintes horaires/Astreintes |
| <input type="checkbox"/> Port des EPI | <input type="checkbox"/> Assermentation | <input checked="" type="checkbox"/> Déplacements |
| <input checked="" type="checkbox"/> Permis B | <input type="checkbox"/> Autres : | |

L'autorité territoriale dispose du pouvoir hiérarchique qui lui permet de décider seule, en fonction des besoins et de l'intérêt du service, de modifier le volume des missions et l'affectation des agents. Ces changements s'effectuent dans le respect des missions du cadre d'emplois de l'agent, des lois et règlements qui encadrent le statut des fonctionnaires et agents publics.

FICHE DE POSTE

**INTITULE DU POSTE :
ASSISTANTE DE DIRECTION**

ENVIRONNEMENT DU POSTE

Famille de métier : Affaires générales	Métier : Assistante de Direction
DGA Habitat Citoyenneté Proximité	
Direction :	
Filière : Administrative	Service :

SOUS L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE du :

- Directeur Général des services
- Directeur Général Adjoint des Services Habitat Solidarités Citoyenneté

AGENT

Nom, prénom : LICARI Cécile	Catégorie (s) : C Grade : Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe
Type de temps de travail : Complet	Quotité de travail : 100 %

MISSION(S)

- Assiste la Directrice Générale Adjointe et les deux Directeurs en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil physique et téléphonique, de classement et suivi des dossiers.
- Assure le secrétariat de la Commission Habitat et Politique de la Ville
- Coordonne et encadre les assistantes administratives de la DGA

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Assiste la Directrice Générale Adjointe ainsi que les Directeurs de la DGA sur l'organisation de leur vie professionnelle

- Assure le suivi administratif des projets et activités de la DGA et de la Direction Habitat Solidarité
- Réalise et met en forme les travaux de bureautiques et actes administratifs (courriers, comptes rendus, notes, délibérations, décisions...)
- Enregistre le courrier de la DGA (entrant et sortant), diffuse l'information
- Organise et planifie les réunions
- Assure l'accueil téléphonique et physique
- Elabore et renseigne les tableaux de bord

Encadre et coordonne les assistants administratifs de la DGA

Assure le secrétariat de la Commission Habitat et Politique de la Ville

- Coordonne la composition de l'Ordre du jour et le montage des dossiers auprès des services
- Rédige et adresse les convocations
- Met en forme les Procès-verbaux
- Assure le lien avec le service des Assemblées sur le suivi administratif des décisions et avis de la commission

COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE

Les « savoirs » :

- Notions d'organisation et de gestion du temps de travail,
- Fonctionnement des services de la collectivité
- Règles de l'expression orale et écrite de qualité
- Techniques de secrétariat
- Règles d'orthographe, syntaxe et grammaire
- Fonctionnement de l'internet, l'intranet, extranet
- Tableaux de bord et outils de planification et suivi
- Standard téléphonique, annuaire internet
- Annuaire de la collectivité et des partenaires
- Principes rédactionnels de la note de synthèse
- Principes rédactionnels du compte-rendu et de la note simple
- Techniques de classement et d'archivage

Les « savoir-faire » :

- Organiser l'agenda et prendre des rendez-vous en fonction des priorités des Directeurs et des Chefs de Service
- Rappeler des informations importantes et transmettre des messages
- Organiser les déplacements des Directeurs et Chefs de Service
- Suivre l'exécution budgétaire de la Direction
- Prendre des notes et mettre en forme tous types de courriers
- Intégrer les priorités du service, dans la gestion quotidienne du service des activités de secrétariat

Les « savoir-être » :

- Sens du relationnel, esprit d'équipe
- Sens de l'initiative, rigueur, réactivité, discrétion et sens de l'organisation

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Habilitations | <input type="checkbox"/> Contraintes horaires/Astreintes |
| <input type="checkbox"/> Port des EPI | <input type="checkbox"/> Assermentation |
| <input type="checkbox"/> Déplacements | |
| <input type="checkbox"/> Permis B | <input type="checkbox"/> Autres : |

CONDITIONS DE REMUNERATION

Cadre réservé à la DRH

- ☐ NBI (précisez la catégorie de fonctions, nb de points, et référence du décret):

- ☐ Groupe de fonction RIFSEEP :.....

Date et signature :

Date et signature du supérieur hiérarchique
direct :

L'autorité territoriale dispose du pouvoir hiérarchique qui lui permet de décider seule, en fonction des besoins et de l'intérêt du service, de modifier le volume des missions et l'affectation des agents. Ces changements s'effectuent dans le respect des missions du cadre d'emplois de l'agent, des lois et règlements qui encadrent le statut des fonctionnaires et agents publics.

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL
DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE 2021-2027

PROCÉDURE	TACHES	DIRECTION/SERVICE DE L'AUTORITÉ ULTRA-MER	POSTE SENSIBLE/RISQUE GÉNÉRAL (S/SENSIBLE) (OUI/Non)	TITULAIRE			SUPPLÉANT				RESPONSABLE DE LA SUPERVISION		OBSERVATIONS	
				Poste	Nom et Prénom	Délégation de signature (OUI/Non)	Appellation Informatique (Synergie/Autres)	Poste	Nom et Prénom	Délégation de signature (OUI/Non)	Appellation Informatique (Synergie/Autres)	Poste	Nom et prénom	
Elaboration et suivi de la stratégie territoriale	Mise en place du partenariat et de l'instance	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Elaboration de la stratégie territoriale avec le partenariat	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Organisation du suivi de la stratégie territoriale	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Rédaction partenariat annuelle	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	Assistante de Direction	Licari Cécile	Non		DEA	Giran Caroline	
Animation	Communication et diffusion des appels à projets	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Information/Communication sur les financements FEDER ITI	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
Assistance aux porteurs de projet et bénéficiaires	Appui à la constitution du dossier de demande d'aide	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Appui à la mise en œuvre pendant toute la vie du projet	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	Il s'agit là d'un fonctionnement en tandem. La répartition du travail se fera en fonction du plan de charge, de la nature et de la complexité des projets
	Vieilles relatives aux dysfonctionnements/difficultés rencontrées par les bénéficiaires	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Consultation des dossiers de Synergie	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
Sélection des dossiers de demande d'aide européenne	Réception des lettres de dossiers et des rapports d'instruction transmis par les services de l'AG	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Évaluation des candidatures défilées au regard des critères de sélection validés par le Comité de suivi	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargé de Mission et Chargé de projets	Giromd Lantéri Frédéricque et Vigour Annabelle	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	La Mission FEDER ITI est assistée par les directions et services opérationnels pertinents pour la sélection des opérations. Lorsque l'PM est bénéficiaire, la direction ou le service porteur du projet ne prend pas part au processus de sélection
	Publication, classement des candidatures et établissement des propositions de sélection et de non-sélection	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargé de Mission	Giromd Lantéri Frédéricque	Non	Synergie	DEA	Giran Caroline	
	Organisation et suivi du comité de sélection	Direction Générale Adjoints Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission investissement territorial intégré (Maison ITI)	Non	Chargé de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	Assistante de Direction	Licari Cécile	Non		DEA	Giran Caroline	Lorsque l'PM est bénéficiaire, la direction ou le service porteur du projet ne prend pas part au ou débat ni à une décision du comité de sélection

	Établissement du compte rendu du Comité de sélection, de ses avis, des rapports d'information (données complètes et transmission à l'AS)	Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI")	Non	Chargée de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargée de Mission	Gimond-Landré Frédéric	Non	Synergie	DGA	Giran Caroline	
Définir et valider en	Définir et valider en	Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI")	Non	Chargée de Mission	Gimond-Landré Frédéric	Non	Synergie	Chargée de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DGA	Giran Caroline	
Coopération avec l'autorité de gestion dans le cadre de la stratégie de programmation du PO Régional 2014-2020	Établissement et proposition à l'AS de critères de sélection (qui seront validés par le Comité de suivi)	Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI")	Non	Chargée de Mission	Gimond-Landré Frédéric	Non	Synergie	Chargée de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DGA	Giran Caroline	
	Détermination des calendriers des appels avec l'AS	Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI")	Non	Chargée de Mission	Gimond-Landré Frédéric	Non	Synergie	Chargée de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DGS	Faichet Valérie	
	Établissement et proposition des appels en tant que tels (AS, Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI"))	Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI")	Non	Chargée de Mission	Gimond-Landré Frédéric	Non	Synergie	Chargée de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DGA	Giran Caroline	La Mission FEDER ITI est assistée par les directions et services opérationnels pertinents pour les propositions de réhabilitation d'appels à projets
	Suivi de la réalisation des opérations programmées	Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI")	Non	Chargée de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	Chargée de Mission	Gimond-Landré Frédéric	Non	Synergie	DGA	Giran Caroline	
	Contribution au plan d'évaluation (renseignements, données qualitatives et quantitatives de l'ITI)	Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités, Citoyenneté / Mission Investissement territorial intégré ("Mission ITI")	Non	Chargée de Mission	Gimond-Landré Frédéric	Non	Synergie	Chargée de Projets	Vigour Annabelle	Non	Synergie	DGA	Giran Caroline	



REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE SELECTION DE l'ITI 2021-2027

Référence

- RÈGLEMENT (UE) N° 2021/1060 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas
- RÈGLEMENT (UE) N° 2021/1058 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion
- PROGRAMME Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027
- DELIBERATION de l'Assemblée du Conseil Métropolitain du 29 septembre 2022 [approuvant la composition du Comité de sélection.

Préambule

Le comité de sélection de l'ITI est une instance présidée par un élu métropolitain, désigné par le Conseil Métropolitain de Toulon-Provence-Méditerranée (TPM).
Sa composition est fixée par une délibération du conseil métropolitain de TPM conformément à son cadre institutionnel, juridique et financier.

Article 1er : Objet du présent règlement

Le présent règlement a pour objet de fixer les règles de fonctionnement du comité de sélection des projets éligibles au titre de l'ITI dans le cadre du PO FEDER/ FSE+/FTJ 2021-2027 conformément à la convention relative à la mise en œuvre l'ITI passée entre l'Autorité de Gestion et la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, autorité urbaine. La durée de l'ITI est fixée de la notification de la convention jusqu'à la date de solde du programme précédemment cité.

Article 2 : Composition

Le comité de sélection est présidé par un élu métropolitain, désigné par le Conseil Métropolitain de TPM. Il est composé de 9 membres titulaires et de 9 membres suppléants désignés par leurs institutions.

La liste des membres figure en annexe du présent règlement.

Le comité de sélection est nommé pour une durée identique à celle de l'ITI.

Article 3 : Rôle et mission

Le comité a pour rôle et mission d'évaluer la qualité des projets et leur compatibilité avec la stratégie territoriale et de valider la sélection des opérations à présenter en Comité Régional de Programmation (CRP).

La proposition de classement et de sélection des dossiers éligibles est réalisée par le service chargé du suivi de l'ITI ; lequel a préalablement procédé à l'évaluation et à la notation des dossiers au regard des critères de sélection de l'ITI, tels que validés par le Comité de suivi régional.

Le Comité de sélection peut valider ou modifier cette proposition de sélection et de classement, sans toutefois pouvoir sélectionner des dossiers déclarés inéligibles par l'Autorité de gestion et/ou au-delà des crédits FEDER disponibles.

Article 4 : Fonctionnement

Le calendrier des réunions du Comité de sélection est organisé en fonction de celui des réunions du Comité Régional de Programmation (CRP).

En cas d'urgence ou de nécessité, et après avis de l'autorité de gestion, le Secrétariat de l'instance, après saisine de son président, peut convoquer une réunion exceptionnelle ou lancer une consultation écrite auprès de ses membres.

4.1 Convocation, Ordre du jour

Le Comité de sélection est convoqué par courriel du secrétariat, au plus tard dans le délai de 7 jours précédant la date du Comité de sélection.

Le comité de sélection peut se tenir en présentiel ou par voie dématérialisée.

L'ordre du jour est établi par le secrétariat. L'ordre du jour et les documents le constituant sont transmis au plus tard dans le délai de 7 jours précédant la date du Comité de Sélection, par la voie électronique.

4.2 Prise de décision

Le Président prend acte des avis conformes émis après consultation de l'ensemble des membres.

Quatre types d'avis sont susceptibles d'être formulés :

- avis favorable
- avis favorable sous réserve de finalisation de l'instruction
- avis défavorable.

Chaque membre du Comité de sélection dispose d'une voix, sauf :

- les représentants de l'Autorité de gestion, qui n'interviennent que sur des questions d'ordre réglementaire et sur des éléments relevant de l'instruction.

D'autre part, ne peuvent ni prendre part aux discussions ni voter :

- les représentants des directions opérationnelles lorsqu'elles sont bénéficiaires potentielles du projet présenté au Comité de sélection,
- les membres du comité de sélection qui se sont déclarés en situation de conflit d'intérêt.

Un suppléant ne prendra part au vote qu'en l'absence de son titulaire.

En cas de consultation écrite, les membres du comité de sélection disposent du délai précisé dans le courrier de sollicitation pour faire part de leur vote par écrit.

4.3 Après le comité de sélection

Les décisions du Comité de sélection font l'objet d'un procès-verbal, qui est transmis au service gestionnaire de l'Autorité de gestion, auquel est jointe la liste des dossiers sélectionnés et non-sélectionnés.

Article 5 : Secrétariat

Le secrétariat du Comité de sélection est assuré par la Mission ITI de la Métropole TPM.

Le secrétariat prépare les réunions du Comité de sélection, organise la présentation des questions inscrites à l'ordre du jour et établit les comptes-rendus des réunions du Comité.

Article 6 : Dispositions en matière de conflits d'intérêts

Les membres du Comité de sélection sont tenus de respecter le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance au titre de leur participation à ce Comité et sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions.

Tel ne serait pas le cas lorsque l'exercice impartial des fonctions d'un membre est compromis par des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou tout autre intérêt.

Tout membre du comité doit compléter avant chaque réunion l'attestation sur les conflits d'intérêt, mise à sa disposition avec la convocation.

Article 7 : Indemnisation

La participation au Comité de sélection ne génère aucun droit à l'indemnisation de frais ni à la perception de jetons de présence.

Article 8 : Modalités de modification du présent règlement

Le Comité de sélection peut procéder à une modification du présent règlement. Toute modification du présent règlement devra faire l'objet d'une communication auprès de l'autorité de gestion.

Annexes

- Liste nominative des membres titulaires et suppléants et ses modifications :
A intervenir ultérieurement avec comme composition :
 - un représentant élu de la Métropole ou son suppléant en charge de la Présidence du Comité de sélection
 - un représentant élu du comité de pilotage du Contrat de Ville Métropolitain ou son suppléant,
 - un élu de chacune des 4 communes concernées par le Contrat de Ville Métropolitain (Toulon, La Seyne-sur-mer, Hyères, La Garde) ou leur suppléant,
 - un représentant de l'Etat ou son suppléant,
 - un représentant élu du Conseil Départemental du Var ou son suppléant
 - d'un représentant de l'Autorité de Gestion.
 - la Mission FEDER ITI, chargée de la mise en œuvre de l'ITI,
- Modèle d'attestation sur les conflits d'intérêts et ses modifications



Attestation sur les conflits d'intérêts

Comité de sélection 2021-2027

Comité de sélection du [date] en [présentiel/consultation écrite]

1. Egalité de traitement

Les membres du Comité de sélection s'engagent à :

- Prendre personnellement connaissance du dossier qui leur est remis et à ne pas se décharger sur un tiers de tout ou partie des missions d'analyses qui leur incombent ;
- Traiter tous les projets avec une égale attention en tenant compte de tous les éléments fournis dans le dossier, en veillant à ce qu'aucun élément de nature discriminatoire ne perturbe l'appréciation du dossier.

2. Respect de la confidentialité

Les membres du Comité de sélection s'engagent à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations qui leur sont transmises dans le cadre du Comité de sélection ;
- Ne pas utiliser les informations recueillies pendant les procédures d'évaluation pour leur usage personnel ou pour celui de leur institution.
- Conserver la confidentialité de toutes les informations dont ils ont connaissance, ainsi que des opinions exprimées lors des réunions auxquelles ils assistent ou dans les dossiers qui leur sont remis.

3. Impartialité et conflit d'intérêts

Les membres du Comité de sélection s'engagent à étudier les dossiers de demande de subvention avec impartialité et à déclarer toute situation de conflit d'intérêts telle que définie ci-dessous :

- Il y a conflit d'intérêts lorsqu'un membre du Comité de sélection est habilité à représenter légalement la structure candidate ou lorsque l'exercice impartial et objectif de ses fonctions est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le candidat ;
- Un conflit d'intérêts peut prendre notamment l'une des formes suivantes :
 - L'octroi à soi-même ou à autrui d'avantages directs ou indirects indus ;
 - Le refus d'octroyer à un bénéficiaire les droits ou avantages auxquels il peut prétendre.

Les membres du Comité de sélection s'engagent à :

- Etre extrêmement vigilants à l'égard de toute situation éventuelle de conflit d'intérêts et à ne pas prendre part à l'audition ou au vote du ou des projets pour lesquels ils se trouveraient en situation de conflit d'intérêt ;
- A signaler tous les liens financiers, institutionnels, professionnels ou personnels entretenus avec au moins une partie intéressée par un projet.

Si un membre ne se récusé pas après avoir signalé un conflit d'intérêts, le Président du comité de sélection peut choisir de le récuser s'il estime que ce conflit d'intérêt est incompatible avec l'exercice impartial de la sélection d'un projet.



Dossiers présentés	« Je <u>déclare ne pas être</u> en situation de conflit d'intérêt pour les dossiers listés et cochés ci-dessous »	« Je <u>déclare être en situation</u> de conflit d'intérêt pour les dossiers listés et cochés ci-dessous »	Raison(s) du/des conflit(s) d'intérêt

Je m'engage, en cas de situation de conflit(s) d'intérêt(s) à sortir de la salle et à ne pas prendre part au débat, ni aux consultations relatives au(x) projet(s) en question.

Nom :

Date :

Signature :

**TABLEAU RECAPITULATIF DES PROCEDURES, TACHES ET SERVICES RESPONSABLES
DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE 2021-2027**

Procédures	Tâches (Liste minimale des tâches à renseigner – cette liste peut être complétée)	Description de la tâche	Directions/Services	Ressources humaines (ETP) (par tâche ou par procédure)
Elaboration et suivi de la stratégie territoriale	Mise en place du partenariat et des instances	L'ITI est piloté par la Mission Investissement Territorial Intégré (« Mission FEDER ITI ») rattachée à la Direction Générale Adjointe Habitat, Solidarités et Citoyenneté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Urbaine. Il sera ainsi mis en œuvre sur la base de la Stratégie Urbaine Intégrée pour 2021-2027 élaborée de manière partenariale, par la Mission FEDER ITI, associée aux services métropolitains concernés (directions opérationnelles – en particulier, service en charge de la Politique de la ville). Pour la période de programmation 2021-2027, la mise en place du partenariat et des instances se fait de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> - Reconduction de la prise en charge des missions de l'Autorité Urbaine par la Mission FEDER ITI, rattachée depuis le 1er décembre 2021 à la Direction Générale Habitat, Solidarités et Citoyenneté, déjà en charge de la mise en œuvre de l'ITI pour la période de programmation 2014-2020. - Reconduction du Comité de sélection, selon les principes indiqués dans l'annexe 6 du présent dossier d'agrément. - Mise en place d'un processus de mobilisation du partenariat pour l'élaboration de la Stratégie Urbaine Intégrée 2021-2027, réunissant les collectivités territoriales, les partenaires économiques et sociaux et les organismes représentant la société civile, selon les modalités décrites ci-dessous et dans l'annexe 6 du présent dossier d'agrément, point 3.1. - Mise en place d'une réunion partenariale annuelle, réunissant les collectivités territoriales, les partenaires économiques et sociaux et les organismes représentant la société civile, selon les modalités décrites ci-dessous et dans l'annexe 6 du présent dossier d'agrément, point 3.1. 	DGA HSC/Mission FEDER ITI	0,45
	Elaboration de la stratégie avec le partenariat	La Mission FEDER ITI a organisé pour associer le partenariat à la stratégie : <ul style="list-style-type: none"> - 4 rencontres bilatérales avec les communes « Contrat de ville » (La Garde, La Seyne, Toulon, Hyères) - 3 ateliers participatifs (Directions et Services métropolitains, bailleurs sociaux, acteurs du développement économique) Elle s'est appuyée pour mobiliser le partenariat sur le service en charge de la politique de la ville, ainsi que sur une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'animation des ateliers partenariaux.	DGA HSC/Mission FEDER ITI	
	Organisation du suivi de la stratégie	L'Autorité Urbaine se charge du suivi de la stratégie à l'aide de : <ul style="list-style-type: none"> - Ses outils de veille (tableaux de bord, consultation hebdomadaire de Synergie, fiches chrono des projets) - Ses outils de pilotage (tableaux de bord) - Ses échanges avec l'Autorité de Gestion Ces outils permettent d'assurer le suivi financier global, le suivi des projets et de la mise en œuvre de la stratégie.	Mission FEDER ITI	
	Réunion partenariale annuelle	L'Autorité Urbaine assure la préparation de la réunion partenariale annuelle, des invitations, de l'ordre du jour et établit et diffuse les comptes-rendus.	DGA HSC/Mission FEDER ITI	

		<p>L'envoi des invitations est fait par la Direction Générale Adjointe Habitat Solidarités et Citoyenneté via son assistante de Direction.</p> <p>L'Autorité Urbaine prépare pour cette réunion annuelle un bilan de l'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée et les perspectives ouvertes en termes de programmation. Le cas échéant, l'Autorité de Gestion met à disposition de l'Autorité Urbaine les données essentielles à la bonne information du partenariat local.</p> <p>Le compte-rendu de la réunion partenariale annuelle est transmis à l'Autorité de Gestion.</p>		
Animation	Communication et diffusion des appels à projets	<p>A la demande de la Direction Générale Adjointe Habitat Solidarités et Citoyenneté, le service Communication et le webmaster du site Internet de la Métropole diffusent les appels à projets validés par l'Autorité de Gestion.</p> <p>Ceux-ci sont également diffusés par chaîne de mails par la Mission FEDER ITI et/ou le service Communication, et/ou d'autres services concernés de la Métropole en fonction des thématiques des appels à projets.</p>	DGA HSC /Mission FEDER ITI	0,25
	Information/Communication sur les financements FEDER ITI	<p>L'Autorité Urbaine prévoit dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des réunions de présentation de l'ITI, des journées d'information et de sensibilisation (internes, externes), destinées aux potentiels porteurs de projets, organisées et animées par la Mission FEDER ITI et/ou par les équipes communales concernées par le contrat de ville. La participation à tout événement sur les fonds européens ou en lien avec les domaines d'intervention de l'ITI sur le territoire, permettant de promouvoir la Stratégie Urbaine Intégrée et l'ITI. La mise en place, lors de manifestations, d'un stand d'information, lorsque possible, afin de positionner TPM comme point relais sur le territoire, et orienter les futurs porteurs selon les fonds européens, les différents programmes, selon la documentation fournie par l'Autorité de Gestion. La mise à disposition d'une information sur le site de la Métropole TPM sur les financements FEDER ITI (publication de la Stratégie Urbaine Intégrée, du calendrier des appels, des appels à projets, des éventuelles actualités – réunions d'information...), et via les réseaux sociaux de la Métropole TPM le cas échéant. La réédition d'un guide des porteurs de projets (format électronique et/ou papier). L'élaboration de fiches projets, publiées sur le site internet de la Métropole TPM, permettant d'illustrer les réalisations de la Stratégie Urbaine Intégrée grâce à la mobilisation du FEDER ITI, et qui peuvent constituer des pratiques inspirantes pour des porteurs de projets potentiels. <p>L'Autorité Urbaine garde trace des activités d'information et communication menées, à des fins d'établissement du bilan annuel.</p>	DGA HSC /Mission FEDER ITI	
Assistance aux porteurs de projet et bénéficiaires	Appui à la constitution du dossier de demande d'aide	<p>La Mission FEDER ITI appuie les porteurs de projets en fonction de leurs besoins pour la constitution de leur demande d'aide via :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des échanges téléphoniques ou par messagerie électronique ; Une ou des rencontres ; La mise en relation avec l'Autorité de Gestion si nécessaire. <p>Pour être en mesure de réaliser cet appui, l'équipe de la Mission FEDER ITI suit les formations nécessaires pour se tenir à jour des exigences réglementaires et renforcer ses capacités d'appui. Par ailleurs, elle pourra se doter au besoin d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'appuyer dans ses différentes missions.</p> <p>L'appui de l'Autorité Urbaine porte sur une pré-analyse des projets et une aide au montage, en particulier sur :</p>	Mission FEDER ITI	0,6

		<ul style="list-style-type: none"> - L'éligibilité du projet et des dépenses (y compris les principaux points de vigilance concernant certaines dépenses et réglementation : aides d'Etat, commande publique, publicité européenne...); - La qualité et la maturité du projet ; - Les éléments financiers et indicateurs du dossier ; - Les pièces à réunir pour le dossier ; - Le dépôt en ligne, <p>L'Autorité Urbaine peut également orienter le porteur de projet vers un autre financement si cela s'avère plus pertinent.</p>		
	Appui à la mise en œuvre pendant toute la vie du projet	<p>De manière générale, l'Autorité Urbaine prend toutes les diligences pour répondre aux problématiques rencontrées par les bénéficiaires durant la mise en œuvre de leurs projets.</p> <p>Elle peut en cas de difficulté particulière faire le lien avec l'Autorité de Gestion.</p>	Mission FEDER ITI	
	Veille relative aux dysfonctionnements/difficultés éventuelles rencontrées par les bénéficiaires	<p>Dans le cadre de ses missions de suivi, l'Autorité Urbaine est particulièrement attentive aux dysfonctionnements ou difficultés éventuelles rencontrées par les bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rappels et relances aux bénéficiaires pour vérifier s'ils ne rencontrent pas de problème particulier. - Suivi d'indicateurs via des tableaux de bord, - Etablissement d'une « fiche chrono » pour chaque dossier permettant de suivre les dates clés de la vie du projet et d'identifier tout retard. - Consultation a minima hebdomadaire de Synergie pour une veille sur les dossiers (état d'avancement de l'activité des bénéficiaires, dont remontées de dépenses, mais aussi de l'Autorité de Gestion). <p>Enfin, l'Autorité Urbaine s'assure du bon déroulement des opérations sur site le cas échéant et du respect des obligations de publicité européenne.</p> <p>En cas de dysfonctionnement identifié qui pourrait avoir un impact sur la bonne mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée et l'atteinte des objectifs fixés, l'Autorité Urbaine informe l'Autorité de Gestion afin d'identifier avec elle les solutions pouvant être mises en œuvre.</p>	Mission FEDER ITI	
Sélection des dossiers de demande d'aide européenne	Consultation des dossiers dans Synergie	Les agents de la Mission FEDER ITI disposent des habilitations nécessaires pour consulter les dossiers concernant l'ITI de la Métropole TPM dans Synergie.	Mission FEDER ITI	0,5
	Réception des listes de dossiers et des rapports d'instruction transmis par les services de l'AG	<p>Après instruction de l'éligibilité par l'Autorité de Gestion, la Mission ITI FEDER réceptionne les listes de dossiers (éligibles, non éligibles et irrecevables), les rapports d'instruction des dossiers éligibles et le montant de l'enveloppe maximale de FEDER disponible envoyés par l'Autorité de Gestion.</p> <p>La Mission ITI FEDER délivre un accusé de réception des listes de dossiers et des rapports d'instruction transmis par l'AG et l'archive dans le dossier du projet.</p>	Mission FEDER ITI	
	Evaluation des candidatures éligibles au regard des critères de sélection validés par le Comité de suivi	<p>Dès réception de la copie des dossiers de candidature, la Mission FEDER ITI procède à l'analyse qualitative du projet.</p> <p>Elle prend l'avis, par consultation écrite, de la direction métropolitaine opérationnelle compétente ou de toute autre ressource nécessaire pouvant apporter un avis éclairé sur la question. Elle peut au besoin réunir un groupe de travail technique/comité de lecture ad hoc visant à compléter son évaluation.</p> <p>Ces avis d'expert prennent la forme d'une fiche « avis » du service expert, conservée dans les dossiers (archivage). La synthèse de cet avis est portée dans le rapport d'instruction. La direction opérationnelle compétente n'est pas saisie pour avis lorsqu'elle est « porteur de projet »</p>	<p>Mission FEDER ITI</p> <p><i>Avec l'appui des directions et services métropolitains concernés en fonction des thématiques (avis d'expert via consultation écrite ou groupe de travail technique/comité de lecture ad hoc)</i></p>	

		<p>conformément au principe de séparation fonctionnelle et en vue d'écarter tout risque de conflit d'intérêt. Les obligations réglementaires de l'UE, reprises par l'Autorité de Gestion, en matière de conflit d'intérêts sont appliquées par TPM. Une déclaration d'absence de conflit d'intérêts est demandée aux agents des services et directions de TPM appelés à intervenir dans cette étape du processus, sur le modèle joint à ce dossier d'agrément.</p> <p>Pour son évaluation des candidatures, la Mission FEDER ITI utilise une grille pour chacune des thématiques d'intervention, reprenant les critères de sélection validés par le Comité de suivi sur proposition de l'Autorité Urbaine relatifs à la catégorie « contribution du projet aux objectifs de la Stratégie Urbaine Intégrée de TPM » et à la catégorie « qualité du projet ».</p> <p>Elle compile également le rapport d'instruction type pour chaque projet.</p>		
	<p>Notation, classement des candidatures et établissement des propositions de sélection et de non-sélection</p>	<p>L'analyse des candidatures donne lieu à une proposition de notation conformément à la grille de notation complétée par l'Autorité Urbaine en fonction des critères définis, et validés par le Comité de suivi.</p> <p>Pour chaque dossier éligible, la Mission FEDER ITI rédige un avis complet et motivé sur la contribution aux objectifs de la Stratégie Urbaine et sur la qualité du projet, et attribue une note pour chaque catégorie de critères et une note globale.</p> <p>Elle classe ensuite les candidatures en fonction des notes obtenues et établit une proposition de sélection, de sélection sous réserve (en cas de lettre d'intention de cofinancement en attente) et de non-sélection, après vérification par rapport au montant de l'enveloppe de crédits FEDER disponibles.</p> <p>La notation, le classement et la proposition de sélection, sélection sous réserve ou non-sélection sont soumis au Comité de sélection ITI.</p> <p>La Mission FEDER ITI anime la réunion du Comité de Sélection où elle soumet ses propositions. Les membres du Comité de sélection votent pour la sélection ou la non-sélection des opérations. Ne prennent pas part aux débats et au vote les personnes en situation de conflit d'intérêt potentiel, conformément aux modalités exposées au point 3.4 de l'annexe 6 du présent dossier d'agrément.</p>	<p>Mission FEDER ITI</p> <p><i>Avec l'appui des directions et services métropolitains concernés</i></p> <p><i>en fonction des thématiques (avis d'expert via consultation écrite ou groupe de travail technique/comité de lecture ad hoc)</i></p>	
	<p>Organisation et suivi du Comité de Sélection</p>	<p>L'organisation du Comité de Sélection est faite par la Mission FEDER ITI en lien avec l'assistante de la DGA Habitat Solidarités et Citoyenneté.</p> <p>Rôle et mission :</p> <p>Le Comité de Sélection a pour rôle et mission d'évaluer et d'émettre un avis motivé sur la qualité des projets et leur compatibilité avec la Stratégie Urbaine Intégrée et de valider la sélection des opérations à présenter en Comité Régional de Programmation (CRP) en vue de leur programmation.</p> <p>La proposition de notation et de classement des dossiers définis éligibles par l'Autorité de Gestion est réalisée par la Mission FEDER ITI, chargée de la mise en œuvre et du suivi de l'ITI qui aura préalablement sollicité les services et ressources pertinents pouvant participer à l'évaluation et à la proposition de notation des dossiers au regard des critères de sélection de l'ITI tels que validés par le Comité de Suivi Régional.</p> <p>Le Comité de sélection prononce un avis motivé et peut valider ou modifier cette proposition de sélection et de classement, sans toutefois pouvoir sélectionner des dossiers déclarés inéligibles par l'Autorité de Gestion et/ou dépasser la limite de l'enveloppe de crédits FEDER disponibles. Les différentes catégories possibles d'avis sont au nombre de 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Favorable », - « Favorable sous réserve de finalisation de l'instruction » - « Défavorable ». <p>Les membres du Comité de Sélection sont tenus de respecter le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance au titre de leur participation à ce comité et sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions (cf. point 3.4 sur les</p>	<p>DGA HSC /Mission FEDER ITI</p>	

		<p>modalités de prévention des conflits d'intérêt). Lorsque la Métropole TPM est bénéficiaire, la direction ou le service porteur du projet ne prend pas part au débat et aux décisions. De même, les membres du Comité de Sélection qui se sont déclarés en situation de conflit d'intérêt ne peuvent ni prendre part aux discussions ni voter. Tout membre du Comité doit compléter avant chaque réunion l'attestation sur les conflits d'intérêt, mise à sa disposition avec la convocation.</p> <p><u>Fonctionnement :</u></p> <p>Le calendrier annuel des réunions du Comité de Sélection est organisé en fonction de celui des réunions du Comité Régional de Programmation (CRP). En cas d'urgence ou de nécessité, le secrétariat peut convoquer une réunion exceptionnelle ou lancer une consultation écrite auprès de ses membres.</p> <p>Le Comité de sélection est convoqué par courriel du secrétariat avec l'envoi des pièces à minima 7 jours avant la date du Comité de sélection.</p> <p>Le secrétariat du Comité de Sélection est assuré par la Mission FEDER ITI : préparation des réunions, réservation de salle, préparation des interventions et des documents de séance, convocations du Comité de sélection, diffusion de l'ordre du jour.</p> <p>La Mission FEDER ITI de TPM transmet au Comité de sélection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sa proposition de sélection, sélection sous réserve et non-sélection des dossiers éligibles; - la liste des projets inéligibles et non recevables, transmise par la Région. <p>La Mission FEDER ITI s'assure en particulier de l'information des membres sur la prévention du conflit d'intérêt, prépare, envoie et recueille les attestations de conflit d'intérêt par voie papier et/ou dématérialisée.</p>		
	<p>Etablissement du compte rendu du Comité de sélection, de ses annexes, des rapports d'instruction dûment complétés et transmission à l'AG</p>	<p>Le secrétariat du Comité de sélection, assuré par la Mission FEDER ITI, établit les comptes-rendus du Comité de sélection et les diffuse à ses membres.</p> <p>Il finalise les rapports d'instruction et les transmet à l'Autorité de Gestion, accompagnés du compte-rendu du Comité de sélection, faisant clairement apparaître la liste des opérations sélectionnées et non sélectionnées. Le tableau comparatif et le tableau de suivi de consommation des crédits seront également transmis à l'Autorité de Gestion.</p> <p>L'avis du Comité de sélection est notifié par courrier au porteur de projet par le Président de l'Autorité Urbaine. Le courrier de notification indique que l'avis du Comité de sélection ne préjuge en rien de la décision finale prise par l'Autorité de Gestion après avis du comité régional de programmation.</p> <p>L'Autorité Urbaine participe au Comité Régional de Programmation pour présentation des dossiers sélectionnés.</p> <p>L'ensemble des pièces liées à la sélection du projet est archivé dans le dossier du projet. L'ensemble de la piste d'audit sera ainsi tracée et s'appuiera sur des documents supports indiquant chaque étape pour assurer une continuité d'information, conformément aux modalités indiquées dans le point 5 de l'annexe 6 du présent dossier d'agrément.</p>	Mission FEDER ITI	
Bilan annuel de mise en œuvre	Définition et rédaction du compte-rendu annuel des activités exercées par	L'Autorité Urbaine rédige, sur la base du modèle fourni par l'Autorité de Gestion, un compte-rendu annuel de ses activités dans le cadre de l'ITI, dans l'exercice de ses missions d'animation,	Mission FEDER ITI	0,1

	l'Autorité Urbaine dans le cadre de l'ITI	Information et assistance aux porteurs de projets et bénéficiaires, et de sélection des dossiers en lien avec sa Stratégie Urbaine Intégrée 2021-2027. Elle mobilise pour se faire ses outils de suivi de la stratégie, des projets et de ses activités. Ce compte-rendu est transmis à l'Autorité de Gestion selon le calendrier établi avec elle.		
Coopération avec l'Autorité de Gestion dans la mise en œuvre de la stratégie de programmation du « volet urbain » du PO Région SUD 2021-2027	Etablissement et proposition à l'AG de critères de sélection (qui seront validés par le Comité de suivi)	<p>L'Autorité Urbaine est force de proposition concernant les critères de sélection. Ceux-ci sont établis en prenant en compte les considérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La contribution aux objectifs de la Stratégie Urbaine Intégrée - La qualité du projet – par exemple, viabilité économique, implication des populations des quartiers, cohérence avec les autres stratégies, programmes ou dispositifs territoriaux pertinents articulés avec la Stratégie Urbaine Intégrée, notamment avec les stratégies de développement portées par les communes à l'échelle des quartiers. <p>Une proposition est faite à l'AG pour les différentes thématiques d'intervention. Cette proposition peut être retravaillée à la demande de l'AG, pour validation par le Comité de suivi du programme FEDER-FSE+FTJ SUD PACA 2021-2027.</p> <p>Les critères validés servent de base à l'Autorité de Gestion, le cas échéant avec l'appui de l'Autorité Urbaine, pour l'élaboration de la grille-type d'évaluation et de notation des projets pour chacune des thématiques d'intervention, et du modèle de rapport d'instruction.</p>	Mission FEDER ITI	0,4
	Détermination des calendriers des appels avec l'AG	<p>Le calendrier des appels à projets est un outil déterminant pour le pilotage de la Stratégie Urbaine Intégrée.</p> <p>La Mission FEDER ITI, dans le cadre de ses tâches liées au suivi et à la veille sur la mise en œuvre des opérations et l'avancée de la stratégie propose à l'Autorité de Gestion un calendrier des appels selon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les thématiques d'intervention de la stratégie et zones d'intervention, le cas échéant, - la maturité des projets prévisionnels (sur la base notamment dans un premier temps la liste indicative prévisionnelle des projets annexée à la Stratégie Urbaine Intégrée, mais aussi par la suite, de la connaissance qu'elle aura du réservoir de projets, du fait de ses diverses actions d'animation), - et l'avancement de la programmation (taux de programmation et indicateurs). <p>Une fois validé, le calendrier des appels est publié sur le site Internet de l'Autorité Urbaine par le service Communication et/ou le webmaster du site, sur demande de la Mission FEDER ITI via la Direction Générale Adjointe Habitat Solidarités et Citoyenneté.</p>	DGA HSC/ Mission FEDER ITI	
	Etablissement et proposition des appels en lien avec l'AG (parties relatives aux objectifs de l'appel et types d'actions éligibles)	<p>Pour l'établissement de cette proposition, l'Autorité Urbaine se base sur les objectifs de la Stratégie Urbaine Intégrée, la maturité des projets prévisionnels (voir point ci-dessus) et l'avancement de la programmation pour déterminer les objectifs de l'appel et types d'actions éligibles.</p> <p>La Mission FEDER ITI s'appuie dans ce cadre sur un comité de lecture ad hoc qui lui permet d'avoir une vision transversale à l'échelle des différents services de la Métropole, et dont la composition est fonction des thématiques de l'appel à projet : services de la Métropole compétents dans la thématique, ainsi que toute ressource pouvant apporter un avis éclairé sur ses champs de compétences. Cette instance consultative débat de façon commune et partagée sur les démarches projets, sur la conduite des réflexions, sur les objectifs stratégiques pour croiser les financements. Elle peut donner un avis technique sur l'opportunité et la cohérence des thématiques abordées dans le cadre de l'élaboration de l'appel à candidature.</p> <p>La mission FEDER ITI communique son projet d'appel à projets à l'Autorité de Gestion pour validation.</p>	<p>Mission FEDER ITI</p> <p><i>Avec l'appui des directions et services métropolitains concernés en fonction des thématiques (comité de lecture ad hoc)</i></p>	

		Après validation, il est publié conjointement par l'Autorité de Gestion et l'Autorité Urbaine. Les appels seront publiés par le service Communication de la Métropole TPM et/ou le webmaster à la demande de la Mission FEDER ITI sur le site officiel de la Métropole TPM.		
	Suivi de la réalisation des opérations programmées	<p>L'Autorité Urbaine fait un suivi du conventionnement des opérations programmées, et met en œuvre un dialogue de gestion avec l'Autorité de Gestion.</p> <p>L'Autorité Urbaine dispose d'un accès à Synergie qui lui permet de réaliser des extractions en vue d'un suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée et des opérations. Elle met en place des outils de suivi (tableaux de bord, fiche chrono des projets). L'Autorité Urbaine s'assure également du bon déroulement des opérations sur site le cas échéant.</p> <p>Sur la base du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Urbaine Intégrée et de la veille sur la mise en œuvre des opérations, l'Autorité Urbaine informe en particulier l'Autorité de Gestion de toute difficulté liée à la réalisation des opérations programmées (retard de calendrier, difficulté administrative ou technique, diminution des dépenses par rapport au budget prévisionnel...).</p> <p>Elle se tient à la disposition de l'Autorité de Gestion pour identifier les solutions à mettre en place le cas échéant, et fait au besoin le lien avec le porteur de projet.</p>	Mission FEDER ITI	
	Contribution au plan d'évaluation (transmission des données qualitatives et quantitatives de l'ITI)	<p>L'Autorité Urbaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> Transmet lors du bilan annuel de mise en œuvre, ou sur demande de l'Autorité de Gestion, les données dont elle dispose. Se tient à la disposition des évaluateurs dans le cadre du la mise en œuvre du plan d'évaluation du programme FEDER-FSE+FTJ SUD PACA 2021-2027, pour transmettre toute donnée qualitative ou quantitative, dans un délai raisonnable, et répondre aux demandes d'entretiens, ateliers, enquêtes, études de cas etc. qui émaneraient de la Région ou de ses prestataires externes. 	Mission FEDER ITI	



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



**MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE**

Convention d'Investissement Territorial Intégré Programmation FEDER 2021-2027

**Annexe 3. Programme Provence Alpes Côte d'Azur
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 contenant les tableaux
financiers, indicateurs et catégories d'intervention
applicables au « volet urbain »**

SFC2021 Programme soutenu par le FEDER (objectif «Investissement pour l'emploi et la croissance»), le FSE+, le Fonds de cohésion, le FTJ et le Feampa — article 21, paragraphe 3

CCI	2021FR16FFPR001
Intitulé en anglais	Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur and Massif des Alpes ERDF-ESF+-JTF 2021-2027
Intitulé dans la (les) langue(s) nationale(s)	FR - Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027
Version	1.0
Première année	2021
Dernière année	2027
Éligible à partir du	1 janv. 2021
Éligible jusqu'au	31 déc. 2029
N° de la décision de la Commission	
Date de la décision de la Commission	
Régions NUTS couvertes par le programme	FRK23 - Drôme FRK24 - Isère FRK27 - Savoie FRK28 - Haute-Savoie FRL - Provence-Alpes-Côte d'Azur FRL0 - Provence-Alpes-Côte d'Azur FRL01 - Alpes-de-Haute-Provence FRL02 - Hautes-Alpes FRL03 - Alpes-Maritimes FRL04 - Bouches-du-Rhône FRL05 - Var FRL06 - Vaucluse
Fonds concerné(s)	FEDER FSE+ FTJ
Programme	<input type="checkbox"/> dans le cadre de l'objectif «Investissement pour l'emploi et la croissance» pour les régions ultrapériphériques uniquement

Table des matières

1. Stratégie du programme: principaux défis et lignes d'action adoptées	12
Tableau 1	23
2. Priorités	39
2.1. Priorités autres que l'assistance technique.....	39
2.1.1. Priorité: 1. Stimuler le potentiel d'innovation sur le territoire régional et placer les entreprises régionales au cœur d'un environnement financier adapté au travers de la mobilisation de l'Objectif Stratégique 1	39
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.1. Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe (FEDER).....	39
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	39
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+ :	39
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	43
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	43
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	43
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	43
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC ..	44
2.1.1.1.2. Indicateurs	44
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	45
Tableau 3: Indicateurs de résultat	45
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	45
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	45
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	46
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	46
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	46
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	47
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.2. Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics (FEDER).....	48
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	48
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+ :	48
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	51
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	51
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	51
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	51
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC ..	52
2.1.1.1.2. Indicateurs	52
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	52
Tableau 3: Indicateurs de résultat	52
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	53
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	53
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	53
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	54
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	54
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	54

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs (FEDER)...	55
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	55
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	55
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	57
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	57
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC:	57
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	57
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.	58
2.1.1.1.2. Indicateurs	58
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	58
Tableau 3: Indicateurs de résultat	58
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	59
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	59
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	59
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	59
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	60
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	60
2.1.1. Priorité: 2. Préserver les ressources du territoire régional en accompagnant la transition environnementale et énergétique	61
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.1. Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre (FEDER).....	61
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	61
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	61
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	63
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	63
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	63
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	63
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.	64
2.1.1.1.2. Indicateurs	64
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	64
Tableau 3: Indicateurs de résultat	64
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	65
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	65
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	65
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	65
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	66
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	66
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.2. Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001 sur les sources d'énergie renouvelables [1], y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés (FEDER)	67
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	67
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	67
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	70

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	70
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	71
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	71
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	71
2.1.1.1.2. Indicateurs	72
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	72
Tableau 3: Indicateurs de résultat	72
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	72
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	72
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	73
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	73
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	73
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	73
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes (FEDER)	75
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	75
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	75
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	79
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	79
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	79
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	79
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	80
2.1.1.1.2. Indicateurs	81
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	81
Tableau 3: Indicateurs de résultat	81
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	81
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	81
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	82
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	82
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	82
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	82
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources (FEDER)	84
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	84
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	84
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	85
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	86
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	86
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	86
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	87
2.1.1.1.2. Indicateurs	87

Tableau 2: Indicateurs de réalisation	87
Tableau 3: Indicateurs de résultat	87
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	88
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	88
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	88
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	88
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	88
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	89
2.1.1. Priorité: 3. Favoriser la mobilité urbaine durable et à faible émissions de CO2 (Objectif spécifique en matière de mobilité urbaine énoncé à l'article 3, paragraphe 1, point b) viii), du règlement relatif au FEDER et au Fonds de cohésion).....	90
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.8. Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone (FEDER).....	90
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	90
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	90
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	92
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	92
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	92
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	92
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC ..	93
2.1.1.1.2. Indicateurs.....	93
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	93
Tableau 3: Indicateurs de résultat	93
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	94
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	94
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	94
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	94
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	94
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	94
2.1.1. Priorité: 4. Développer et adapter les moyens au service de l'accès à l'emploi grâce à une orientation accessible à tous, à une offre de formation de qualité et un accompagnement à l'entrepreneuriat (dont l'ESS) ainsi qu'à l'accès aux soins sur le territoire régional au travers de la mobilisation de l'Objectif Stratégique 4 au titre du FSE+.....	96
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.1. Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale; (FSE+)	96
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	96
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	96
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	99
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	100
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	100
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	100
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	101

2.1.1.1.2. Indicateurs.....	101
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	101
Tableau 3: Indicateurs de résultat	101
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	101
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	102
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	102
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	102
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	102
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	102
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées (FSE+)	104
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	104
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	104
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	107
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	107
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	107
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	107
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	108
2.1.1.1.2. Indicateurs.....	108
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	108
Tableau 3: Indicateurs de résultat	108
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	108
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	108
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	109
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	109
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	109
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	109
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle (FSE+)	110
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	110
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	110
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	113
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	113
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	113
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	113
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	114
2.1.1.1.2. Indicateurs.....	114

Tableau 2: Indicateurs de réalisation	114
Tableau 3: Indicateurs de résultat	114
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	114
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	115
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	115
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	115
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	115
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	115
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.11. Améliorer l'égalité d'accès en temps utile à des services abordables, durables et de qualité, notamment à des services promouvant l'accès au logement et à des soins centrés sur la personne, y compris aux soins de santé; moderniser les systèmes de protection sociale, y compris en promouvant l'accès à la protection sociale, un accent particulier étant mis sur les enfants et les groupes défavorisés; améliorer l'accessibilité, notamment pour les personnes handicapées, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des services de soins de longue durée (FSE+).....	117
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	117
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	117
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	118
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	119
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	119
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	119
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	119
2.1.1.1.2. Indicateurs.....	119
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	120
Tableau 3: Indicateurs de résultat	120
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	120
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	120
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	121
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	121
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	121
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	121
2.1.1. Priorité: 5. Approche territorialisée : Apporter une réponse intégrée aux besoins spécifiques des territoires de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.....	122
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO5.1. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines (FEDER).....	122
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	122
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	122
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	125
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	125
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC.....	126
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	126
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	126
2.1.1.1.2. Indicateurs.....	126
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	126

Tableau 3: Indicateurs de résultat	127
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	127
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	127
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	128
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	128
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	128
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	128
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO5.2. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines (FEDER)	130
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	130
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	130
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	132
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	132
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	132
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	133
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	133
2.1.1.1.2. Indicateurs	133
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	133
Tableau 3: Indicateurs de résultat	134
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	134
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	134
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	134
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	135
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	135
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	135
2.1.1. Priorité: 6. Soutenir le développement du territoire interrégional du Massif des Alpes.....	136
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO5.2. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines (FEDER)	136
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	136
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	136
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	140
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	141
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	141
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	141
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	142
2.1.1.1.2. Indicateurs	142
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	142
Tableau 3: Indicateurs de résultat	142
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	143
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention.....	143
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	144
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	144
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	144

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	144
2.1.1. Priorité: 7. Accompagner la transformation, la reconversion et la diversification économique des activités industrielles les plus émettrices de GES du département des Bouches-du-Rhône tout en préservant les emplois	146
2.1.1.1. Objectif spécifique: JSO8.1. Permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques, environnementales et en matière d'emploi, de la transition vers les objectifs de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et vers une économie de l'Union neutre pour le climat d'ici à 2050, sur la base de l'accord de Paris. (FTJ)	146
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	146
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	146
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	150
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	151
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	151
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	151
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	151
2.1.1.1.2. Indicateurs	151
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	152
Tableau 3: Indicateurs de résultat	152
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	153
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	153
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	155
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	155
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	155
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	155
2.2. Priorité «Assistance technique»	157
3. Plan de financement	158
3.1. Transferts et contributions (1)	158
Tableau 15A: Contribution à InvestEU* (ventilation par année)	158
Tableau 15B: Contributions à InvestEU* (résumé)	158
Justification en tenant compte de la manière dont ces montants contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques retenus dans le programme conformément à l'article 10, paragraphe 1, du règlement InvestEU	158
Tableau 16A: Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte (ventilation par année)	159
Tableau 16B: Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte* (résumé)	159
Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte — justification	159
Tableau 17A: Transferts entre le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion ou vers un ou plusieurs autre(s) Fonds (ventilation par année)	159
Tableau 17B: Transferts entre le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion ou vers un ou plusieurs autres Fonds (résumé)	159
Transferts entre Fonds en gestion partagée, y compris entre les fonds de la politique de cohésion — justification	160
3.2. FTJ: dotation dans le programme et transferts (1)	160
3.2.1. Dotation du FTJ au programme avant transferts par priorité (le cas échéant) (2)	160
Tableau 18: Dotation du FTJ au programme conformément à l'article 3 du règlement FTJ, avant transferts	160
3.2.2. Transferts au FTJ en tant que soutien complémentaire (1) (le cas échéant)	160
Tableau 18A: Transferts au FTJ au sein du programme (ventilation par année)	160

Tableau 18B: Transfert de ressources du FEDER et du FSE+ vers le FTJ au sein du programme	161
Tableau 18C: Transferts au FTJ depuis l'autre ou les autres programmes (ventilation par année)	161
Tableau 18D: Transfert de ressources du FEDER et du FSE+ émanant d'un autre/d'autres programme(s) vers le FTJ dans ce programme.....	161
Justification du transfert complémentaire du FEDER et du FSE + sur la base des types d'interventions prévus.....	162
3.3. Transferts entre catégories de régions résultant de l'examen à mi-parcours	162
Tableau 19A: Transferts entre catégories de régions résultant de l'examen à mi-parcours, au sein du programme (ventilation par année).....	162
Tableau 19B: Transferts entre catégories de régions résultant de l'examen à mi-parcours, vers d'autres programmes (ventilation par année)	162
3.4. Rétrocessions (1).....	162
Tableau 20A: Rétrocessions (ventilation par année)	162
Tableau 20B: Rétrocessions* (résumé)	162
3.5. Enveloppes financières par année	164
Tableau 10: Enveloppes financières par année	164
3.6. Enveloppes financières totales par Fonds et cofinancement national.....	165
Tableau 11: Dotations financières totales par Fonds et contribution nationale	165
4. Conditions favorisantes.....	166
5. Autorités responsables des programmes	204
Tableau 13: Autorités responsables du programme	204
La répartition des montants remboursés pour l'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5, du RDC si d'autres organismes sont désignés pour recevoir les paiements de la Commission	204
6. Partenariat	205
7. Communication et visibilité.....	209
8. Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts	212
Tableau 14: Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts	212
Appendice 1: Contribution de l'Union fondée sur des coûts unitaires, des montants forfaitaires et des taux forfaitaires.....	213
A. Synthèse des principaux éléments.....	213
B. Détails par type d'opération	214
C. Calcul du barème standard de coûts unitaires, des montants forfaitaires ou des taux forfaitaires....	214
1. Source des données utilisées pour calculer le barème standard de coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les taux forfaitaires (qui a produit, collecté et enregistré les données; où les données sont stockées; dates de clôture; validation, etc.).....	214
2. Veuillez expliquer pourquoi la méthode et le calcul proposés sur la base de l'article 94, paragraphe 2, du RDC sont adaptés au type d'opération.....	214
3. Veuillez indiquer comment les calculs ont été effectués, en incluant notamment toute hypothèse formulée en termes de qualité ou de quantités Le cas échéant, des données statistiques et des critères de référence devraient être utilisés et, sur demande, communiqués dans un format utilisable par la Commission.	214
4. Veuillez expliquer comment vous avez veillé à ce que seules des dépenses éligibles soient incluses dans le calcul du barème standard de coûts unitaires, du montant forfaitaire ou du taux forfaitaire. ...	214
5. Évaluation, par la (les) autorité(s) d'audit, de la méthode de calcul et des montants ainsi que modalités visant à assurer la vérification, la qualité, la collecte et le stockage des données.....	214
Appendice 2: Contribution de l'Union fondée sur un financement non lié aux coûts.....	216
A. Synthèse des principaux éléments.....	216
B. Détails par type d'opération	217
Appendice 3: Liste des opérations d'importance stratégique planifiées, accompagnée d'un calendrier... 218	
Plan territorial de transition juste - PTTJBDR13. Plan Territorial de Transition Juste pour le département des Bouches-du-Rhône-Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (1.0).....	219

1. Présentation du processus de transition et désignation des territoires les plus durement touchés au sein de l'État membre	219
2. Évaluation des défis en matière de transition pour chacun des territoires désignés	223
Territoire: Bouches-du-Rhône	223
2.1. Évaluation des conséquences économiques, sociales et territoriales de la transition vers une économie de l'Union neutre pour le climat à l'horizon 2050	223
2.2. Besoins et objectifs de développement d'ici à 2030 en vue de parvenir à une économie de l'Union neutre pour le climat à l'horizon 2050	227
2.3. Cohérence avec d'autres stratégies et plans nationaux, régionaux ou territoriaux pertinents	230
2.4. Types d'opérations engagées	231
3. Mécanismes de gouvernance	239
4. Indicateurs de réalisation ou de résultat par programme	242
Justification de la nécessité d'indicateurs de réalisation ou de résultat par programme en fonction des types d'opérations envisagées	242
DOCUMENTS	243

1. Stratégie du programme: principaux défis et lignes d'action adoptées

Référence: article 22, paragraphe 3, points a) i) à viii) et point a) x), et article 22, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2021/1060 (RDC)

PRESENTATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION

La stratégie du Programme Opérationnel FEDER FSE FTJ de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et de son volet FEDER interrégional du Massif des Alpes est construite sur :

- les schémas stratégiques régionaux et les divers programmes pluriannuels sectoriels (comme le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire SRADDET, le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation SRDEII, le Plan Climat...) qui permettent d'identifier les enjeux structurants et défis spécifiques du territoire régional, et de la zone interrégionale du Massif des Alpes (en annexe) ;
- les recommandations émises par la Commission Européenne pour la France dans le cadre du Semestre Européen;
- les différentes phases de concertation larges et plus ciblées qui ont eu pour objectif d'enrichir les réflexions internes en s'adressant directement, et sous différents formats, aux acteurs du territoire;
- la nécessaire mais délicate prise en compte de la situation de crise sanitaire COVID 19 et de ses futurs impacts (encore inconnus à ce jour);
- les enseignements tirés de l'expérience du passé et de la mise en œuvre du programme 14-20.

En se basant sur l'ensemble de ces documents stratégiques structurants, les services de la Région, mobilisés de manière transversale, ont pu identifier les besoins prioritaires pour les territoires régional et interrégional s'inscrivant le plus pertinemment dans les attentes communautaires.

Les disparités économiques, sociales et territoriales ainsi que les inégalités

Avec 5,03 millions d'habitants, ce qui en fait une région de taille moyenne en France, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se caractérise par une situation très contrastée sur les plans de son développement économique, de sa cohésion sociale mais également sur celui de l'aménagement de son territoire. Marquée par une répartition géographique de ses habitants très inégale et une forte urbanisation (3 habitants sur 4 se concentre sur 10% du territoire), la région fait face à un essoufflement de sa dynamique démographique et à une baisse de son attractivité, en particulier auprès des jeunes actifs.

Avec un PIB régional s'élevant à 162 852 millions d'euros et un PIB par habitant égal à 32 100€ en 2018, la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur se positionnait à la troisième place des régions les plus riches de France, juste après la région Auvergne-Rhône-Alpes (33 600€/habitant), mais loin derrière la région Ile de France (59 700€/habitant). En revanche, concernant le PIB par habitant de la région exprimé en standards de pouvoir d'achat, celui-ci ne s'élève plus qu'à 28 900€, ce qui est inférieur à la moyenne régionale européenne de 30 000€/habitant (Eurostat). Cette création de richesse se conjugue

avec un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale et la persistance d'inégalités sociales particulièrement fortes. Les écarts de revenus et les taux de pauvreté sont parmi les plus élevés de France métropolitaine. En 2018, plus de 850 000 personnes vivaient sous le seuil de pauvreté, soit 17.3% de la population, un taux nettement supérieur à la moyenne nationale (14.6%).

De plus, la crise sanitaire liée à la COVID-19 a eu des conséquences immédiates et néfastes pour l'économie régionale, qui, au 7 mai 2020, a enregistré une diminution globale de son activité de 33% par rapport à une situation « normale ». La chute du PIB régional (contraction de 17% du chiffre d'affaires des entreprises en région) fait également de Provence-Alpes-Côte d'Azur la 2ème région la plus touchée de France. La région pourrait faire partie des régions qui connaîtront une forte baisse du PIB en raison de l'importance du secteur tertiaire dans son tissu économique (tourisme, transports, commerces, etc.) d'une part et, d'autre part, de la taille des entreprises qui sont majoritairement des TPE et PME. Sur le plan social, le secteur tertiaire est le principal moteur de l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette structure de l'emploi accentue les probabilités de crise sociale due aux risques de pertes massives d'emplois des habitants de la région.

La mobilisation de la politique de cohésion 2021-2027 sur le territoire régional offre l'opportunité d'atténuer les aspects les plus préoccupants de ces constats ainsi que d'œuvrer au maintien ou au déploiement de ses forces. Ainsi, afin d'apporter sa contribution à la réalisation des grands défis européens et de participer à la réponse globale des politiques publiques face aux enjeux spécifiques du territoire régional et de l'espace alpin français et aux impacts de la crise économique et sanitaire COVID-19, **le Programme Opérationnel (PO) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur va se structurer autour de grandes priorités consacrées au territoire régional et d'une priorité consacrée au territoire interrégional du Massif des Alpes :**

Priorité I : Stimuler le potentiel d'innovation sur le territoire régional et placer les entreprises régionales au cœur d'un environnement adapté au travers de la mobilisation de l'Objectif Stratégique 1.

*La Stratégie « UE 2020 » de la Commission Européenne a fixé pour objectif de consacrer 3% du PIB à la recherche et au développement, ce taux est encore en deçà de cette cible dans la région (2.2%).

Le territoire régional se caractérise par une part des entreprises dans la dépense intérieure de recherche et développement faible (59,5%, soit le 10ème rang national) couplée avec une prépondérance des TPE/PME qui ont traditionnellement plus de difficultés à porter des dépenses de Recherche et Développement (R&D). Également, le taux d'innovation des PME de la région est inférieur à la moyenne nationale (45.8% en région contre 51.2% à l'échelle nationale). Au vu de ces chiffres et dans le contexte national de recul voire de décrochage de la France par rapport aux pays européens leader sur le plan des principaux indicateurs de R&D, il y a un enjeu fort à appuyer l'augmentation des dépenses intérieures de R&D des entreprises de la région et en particulier des PME et Entreprises de Taille Intermédiaire. Pour ce faire, 3 leviers complémentaires ont été identifiés : soutenir directement les projets de RDI dans les entreprises, continuer à agir sur l'écosystème de l'innovation en enrichissant le potentiel scientifique des acteurs académiques afin de viser l'excellence et améliorer l'articulation recherche appliquée publique et privée. Dans la précédente programmation, la démarche de spécialisation issue de la S3 a permis d'amorcer une concentration vers des filières stratégiques dans laquelle les PME régionales se sont engagées. Ainsi la réalisation de près de 70 projets collaboratifs de R&D avec des entreprises a été soutenue et autant sont à ce jour en émergence.

A nouveau, l'effort d'innovation se concentrera sur les filières stratégiques et les technologies génériques clés prioritaires identifiées dans la Stratégie de Spécialisation Intelligente afin de les renforcer. Dans le contexte actuel de crise, cet enjeu se révèle d'autant plus important pour relancer l'économie régionale.

*L'accès à des services numériques performants est un facteur clé pour l'attractivité d'un territoire, qu'il s'agisse de développer ou d'assurer le maintien de sa population et de ses activités économiques.

La région dispose d'une bonne connectivité, en constante progression mais, au-delà de la présence d'un socle d'infrastructures performant, les acteurs publics comme privés sont désormais appelés à concentrer leurs efforts pour tirer le meilleur parti des solutions numériques, notamment avancées (intelligence artificielle, chaînage de blocs, internet des objets, calcul haute performance, etc.). En 2018, la Stratégie commune d'aménagement numérique du territoire régional le stipulait, en pointant notamment l'importance de la numérisation sur les enjeux de modernisation de l'action publique, de développement de l'économie et de l'emploi, de transition énergétique et environnementale.

Les données issues d'études nationales tout à fait transposables en Provence-Alpes-Côte d'Azur témoignent de la nécessité d'appuyer cette digitalisation qui concerne la société dans son ensemble et sur laquelle la pandémie de la Covid-19 a eu un effet accélérateur. Ainsi, sur 4 000 cadres interrogés en 2018, seuls 46 % issus de TPE/PME indiquaient que leur entreprise avait introduit au cours de l'année écoulée de nouvelles solutions numériques. Et sur 1 335 dirigeants de PME interrogés en 2020, 37 % d'entre eux n'utilisaient pas de solution numérique de gestion de la relation client (CRM), de cloud applicatif ou des interfaces de programmation.

C'est pourquoi le soutien au développement des services et des usages numériques est essentiel afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique et d'augmenter la compétitivité des entreprises au service de l'emploi.

*La région est marquée par une forte présence de TPE et PME : 99,5% des entreprises actives ont moins de 50 salariés contre 99,2% en France métropolitaine. Les TPE et PME sont des actrices primordiales du tissu économique régional, il est donc important de renforcer leurs capacités d'investissement. D'autant plus que lors de la phase de diagnostic, il a été identifié :

- que « l'accès à des financements est un préalable essentiel à la création et au développement des TPE/PME, qui rencontrent le plus de difficultés (par rapport aux ETI ou aux grandes entreprises) dans le financement de leurs projets, compte tenu de leur taille ou de leur profil de risque ».
- un fort besoin de pérennisation des entreprises nouvellement créées : en 2015, le taux de survie à 3 ans des entreprises de la région reste l'un des plus faibles au niveau national (68% contre une moyenne nationale de 71%)

Les études démontrent également que la faiblesse des fonds propres des TPE accroît leur fragilité. De plus, le choc et la crise économique liés à la COVID 19 pourraient accentuer les difficultés d'accès à l'emploi et freiner massivement les capacités d'investissement des plus petites entreprises.

Ces différents constats démontrent qu'il y a donc un fort enjeu à :

- soutenir les TPE/PME dans les phases critiques de leur vie (création/transmission), et également lors des phases de développement en renforçant leurs fonds propres,
- dynamiser la capacité des entreprises à relancer leurs investissements notamment productifs afin de relancer l'économie régionale et donc l'emploi déjà très fragilisé avant crise.

Avec la mobilisation des fonds issus de la politique de cohésion, la Région souhaite intervenir pour :

- **stimuler le potentiel d'innovation sur le territoire régional en renforçant les moyens au service de la Recherche, du Développement et de l'Innovation (en lien avec les filières stratégiques régionales),**
- **accompagner à la transformation numérique et développer le numérique au service des acteurs du territoire,**
- **renforcer les capacités d'investissement des entreprises régionales pour développer leur croissance et leur compétitivité**

Priorité II : Préserver les ressources du territoire régional en accompagnant la transition environnementale et énergétique + priorité III : Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie sans carboneau travers de la mobilisation de l'Objectif Stratégique 2 + priorité VII : Accompagner la transformation, la reconversion et la diversification économique des activités industrielles les plus émettrices de GES des Bouches-du-Rhône tout en préservant les emplois au travers de la mobilisation du Fonds de Transition Juste .

La phase de diagnostic a mis en exergue les éléments suivants pour le territoire régional :

- les émissions de gaz à effet de serre sont légèrement plus élevées qu'en France métropolitaine (en 2016 : 8,4 tonnes d'équivalent CO2 par habitant contre 8,2 en moyenne nationale, L'industrie constitue la première source d'émissions de GES de la région (39%), suivie de près par les transports (32%) et la production d'énergie (20%).
- les secteurs industriels et de la production énergétique sont majoritairement situés dans les Bouches-du-Rhône. Ils représentent 155 000 salariés dans la région, soit 9% de l'emploi salarié régional.
- Le secteur des transports représente plus d'un tiers des consommations énergétiques dans la région et est également la première source d'émissions de polluants, en particulier dans les zones urbaines denses de la frange littorale. Le secteur du bâtiment représente quant à lui un tiers des consommations énergétiques de la région.
- le contexte de dérèglement climatique et de hausse des températures accentue l'exposition de ses territoires aux risques, la tempête Alex de novembre 2020 dans les Alpes Maritimes l'a montré.
- Aujourd'hui, seuls 37% des déchets sont valorisés dans la Région.

En cohérence avec l'accord de Paris, le Green Deal et la loi Energie Climat, la Région a arrêté en 2019, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires puis un plan Climat « une Cop d'avance » devenu le label d'une volonté politique forte, plaçant l'environnement et l'urgence climatique au cœur des priorités régionales, de nouveau affirmée avec l'adoption en avril 2021 du plan Climat 2 « gardons une Cop d'avance ».

*Atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 nécessite d'agir sur plusieurs niveaux :

- d'une part, au niveau de la consommation d'énergie primaire qui n'a que peu baissé depuis 2012 (11,7 millions de tep consommées en 2018 contre 12,1 en 2012, soit une baisse de 3%) et devra être réduite de 27% dès 2030 et divisée par deux d'ici à 2050. Pour ce faire, le FEDER investira en priorité dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et des transports.
- d'autre part, au niveau des énergies renouvelables, qui progressent (17 MWh produites en 2018 contre 12,9 en 2012, soit une augmentation de 30%), mais demeurent largement insuffisantes et qui devront couvrir la totalité de l'énergie consommée à horizon 2050. La Région doit donc accroître significativement sa production d'énergies renouvelables et de récupération pour couvrir l'intégralité de sa consommation totale d'énergie primaire. En effet, en 2018 seuls 12% de la consommation d'énergie finale étaient couverts par des énergies renouvelables, soit 8 points d'écart avec les objectifs européens fixés à la France pour 2020 en la matière.

*La préservation des ressources et l'amélioration de la résilience des territoires face au changement climatique nécessite aussi d'agir sur plusieurs aspects. En effet, constituée à 74% de zones naturelles contre une moyenne de 34% en France, Provence-Alpes-Côte d'Azur offre une biodiversité d'une grande richesse liée à sa position entre Méditerranée, Rhône et arc alpin et des paysages emblématiques reconnus dans le monde entier. Ses ressources naturelles sont essentiellement constituées par la mer et les cours d'eau, les forêts, les sols et demeurent étroitement liées au climat. Elles sont vectrices d'attractivité touristique et résidentielle et possèdent des potentialités économiques et énergétiques fortes. Le FEDER sera mobilisé pour améliorer la résilience du territoire face au changement climatique en s'appuyant sur la restauration de la biodiversité et de ses fonctionnalités.

* Des enjeux de valorisation des déchets sont présents à l'échelle du territoire régional qui a accumulé certains retards en la matière. C'est pourquoi l'intervention européenne viendra appuyer le développement de l'économie circulaire qui œuvre à un mode de développement plus vertueux et cohérent avec la stratégie neutralité carbone en augmentant la valorisation et le recyclage des déchets/des ressources. La diminution de la quantité de déchets à traiter passant aussi par leur valorisation comme ressources secondaires.

*L'intervention du Fonds de Transition Juste auprès des industries les plus émettrices de GES dans le département des Bouches-du-Rhône est indispensable pour minimiser les impacts de leur transition vers une économie neutre en carbone et transformer ainsi en profondeur leurs modes de production tout en veillant à l'impact social de ces changements.

Ainsi, au regard de sa stratégie en matière de transition énergétique et environnementale, la Région souhaite mobiliser les fonds issus de la politique de cohésion pour intervenir sur :

- l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le bâtiment et les transports ;
- le soutien au développement des énergies renouvelables et de récupération en lien avec son potentiel régional ;
- la restauration de la biodiversité régionale et de ses fonctionnalités notamment au regard des aléas climatiques méditerranéens ;
- la transition vers une économie circulaire ciblée sur la réduction à la source et la valorisation des déchets ;
- la transformation, la reconversion et la diversification économique des activités industrielles les plus émettrices de GES des Bouches-du-Rhône tout en préservant les emplois.

Priorité IV : Développer et adapter les moyens au service de l'accès à l'emploi grâce à une orientation accessible à tous, à une offre de formation de qualité et un accompagnement à l'entrepreneuriat (notamment à l'ESS) ainsi que grâce à l'accès aux soins sur le territoire régional au travers de la mobilisation de l'Objectif Stratégique 4 au titre du FSE+

Du fait de situations de précarité et de pauvreté marquées et de fortes inégalités sociales territoriales, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur doit faire face à des défis socio-économiques de taille pour améliorer l'accès à l'emploi et faciliter l'inclusion sociale de ses habitants.

Pour répondre à cette situation qui va être aggravée par la crise économique à venir, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur va s'appuyer sur le Fond Social Européen. Par rapport à la programmation précédente, la Région a fait le choix d'élargir ses champs d'intervention et ses publics cibles afin d'activer plusieurs leviers d'actions visant à réduire le chômage, mettre à disposition les compétences nécessaires aux entreprises et permettre au plus grand nombre d'accéder à un emploi digne conformément aux objectifs du FSE+.

L'enjeu des prochaines années sera de relancer l'entrepreneuriat et la volonté d'entreprendre, d'accompagner à la création mais également de faire face à l'accroissement du nombre de personnes ayant besoin d'un accompagnement post-crédation d'entreprises, et de renforcer le lien entre les cédants et repreneurs d'entreprises afin de limiter le nombre de fermeture d'entreprises faute de repreneurs et de manque d'accompagnement. **Accompagner la création, ainsi que la reprise, d'entreprises** dont celles issues de l'économie sociale et solidaire est un premier levier d'action pour favoriser l'accès à l'emploi.

L'orientation constitue un enjeu incontournable dans un monde en mutation où de nombreux métiers disparaissent, se transforment et se créent, où de nouvelles filières économiques émergent, où les besoins en qualification augmentent. Pour permettre à chacun de réaliser ses choix d'orientation de manière éclairée et réussir son insertion professionnelle, la Région souhaite améliorer l'information à destination des publics et de leur famille.

Fin 2019, une amélioration du nombre de demandeurs d'emplois était à noter (en baisse de 3,5% sur un an contre 2,9% au niveau national). Cette amélioration de la situation de l'emploi connaît cependant un coup d'arrêt brutal du fait de la crise sanitaire et de ses impacts sur l'activité économique. Ce revirement tendanciel doit amener à une vigilance forte et à un positionnement de **la formation comme levier de redémarrage économique**, au service des entreprises et des publics les plus touchés. Le développement des compétences par la formation est un levier avéré d'amélioration de l'employabilité et de la sécurisation des parcours professionnels. La formation doit également être considérée comme un levier

d'insertion pour les personnes qui ne possédaient aucun diplôme en entrée et sortent avec un premier niveau de qualification reconnu. De ce fait, un des enjeux actuels est **l'élévation globale du niveau de qualification de la population**, en s'appuyant sur des démarches de formation professionnelle des demandeurs d'emploi et des inactifs.

Il est également prévu d'intervenir sur la thématique de la lutte contre les déserts médicaux, l'accès aux soins constituant un enjeu régional majeur pour l'amélioration de la qualité de vie et donc l'accès à l'emploi.

La Région souhaite mobiliser la politique de cohésion pour intervenir stratégiquement au travers de 4 leviers fondamentaux :

- La favorisation de la réussite de l'entrepreneuriat,
- La structuration d'une orientation accessible à tous,
- Le développement d'une offre de formation de qualité qui répond aux besoins territoriaux,
- Une meilleure égalité d'accès aux soins.

Priorité V : Approche territorialisée : Apporter une réponse intégrée aux besoins spécifiques des territoires de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur au travers de la mobilisation de l'Objectif Stratégique 5 au titre du FEDER

L'approche territorialisée inscrite dans le cadre de cette priorité s'appuie sur le SRADDET - schéma régional intégrateur, concerté et outil de planification globale et de cohérence pour un aménagement durable et équilibré du territoire - et répond aux conditions de mobilisation de l'objectif stratégique 5. En effet, elle œuvre à proposer un cadre unifié de soutien au développement de territoires solidaires et accueillants par une intervention visant à la fois à conforter le rôle des centralités urbaines et à améliorer la qualité de vie des populations. De plus, elle mobilise différentes modalités de développement territorial visant à tenir compte tout à la fois de la diversité, des potentiels et problématiques particulières rencontrées dans les territoires urbains et ruraux de la Région, principalement par la mobilisation de stratégies intégrées.

1.Développement Urbain Durable mis en œuvre par les Investissement Territoriaux Intégrés sur le territoire :

Selon le Diagnostic Horizon Sud (avril 2019), la région est caractérisée par de fortes inégalités sociales et territoriales : elle se situe au 3ème rang des régions les plus pauvres, avec un taux de pauvreté de 17,3% en 2018, et au 2ème rang des régions les plus inégalitaires de France, avec des disparités très fortes entre communes et entre quartiers, surtout en milieu urbain.

Les éléments suivants caractérisent spécifiquement le fait urbain en Région :

- Les principales agglomérations régionales (Métropole Aix Marseille Provence (MAMP), Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), Métropole Nice Côte d'Azur (NCA) et Communauté d'Agglomération du Grand Avignon (GA)) sont en situation de fragilité socio-économique et environnementale. A l'échelle nationale, cette situation est très spécifique (même si les villes situées sur l'arc méditerranéen sont globalement en situation de fragilité) et d'autant

plus impactante que la région est la 2ème région de France la plus métropolisée : plus de 50% de la population vit dans les 3 métropoles, 75% des habitants résident dans les 4 principales aires urbaines.

- Le territoire régional est également caractérisé par des inégalités importantes en milieu urbain (plus de 500 000 habitants représentant 10,3% de la population régionale résident dans un des 128 Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV)), et par la présence de nombreux quartiers dégradés.
- Une dévitalisation des centres anciens de nombreuses villes moyennes est également constatée, notamment au sein des métropoles (20% des centres anciens sont identifiés en difficulté à l'échelle régionale).

Face à ces constats, l'autorité de gestion **souhaite continuer à œuvrer à renforcer la cohésion sociale et territoriale en déployant une approche intégrée permettant d'intervenir sur les quatre principales aires urbaines**. En continuité de l'intervention 2014-2020, le soutien au Développement Urbain Durable sera mis en œuvre par le biais d'un des outils du développement territorial proposé par la Commission : les Investissements Territoriaux Intégrés (ITI). L'expérience acquise lors de la programmation 2014-2020 a démontré l'efficacité des ITI ainsi que le besoin de portage par des structures qui ont une capacité administrative suffisante.

Pour cela, le volet urbain ciblera les grands types d'actions suivants :

1. Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base
2. Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines
3. Soutien au développement de l'activité économique

2.Intervention sur le rural : Soutien à la revitalisation des centres-villes des petites communes sur le territoire régional

En région, les territoires ruraux sont d'une grande diversité et représentent près de 75% de l'espace régional mais moins d'1 habitant sur 8, soit environ 576 000 habitants. De plus, les trois quarts de ces habitants vivent dans des communes péri-urbaines sous forte influence des villes, ce qui tend à estomper la frontière entre le rural et l'urbain.

Ce cadre posé, deux enjeux majeurs en matière d'équilibre et d'égalité des territoires ruraux ont été identifiés :

- une offre déficitaire en matière de services à la population (santé, culture loisirs) ainsi que de services connexes : accueil enfance et petite enfance, aide à l'emploi, mobilité... Ainsi, la Région se situe au deuxième rang des régions de France métropolitaine avec les proportions les plus élevées en temps d'accès aux équipement intermédiaires ou supérieurs (INSEE).

- dans la continuité des éléments de diagnostic mis en avant sur le volet urbain, une forte dévitalisation des centres anciens, conséquence, notamment du développement des zones résidentielles périurbaines et de l'extension des zones commerciales au cours des dernières décennies.

Pour répondre à ces défis de manière coordonnée et efficiente, la Région souhaite adopter une approche territorialisée visant à conforter les fonctions d'équilibre et de cohésion des petites villes de moins de 20.000 habitants, et particulièrement des centralités locales et de proximité, 1er niveau de centralité nécessaire à l'équilibre du territoire régional et au maintien d'une proximité cruciale pour les habitants tel que défini par le SRADDET (84 centralités réparties sur l'ensemble du territoire régional dont 68 hors des 3 Métropoles régionales).

Seront principalement ciblées, les actions visant à faciliter l'accès aux services à la population dans ces centralités et à soutenir les politiques de revitalisation des centres anciens. Du fait du rôle structurant de ces centralités sur leur périphérie rurale, ces actions bénéficieront à l'ensemble de la ruralité sur le territoire régional.

Priorité VI : Soutenir le développement du territoire interrégional du Massif des Alpes :

Une intervention ciblée sur le Massif des Alpes pour répondre spécifiquement aux besoins du territoire interrégional alpin.

L'espace alpin est une région importante au cœur de l'Europe, et ce, non seulement en raison de son poids économique, mais également pour son patrimoine naturel et culturel. La plupart des territoires du massif alpin sont concernés par les phénomènes communs: changement climatique, mutations socio-démographiques, questions d'énergie et de transport (marquées par la saisonnalité touristique et de grandes zones peu denses), sans oublier la préservation de l'héritage culturel et la promotion économique. Le Massif des Alpes au vu de ses particularités géographiques (difficultés de circulation, enclavement et multiples risques naturels notamment), environnementales et économiques bénéficie de dispositifs spécifiques en complément des politiques de droit commun, et notamment d'un contrat de plan interrégional entre l'Etat et les deux régions alpines (CPIER/CIMA) et d'un programme FEDER dédié depuis 2007 (POIA). Le territoire, reconnu dans la Loi Montagne de 1985, bénéficie également, au vu de ses particularités d'une politique et d'une gouvernance spécifiques.

Fort d'une expérience de plusieurs programmations européennes, le partenariat des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques de massif est la pierre angulaire de ce futur volet interrégional du programme 2021/2027. En s'appuyant sur les éléments de diagnostic, et conformément aux orientations du Comité du Massif des Alpes, le partenariat a identifié un enjeu principal pour guider l'intervention des fonds européens : l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique dans les Alpes. Ce cap est fixé dans le Schéma Interrégional du Massif des Alpes révisé en 2020.

De plus, la crise sanitaire du premier semestre 2020 a grandement fragilisé l'économie touristique, dont dépendent principalement les territoires de montagne. Ainsi, afin de répondre à ce grand enjeu structurant et aux spécificités du territoire alpin, il est proposé de cibler l'intervention du FEDER sur :

- **un développement touristique durable et diversifié,**
- **la poursuite des démarches locales de gestion intégrée des risques naturels en vue d'améliorer la résilience des territoires, la tempête Alex ayant démontré l'utilité de cette démarche,**
- **la lutte contre l'érosion de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes,**
- **un soutien réaffirmé à la démarche de certification Bois des Alpes qui permet la valorisation de la ressource forestière alpine sur le Massif et l'augmentation de la part de production locale en bois certifié,**
- **l'amélioration des connaissances des besoins et des contraintes en matière de mobilité afin de permettre de mieux dimensionner et de rendre plus attractive une offre à la fois multimodale et multiservices, tant pour les résidents que les visiteurs.**

Complémentarité et synergies avec d'autres formes de soutien

Le territoire et ses habitants vont devoir faire face à une crise économique et sociale d'une ampleur inédite qui nécessite des réponses à court, moyen et long terme. Dans cette optique, un enjeu d'articulation entre les différentes interventions publiques (régionales, nationales, européennes) a bien été identifié dans le cadre de l'élaboration du programme et de sa mise en œuvre. Autant que possible, les travaux ont été menés en réfléchissant à la complémentarité des interventions sur le territoire et à la recherche de synergies avec React-EU, le PON FSE, le CPER et l'absence de chevauchement avec le PNRR.

Complémentarité avec la stratégie de l'union européenne pour la région alpine (SUERA):

L'intervention du programme s'intègre dans le cadre de :

- **la stratégie de l'union européenne pour la région alpine SUERA** qui a pour objectif d'agir « Ensemble pour une région alpine plus verte » comme cela est précisé dans son Manifeste du 4 février 2020. Poursuivant la dynamique déjà lancée au cours de la première année de présidence française de la SUERA, le programme contribuera à la mise en œuvre de la stratégie via des réunions régulières des autorités françaises de gestion et/ou d'animation des programmes régionaux et Interreg, visant à échanger sur la mise en œuvre des priorités et le financement des projets incubés et/ou labellisés de la SUERA, la participation au sein des réseaux thématiques d'autorités de gestion (en cours de structuration), qui permettront le partage de bonnes pratiques, la coordination, lorsque cela est pertinent, des actions de communication en lien avec les événements de la SUERA.
- **l'initiative WEST-MED** qui vise à développer des projets maritimes en Méditerranée occidentale.

Les défis en matière de capacité administrative et de gouvernance et les mesures de simplification

En accord avec le RPDC, l'Etat français et les Régions ont décidé de placer la simplification de l'usage des fonds européens au cœur de la programmation 2021-2027. Au regard de la crise sanitaire, économique et sociale engendrée par la COVID, il est en effet essentiel que la mise en œuvre des fonds soit rapide et efficace pour permettre une véritable relance européenne.

Tirant les enseignements de la programmation 14-20, l'objectif de la simplification est de faciliter la bonne utilisation des fonds européens c'est-à-dire de permettre au plus grand nombre d'utiliser ces fonds et de les percevoir dans des délais rapides tout en sécurisant leur utilisation.

Au niveau du programme régional, la simplification concernera l'animation, la programmation et la certification. Il s'agira :

- d'améliorer la compréhension des dispositifs existants afin de faciliter leur utilisation : grâce à des temps d'information dédiés aux porteurs de projet et aux bénéficiaires et à une documentation facilement accessible et claire,
- d'alléger les procédures afin de réduire les délais d'octroi : en utilisant la dématérialisation pour le dépôt des dossiers de demandes et des demandes de paiement, en favorisant l'utilisation des options de coûts simplifiées et en ne demandant que les justificatifs nécessaires.

Enfin, la gouvernance mise en place sur le volet interrégional du massif alpin se rapprochera des instances existantes au niveau du Comité de massif afin de mobiliser les acteurs du territoire sur les enjeux stratégiques de la montagne tout en incluant le volet européen.

Afin que cette simplification se fasse sans renoncer pour autant aux exigences en matière de respect de la réglementation européenne et nationale, l'Autorité de gestion s'attachera à expliciter tant pour les bénéficiaires que pour les gestionnaires cette réglementation au travers de notes de procédures et de listes de contrôle.

Également, au cours de la mise en œuvre du programme, l'autorité de gestion encouragera, dans le respect des principes du code de la commande publique et des règles communautaires, l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

1. Stratégie du programme: principaux défis et lignes d'action adoptées

Tableau 1

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.1. Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe	En région, le diagnostic a souligné qu'il existe toujours un décrochage entre les compétences en recherche et leurs liens avec le secteur économique, et qu'il y a nécessité à dynamiser les liens laboratoires-entreprises. Dans ce contexte, la mobilisation de cet objectif spécifique va permettre notamment travers du soutien : - aux projets de RDI portés par des entreprises et - aux infrastructures de RDI de développer l'innovation et d'améliorer la collaboration public-privé en renforçant les passerelles entre entreprises et recherche publique. Cette intervention permet de continuer et d'amplifier le développement initié lors de la précédente programmation. Elle se fait en totale cohérence avec : - le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI). Ces schémas soulignent que l'innovation doit contribuer fortement au développement économique régional et en particulier au renforcement des filières stratégiques, des technologies génériques clés et des opérations d'intérêt régional, et que la valorisation de ce potentiel est un enjeu capital pour la création de valeur et d'emplois sur le territoire. - la S3. Elle s'inscrit aussi pleinement dans les préconisations formulées dans l'annexe D du rapport Pays de février 2019 qui insiste sur la nécessité à l'échelle

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		nationale de renforcer les capacités de recherche, de développement et d'innovation.
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.2. Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics	La Région dispose d'un socle d'infrastructures de communications électroniques performants avec des perspectives de couverture complète en très haut débit à l'horizon 2023. Fin 2020, 2 108 535 prises optiques étaient raccordables à l'échelle régionale, soit 61 % des locaux professionnels et à usage d'habitation ciblés à terme. Pour autant, des efforts conséquents restent à faire afin de favoriser l'utilisation des solutions numériques par les entreprises, les acteurs publics et les citoyens, et c'est pourquoi il est particulièrement pertinent de mobiliser cet objectif spécifique. En effet, les problématiques d'aménagement, d'essor économique et de développement sont profondément impactées par le phénomène de numérisation qui traverse la société, avec en toile de fond la nécessaire prise en compte des impacts environnementaux et énergétiques des solutions numériques. Les impacts de la numérisation sont larges et diffus, ils concernent l'ensemble des acteurs économiques, des citoyens, des administrations publiques ou du tiers secteur. En région comme ailleurs, les acteurs ne parviennent pas tous aujourd'hui à s'emparer de ce levier et sont très favorables à des dispositifs publics leur permettant d'accélérer leur digitalisation, et ce, tant au niveau des entreprises que des acteurs publics. L'intensification de l'utilisation du numérique pendant la crise sanitaire du Covid-19 (télésanté, éducation et enseignement supérieur, télétravail, etc.) a d'ailleurs été un facteur supplémentaire d'augmentation de cette prise de

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		conscience. Cela correspond pleinement à la recommandation du Rapport Pays 2019 qui incite à « tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des petites et moyennes entreprises et des pouvoirs publics ».
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs	Afin de répondre au mieux au besoin de soutien à la création et au développement des entreprises, besoin rendu encore plus critique par la crise sanitaire, la Région, au travers de la mobilisation de cet objectif spécifique, souhaite continuer à mobiliser du FEDER sur le déploiement d'instruments financiers et mobiliser des outils de financement plus classiques (subvention et avances remboursables) afin de soutenir les investissements des entreprises. Dans cet objectif, la Région souhaite œuvrer à proposer l'environnement financier le plus adapté afin de dynamiser la création et le développement des entreprises. Sur la période 2014-2020, deux dispositifs d'ingénierie financière (investissement et garantie) ont été déployés en mobilisant des fonds FEDER. Une étude ex-ante a été lancée afin de déterminer les carences dans l'offre de financement en faveur des entreprises et approfondir la gamme des instruments financiers qui pourront être développés lors de la période 2021-2027. Le choix de cet objectif spécifique est en adéquation avec le Rapport Pays qui a également mis en évidence des besoins d'investissement hautement prioritaires en vue d'améliorer la croissance et la compétitivité des petites et moyennes entreprises.

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.1. Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre	Le Green Deal fixe pour objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050 afin de respecter l'Accord de Paris. A l'échelle nationale la loi Energie-Climat du 8 novembre 2019 fixe également des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique, de baisse de 20% de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2030 et de 50% d'ici à 2050, ainsi que la baisse de 40% de la consommation d'énergies fossiles d'ici à 2030 par rapport à 2012. Elle prévoit également la mise au niveau "Bâtiment Basse Consommation" de l'intégralité du parc immobilier à l'horizon 2050. Conformément au GREEN DEAL européen et aux objectifs français inscrits dans le Plan National Climat Energie, la Région vise la neutralité carbone en 2050. Pour relever ce défi, elle s'est fixé l'objectif général de diminuer la consommation totale d'énergie primaire de 27% en 2030 et de 50% en 2050 par rapport à 2012. Au vu du contexte territorial, la mobilisation de cet objectif spécifique va permettre d'œuvrer à la diminution de la consommation d'énergie dans le secteur du bâtiment, qui représentait 30% de la consommation d'énergie finale régionale en 2019, en cohérence avec la Stratégie de Rénovation à Long terme. L'objectif est d'améliorer significativement la performance en matière de rénovation énergétique des bâtiments, en particulier sur les bâtiments publics, qui représentent 25% du parc bâti mais dont 25% est qualifié d'énergivore et sur les résidences de logement social. Un tel soutien s'inscrit en continuité du PO FEDER 2014-2020 et en cohérence avec l'annexe D du rapport Pays de

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		2019 (poursuivre les efforts en matière de rénovation énergétique des bâtiments notamment des logements sociaux) et aura un effet positif induit sur la compétitivité de la filière régionale, intensive en emplois, ainsi que sur la réduction de la précarité énergétique des populations les plus modestes.
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.2. Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001 sur les sources d'énergie renouvelables [1], y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés	Les objectifs nationaux fixent à 32% la part d'énergies renouvelables à horizon 2030. Au niveau régional, participer à l'atteinte de cet objectif, nécessitera un accroissement très significatif des capacités de production et de puissance installées, puisqu'en 2012 seulement 10% de la consommation était couverte par des énergies renouvelables. De plus, la Région s'est fixée comme objectif de mobiliser l'intégralité du potentiel identifié pour chaque source d'énergie renouvelable à l'horizon 2050 afin de couvrir l'intégralité de sa consommation énergétique. Deux évolutions majeures sont nécessaires pour y parvenir : la massification des énergies renouvelables dites matures et la promotion des autres énergies renouvelables et de récupération au fort potentiel de développement en région. Si les dispositifs de soutiens financiers nationaux et européens existants doivent contribuer à la massification des ENR dites matures (principalement le photovoltaïque à grande échelle) sans l'appui du FEDER, ce dernier peut avoir un effet de levier et d'entraînement significatif sur les unités de méthanisation et les réseaux de chaleur / refroidissement, au fort potentiel de décarbonation et de développement dans la Région. Cela correspond pleinement à la

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		recommandation du Rapport Pays 2019 qui définit la promotion des énergies renouvelables comme un besoin d'investissement hautement prioritaire.
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes	Considérée comme un « point chaud » du changement climatique au niveau mondial, la région Provence Alpes Côte d'Azur située à la fois sur l'arc méditerranéen, l'axe rhodanien et le massif alpin, est exposée à de nombreux risques naturels. La hausse des températures moyennes ainsi que le régime de précipitations de plus en plus irrégulières associés à l'étalement urbain et au morcellement du territoire vont accroître très nettement sa vulnérabilité. La biodiversité constitue un levier efficace dans l'aménagement du territoire pour favoriser l'adaptation aux impacts du changement climatique, conformément à l'axe 2 du SRADDET : concilier aménagement durable et attractivité du territoire. La mobilisation de cet objectif spécifique doit donc permettre de réduire la vulnérabilité de la population aux aléas climatiques qui vont s'intensifier et de restaurer la biodiversité et ses fonctionnalités afin d'améliorer la résilience du territoire face au changement climatique. Cette intervention s'inscrit dans la recommandation du Rapport Pays 2019 définissant l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes comme un besoin d'intervention hautement prioritaire.
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des	RSO2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources	Le volet « économie circulaire » du Pacte Vert pour l'Europe en décembre 2019 est un axe central du Green deal. Le développement de l'économie circulaire est donc encouragé à l'échelle de

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable		l'Union Européenne mais également à l'échelle nationale conformément à l'adoption de la Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020. Le défi régional, inscrit dans le SRADDET et le plan climat, est de favoriser le recyclage, l'écologie industrielle territoriale et plus largement le développement d'une économie circulaire. L'objectif poursuivi est le soutien à réduction des déchets à la source et la valorisation des déchets en tant que matière première de récupération. La mobilisation de cet objectif spécifique permet d'appuyer ces actions et s'inscrit dans les recommandations du Rapport Pays 2019 incitant à la transition vers une économie circulaire.
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.8. Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone	Compte tenu de la part importante du secteur des transports dans la consommation d'énergie, les émissions de CO2 et les émissions de polluants dans la Région, la mobilisation de cet objectif spécifique est essentiel afin de réduire les consommations d'énergie fossile et les émissions de gaz à effet de serre liées au secteur du transport et favoriser ainsi une meilleure qualité de l'air. Du fait du montant dédié à cet objectif, l'intervention du FEDER se concentre sur deux leviers : - le développement de pistes cyclables, pour lequel la Région accuse un retard important. En effet, le palmarès 2019 de la Fédération française des usagers de la bicyclette place les villes de Nice et de Marseille avant-dernières et dernières de leur classement, avec des notes de 2,37 et de 1,96 sur 6 ; - les dispositifs de carburants à faible émissions de carbone. L'objectif sera d'accompagner la décarbonation des ports de la Région, les

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		émissions de CO2 et de polluants dues au trafic maritime étant une source de pollution majeure, notamment dans la Métropole Aix-Marseille Provence. A titre d'exemple en 2018, pour la première fois dans la métropole marseillaise, les émissions de NOx d'origine maritime ont dépassé les émissions routières (ATMOSUD).
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.1. Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale;	Avant la crise COVID, la région se positionnait à la troisième place au niveau national par le nombre d'entreprises créées. Depuis 2015, celles-ci n'ont pas cessées passant de 54 830 nouvelles entreprises en 2015 (SRESI p94) à plus de 69 000 créations d'entreprises en 2018 (source : la création d'entreprise en France – BPI). Pour autant, la pérennité de ces entreprises est plus faible au niveau local que national (68% contre une moyenne nationale de 71%). Parallèlement, et certainement pour des raisons liées à la crise sanitaire, en 2020 il est noté une baisse de 27% du nombre d'entreprises créées par rapport à fin 2019 (Source INSEE). D'autre part, 28% des chefs d'entreprises du territoire régional ont au moins 55 ans dans un contexte national où près d'une entreprise sur 2 disparaît à défaut de repreneurs. Dans ce contexte, la mobilisation de cet objectif spécifique, au travers du financement de structures d'accompagnement, doit permettre de développer l'emploi et favoriser des projets de création/reprise et de transmission d'entreprises. Elle doit également permettre un appui à l'émergence de l'entrepreneuriat dans des territoires spécifiques ou de faire naître des projets dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire. Cela s'inscrit pleinement dans le besoin d'investissement

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		hautement prioritaire identifié dans le Rapport Pays 2019 de promouvoir l'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et l'économie sociale.
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées	Une récente étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC pour le Conseil national d'évaluation du système scolaire - CNESCO, décembre 2018) a démontré : « qu'un jeune sur trois accédant à l'enseignement supérieur abandonne ses études ou se réoriente en fin de première année de licence ; que seuls 57 % des jeunes ont un projet professionnel au moment du choix de leur orientation ; ou encore que quatre élèves sur dix environ considèrent que leur orientation a été plus subie que voulue ». Cette étude met ainsi en exergue l'importance d'améliorer l'information à destination des publics et de leur famille, pour permettre à chacun de réaliser ses choix d'orientation de manière éclairée, en vue de réussir son insertion professionnelle. La mobilisation de cet objectif spécifique doit également améliorer l'information à destination des publics et de leur famille, pour permettre à chacun de réaliser ses choix d'orientation et réussir son insertion professionnelle. Chaque année, en France, plus de 8% des moins de 25 ans scolarisés, soit près de 100 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme ni qualification. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec des taux supérieurs au niveau national (9,8% pour l'Académie de Nice, 9,4% pour celle d'Aix Marseille en 2020), compte près de 8 500 réels décrocheurs scolaires et près de 110 000 jeunes qui ne poursuivent ni études ni formation, sont inactifs ou au chômage soit 24,4%

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		des 18-25 ans contre 19,9% en France métropolitaine. Cette transition études/emploi incertaine est particulièrement difficile dans certaines parties du territoire, où elle concerne près de trois jeunes sur dix. Parmi les outils existants, les Ecoles de la deuxième chance (E2C) présentent de bons résultats en termes d'insertion professionnelle des jeunes décrocheurs scolaires. Il s'agit d'un dispositif innovant et efficace pour les jeunes en difficultés (79% des jeunes des E2C ne disposent pas de diplôme équivalent à un CAP ou un BEP). Elles sont aujourd'hui reconnues comme des acteurs incontournables de l'insertion sociale. Cela s'inscrit pleinement dans le besoin d'investissement hautement prioritaire identifié dans le Rapport Pays 2019 d'améliorer l'accès à l'emploi en particulier pour les jeunes et d'apporter un soutien ciblé à l'intervention précoce.
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle	Le taux de chômage en région reste supérieur au taux national. D'après les données statistiques de l'INSEE sur les demandeurs d'emploi, la Région a un taux de chômage plus élevé (9.1%) que la moyenne nationale (7.9%) au 3ème trimestre 2021. Au 4ème trimestre 2021, le taux de chômage des 15-24 ans s'élève à 20.2%, soit 3 points de plus qu'en France métropolitaine. Cette situation est également visible au travers du taux d'emploi. En 2020, le taux d'emploi en France des 15-64 ans est légèrement inférieur au niveau européen puisqu'il s'élève à 65.3% contre 67.7% pour l'ensemble de l'UE. Concomitamment, les entreprises ont de plus en plus de difficultés pour recruter, les personnes sur le marché de l'emploi ne répondant pas aux besoins des entreprises territoriales, ainsi plusieurs

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>métiers sont structurellement en tension. En effet, parmi les plus de 280 000 recrutements envisagés pour l'année 2020 (estimations réalisées avant le déclenchement de la crise sanitaire), 47,4% étaient jugés difficiles par les employeurs de la région. De manière encore plus marquée qu'en France métropolitaine (+3 points), le chômage des jeunes est très élevé, atteignant 20.2% au niveau de la région chez les 15-24 ans. Le niveau de qualification de la population est jugé relativement bas et pas forcément en adéquation avec les besoins des entreprises sur le territoire (52% des personnes de plus de 15 ans ont un niveau de qualification inférieur au bac). Alors que 64 % des jeunes diplômés du supérieur sont en emploi trois ans après leur sortie du système éducatif en région (67 % en France), cette part n'est plus que de 55 % pour les bacheliers, 57 % pour les titulaires d'un CAP-BEP et 35 % pour les non-diplômés. La mobilisation de cet objectif spécifique doit permettre de démultiplier les efforts réalisés en matière de formation et de favoriser le retour à l'emploi. Cela s'inscrit pleinement dans les besoins d'investissements hautement prioritaires identifiés dans le Rapport Pays 2019 qui cherchent à améliorer la qualité, l'efficacité et l'adéquation aux besoins du marché du travail de l'éducation et de la formation et à fournir un soutien intégré et des formations qui soient adaptés aux besoins des demandeurs d'emploi.</p>
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.11. Améliorer l'égalité d'accès en temps utile à des services abordables, durables et de qualité, notamment à des services promouvant l'accès au logement et à des soins centrés sur la	La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se positionne au 3ème rang des régions qui enregistrent les plus fortes baisses de la démographie médicale. Ainsi, une partie non

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
	personne, y compris aux soins de santé; moderniser les systèmes de protection sociale, y compris en promouvant l'accès à la protection sociale, un accent particulier étant mis sur les enfants et les groupes défavorisés; améliorer l'accessibilité, notamment pour les personnes handicapées, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des services de soins de longue durée	négligeable de la population de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a des difficultés pour accéder aux soins. Dans ce contexte, en 2018, un nouveau zonage des territoires en désertification médicale a été établi par le ministère des solidarités et de la santé. En région, les territoires considérés en désertification médicale, zones d'intervention prioritaire et zones d'action complémentaire, concernent 40,7% de la population, soit 2 016 146 habitants et correspondent à 122 territoires de vie santé. Au titre de cet objectif spécifique, ce zonage territorial sera mis en superposition avec un indice de désavantage social construit autour de 5 variables susceptibles de déterminer le désavantage social : les revenus, l'habitat, l'emploi, le niveau de formation et la situation familiale avec pour objectif de réduire les disparités sociales La mobilisation de cet objectif spécifique doit ainsi permettre d'atténuer ces inégalités afin d'offrir une offre de santé de proximité pour l'ensemble de la population, conformément aux orientations en matière d'investissement sur le financement de la politique de cohésion 2021-2027 pour la France et avec l'Accord de partenariat.
5. Une Europe plus proche des citoyens, par la promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales	RSO5.1. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines	La région se situe au 3ème rang des régions les plus pauvres, avec un taux de pauvreté de 17,4% en 2015, et au 2ème rang des régions les plus inégalitaires de France, avec des disparités très fortes entre communes et entre quartiers, surtout en milieu urbain : - Plus de 500.000 habitants, représentant 10,3% de la population régionale, résident dans les 128 quartiers prioritaires de la politique de la ville, présentant un cumul de

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>facteurs défavorables, souvent liés entre eux : non-emploi massif, surreprésentation de populations vulnérables, mauvaises conditions de logement, insécurité... Près de 80% de ces habitants résident dans les 3 Métropoles régionales et sur le territoire du Grand Avignon. - La Région concentre également un nombre important de quartiers « dégradés » (problème de qualité des logements, des espaces publics, insuffisance ou manque d'équipements et services de proximité...). Ainsi, 16 quartiers sont déclarés d'intérêt national dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, 23 d'intérêt régional, 5 quartiers sont également inclus dans le Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés. - Les villes moyennes les plus importantes de la région sont les territoires dont les centres sont les plus fragilisés. Ainsi, l'étude régionale portant sur « La dévitalisation des centres anciens en Provence-Côte d'Azur » (juin 2017) a permis d'identifier 21 centres-villes en difficulté élevée ou très élevée sur les 100 communes concernées. - Les difficultés rencontrées par ces centres anciens sont globalement partagées : perte d'habitants, vacance élevée des logements, augmentation du taux de chômage des habitants, difficultés pour les commerces de proximité et vacance commerciale... Mobiliser cet objectif spécifique, et les outils de développement territorial que sont les Investissements Territoriaux Intégrés (ITI), va permettre à la Région de contribuer au renforcement de la cohésion sociale et territoriale à l'échelle régionale et locale. Cette intervention participera au besoin d'investissement hautement</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		prioritaire identifié dans le Rapport Pays 2019 qui est de contribuer, dans les zones urbaines, à régénérer les zones défavorisées.
5. Une Europe plus proche des citoyens, par la promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales	RSO5.2. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines	RURAL: Certaines communes rurales vivent des situations d'enclavement et de dévitalisation de leurs centres bourgs : - Les populations éloignées de l'offre en services et équipements se situent principalement dans l'espace rural et périurbain. - En parallèle, la croissance démographique régionale depuis 20 ans (46 % d'augmentation de la population), devenue exponentielle ces 10 dernières années, a conduit à un déplacement des zones d'accroissement vers l'arrière-pays provençal, qui connaît une forte pression du bâti et de la tache urbaine, dont l'extension progresse vers les zones péri-urbaines et rurales (SRCE, p11). - Enfin, il est constaté une érosion du poids démographique des centres anciens de la région depuis plusieurs décennies, accompagnée d'une détérioration de l'environnement sociodémographique (taux de chômage en hausse de 2,5 points) et de difficultés pour le commerce de proximité (Synthèse du SRADDET, p.38). La Région entend donc mobiliser cet objectif spécifique en vue de participer au désenclavement de certains territoires ruraux à travers la revitalisation des centres bourgs ce qui correspond à l'enjeu de renforcement de la cohésion des différents territoires en France identifié dans le rapport pays 2019. MASSIF: Les zones de montagne sont des régions, en Europe, parmi les moins favorisées qui doivent faire l'objet d'une attention particulière. Elles sont considérées comme ayant des handicaps naturels permanents

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		dus à leur périphéricité et/ou aux contraintes topographiques et climatiques pesant sur leur activité économique. Du fait de ces particularités, les territoires alpins nécessitent une attention particulière des politiques publiques. Le choix de mobiliser l'Objectif spécifique 5.2 et son approche territoriale intégrée permet de continuer à proposer une réponse adaptée aux besoins spécifiques du Massif alpin français et de le faire en s'appuyant, pour la 3ème génération consécutive de programmes européens ainsi que sur le partenariat spécifique à l'échelle du Massif et sa culture de coopération interrégionale. Cette mobilisation participe à l'enjeu d'amélioration de la gestion des ressources naturelles identifié dans le rapport pays 2019
8. Permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques, environnementales et en matière d'emploi, de la transition vers les objectifs de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et vers une économie de l'Union neutre pour le climat d'ici à 2050, sur la base de l'accord de Paris.	JSO8.1. Permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques, environnementales et en matière d'emploi, de la transition vers les objectifs de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et vers une économie de l'Union neutre pour le climat d'ici à 2050, sur la base de l'accord de Paris.	La mobilisation du fonds de transition juste se justifie par la part de l'industrie dans les émissions de GES du département des Bouches-du-Rhône de 49%, principalement imputables aux sites soumis à quotas (36% des émissions de CO2). En effet, l'industrie représente 32 % des salariés du département des Bouches-du-Rhône et 15% de la valeur ajoutée produite. Le secteur industriel est le principal contributeur à la baisse des consommations régionales attendues, avec une réduction d'énergie primaire de 42% entre 2012 et 2030, suivi par le résidentiel / tertiaire avec 25% et les transports avec 17%. Au regard du diagnostic établi et conformément aux éléments inscrits dans l'annexe D du rapport pays de février 2020, la mobilisation de cet objectif spécifique FTJ devra permettre de répondre à deux défis : - Le défi de la neutralité climatique : réduire les émissions de

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		GES, rechercher des combustibles et des matières premières de substitution, réemployer/recycler les matières, mutualiser des équipements et des services en renforçant le réseau des industriels, rechercher, innover et diversifier ; - Le défi de l'accompagnement social à cette transition porté par l'Etat.

* Priorités spécifiques conformément au règlement FSE+

2. Priorités

Référence: article 22, paragraphe 2, et article 22, paragraphe 3, point c), du RDC

2.1. Priorités autres que l'assistance technique

2.1.1. Priorité: 1. Stimuler le potentiel d'innovation sur le territoire régional et placer les entreprises régionales au cœur d'un environnement financier adapté au travers de la mobilisation de l'Objectif Stratégique 1

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.1. Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Types de mesures et objectifs recherchés (contribution attendue à la réalisation de l'objectif spécifique)

En mobilisant cet objectif spécifique, il est recherché le renforcement du potentiel de recherche régional dans les entreprises, une plus grande stimulation de l'innovation à partir de la recherche publique et privée et de transformer davantage de recherche en innovation en raccourcissant les délais de cette transformation.

Dans cet objectif, la Région entend poursuivre la dynamique engagée sur 2014-2020 en soutenant : les projets de RDI portés par les entreprises et les opérations des infrastructures de recherche orientées sur la réalisation de recherches appliquées ciblées sur le développement des filières stratégiques qui nécessitent des équipements de haut niveau. Tout au long de la programmation 2014-2020, l'Autorité de gestion a constaté une forte attractivité de ce type de mesures auprès des acteurs du territoire qui l'incite à poursuivre son intervention. L'engouement renouvelé des porteurs lors de la phase de préparation du programme actuel démontre de l'effet levier du FEDER sur ce type de projets. Pour 2021-2027, il est attendu une montée en compétences des acteurs : les infrastructures devront en amont consolider leur modèle économique, bien identifier leur positionnement dans l'écosystème de l'innovation et déterminer leurs interactions avec les acteurs du monde socio-économique.

La Région souhaitant s'inscrire dans les enjeux déterminés au niveau européen concernant la diffusion du potentiel d'innovation auprès des entreprises, les deux types d'opérations identifiés ont pour objectif de renforcer le niveau d'excellence de la Région en matière d'infrastructure ouverte, de favoriser l'orientation de la recherche vers les marchés et l'intégration de la RDI dans les activités des entreprises. **Les typologies de projets s'inscriront dans un ou des domaines de spécialisation et/ou une ou des technologies clés identifiées dans le cadre de la Stratégie régionale de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente** (la S3 actualisée) afin de développer l'excellence dans les filières stratégiques en favorisant les passerelles entre monde académique et entreprises.

Les actions qui pourront être soutenues au titre de cet objectif spécifique sont les suivantes et devront s'inscrire dans un ou des domaines de spécialisation et/ou une ou des technologies clés identifiées dans le cadre de la Stratégie régionale de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente :

1) Soutien à des projets de Recherche, Développement, Innovation (RDI) dans les entreprises:

Afin de faciliter l'intégration et/ou le développement de la RDI dans les activités économiques des entreprises, il est recherché de soutenir les projets de R&D portés directement par des entreprises et s'inscrivant dans un ou les domaines de spécialisation et/ou les technologies clés identifiées dans la S3 afin de favoriser leurs croissance et compétitivité.

Également, comme le diagnostic pointe la difficulté de rapprochement entre acteurs publics et privés, en particulier en ce qui concerne le tissu des TPE/PME qui sont très présentes en région, et afin d'accroître le transfert de technologies et de connaissances des acteurs académiques vers le monde socio-économique, il convient de favoriser les interactions et collaborations entre les acteurs publics de la recherche et les entreprises. La dimension collaborative des projets permet et/ou facilite les échanges entre scientifiques de différentes thématiques, favorise l'interdisciplinarité et le lien vers la sphère économique.

Les actions suivantes pourront être soutenues :

- **projets de RDI des entreprises dont ceux labellisés d'excellence (comme ceux étant Seal of Excellence dans le cadre d'Horizon Europe à condition qu'ils soient cohérents avec la stratégie du programme),**
- **projets de transfert de technologies et d'accompagnement et de valorisation à l'innovation,**
- **projets de Recherche-Développement-Innovation menés en collaboration (associant entreprises et acteurs académiques),**
- **projets de transfert de connaissances.**

L'objectif recherché est de répondre aux besoins des entreprises en amont (collaboration) et en aval (valorisation) de la chaîne de valeur de la RDI, de rendre davantage visibles les services de valorisation et de renforcer dans les entreprises le transfert de technologies/connaissances en vue de la création d'emplois et de valeur.

2) Soutien à la construction et la modernisation des infrastructure de RDI : soutien aux organismes de recherche et de diffusion des connaissances afin d'accéder à un niveau d'excellence en matière de recherche et d'innovation:

Afin de répondre aux enjeux sociétaux de demain et d'appuyer le développement de la RDI dans les entreprises, il convient également d'agir sur l'écosystème régional de l'innovation pour une meilleure réponse aux marchés.

Dans cette optique, la Région souhaite poursuivre le déploiement des grands projets structurants de la recherche portés par les organismes de recherche et de diffusion des connaissances (universités, centres, instituts, écoles, fondations...) pour accéder à un niveau d'excellence en matière de recherche et d'innovation.

Les actions identifiées permettront d'ancrer plus fortement les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche au sein de l'écosystème économique régional et de renforcer leur contribution au développement d'un ou des domaines de spécialisation et/ou les technologies clés identifiées dans la S3.

Les types d'opérations suivants pourront être soutenus :

- **construction et modernisation/ projets d'investissement en faveur d'infrastructures de recherche (plateformes mutualisées, équipements scientifiques de haut niveau).** L'investissement dans les infrastructures constitue un effet levier sur l'attractivité des laboratoires et campus impliqués, donc du territoire régional. Cela permet également de fédérer les laboratoires, de générer des partenariats industriels et la création de start'ups.

Au vu de l'enjeu fort de santé publique, il est proposé d'opérer un focus sur les projets concernant la recherche médicale.

En confortant ce potentiel régional d'infrastructures de recherche qui vient soutenir les efforts de RDI des entreprises, l'objectif est d'aider ces dernières à attirer les talents, indispensables à leur compétitivité sur les marchés émergents et éviter ainsi un risque de décrochage au regard d'autres régions françaises et européennes.

Des critères d'éco-conditionnalité visant à éviter ou réduire les incidences sur l'environnement seront appliqués aux typologies d'actions présentant les effets négatifs les plus significatifs dans le cadre des appels à projets concernés.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant 'à ne pas causer de préjudice important', dit DNSH, d'après les conclusions de l'évaluation stratégique environnementale (ESE) et de l'analyse complémentaire DNSH pour les deux objectifs non couverts par l'ESE (adaptation au changement climatique et économie circulaire).

Contribution attendue aux stratégies macrorégionales et aux stratégies spécifiques aux bassins maritimes, le cas échéant:

Les actions envisagées pour la réalisation de cet objectif spécifique contribueront :

- à l'objectif thématique 1 de la SUERA qui vise un « accès équitable à l'emploi, en s'appuyant sur la forte compétitivité de la région » à travers, notamment, le développement d'un écosystème efficace de recherche et d'innovation et l'accroissement du potentiel économique des secteurs stratégiques .

-l'axe suivant de l'initiative West-Med : promouvoir une croissance durable de l'économie bleue et la création d'emplois.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Entreprises, organismes de recherche et de diffusion des connaissances, incubateurs, accélérateurs, associations, établissements d'enseignement supérieur et de recherche : EPSCP, EPST, EPCA, EPIC, Fondations, etc

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

Dans le cadre du processus d'instruction : il y a des critères spécifiques sur ces points (sélection des opérations).

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Pas de territoires spécifiques ciblés

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Un lien de proximité pourra être établi notamment avec les programmes transfrontaliers Interreg: Alcotra et Marittimo, actifs sur le territoire du programme Feder-FSE+: la recherche des synergies avec ces programmes pourra aisément s'articuler au sein de l'institution puisqu'elle est également membre de leurs

Comités de suivi et participe à la mise en œuvre directe de ces programmes. La Région est autorité de gestion du programme Interreg MED, et hébergera le secrétariat technique de SUERA: une plateforme d'échange pourra être envisagée entre les équipes du programme et ces dispositifs transnationaux pour renforcer les synergies dans les thématiques partagées, tel que l'environnement.

La Région est partenaire du projet CIRCUITO (programme Alcotra). L'objectif de ce projet est de créer un modèle transfrontalier de gestion des processus d'innovation. Les partenaires institutionnels du projet sont la Région Ligurie, la Région Piémont, la Région Autonome de Val d'Aoste (+universités de Gênes, Turin, MNCA et CCI 73).

La Région collabore également avec Aix-Marseille Université pour la mise en œuvre du projet CIVIS (projet d'université européenne). L'objectif est de faciliter la coopération entre les écosystèmes territoriaux représentés dans l'université européenne.

La Région travaille en étroite collaboration avec le réseau EEN, via l'implication de son agence d'innovation Rising Sud dans les activités du réseau. Le réseau EEN permet aux PME régionales d'identifier des partenaires européens dans les autres écosystèmes régionaux.

La Région encouragera la participation des acteurs de son territoire aux dispositifs et programmes européens permettant de faciliter la connexion entre les écosystèmes régionaux autour de chaînes de valeur communes et de priorités S3 partagées (I3, Eurocluster, Ecosystèmes européens d'innovation).

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Non

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	4,00	20,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO08	Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation	euros	6 000 000,00	60 000 000,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCR02	Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers)	euros	0,00	2022	22 123 000,00	Synergie 14-20 (CO06, CO07) Ratios nationaux - Guide national ANCT 21-27	Valeur de Base est à zéro car il s'agit de nouveaux investissements qui seront réalisés
1	RSO1.1	FEDER	En transition	ISR11	Nombre de projets collaboratifs issus de la mobilisation d'équipements	Nombre de projets	71,00		138,00	Enquête	Sur la valeur de base : 71 au titre de la programmation 14-20 il s'agira toutefois de soutenir de nouveaux équipements

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	004. Investissements dans les actifs fixes des centres de recherche et établissements d'enseignement supérieur publics directement liés aux activités de recherche et d'innovation, dont les infrastructures de recherche	26 957 163,00

1	RSO1.1	FEDER	En transition	008. Investissements dans les actifs incorporels des centres de recherche et de l'enseignement supérieur publics directement liés aux activités de recherche et d'innovation	1 198 096,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	009. Activités de recherche et d'innovation dans les microentreprises, y compris la mise en réseau (recherche industrielle, développement expérimental, études de faisabilité)	1 198 096,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	010. Activités de recherche et d'innovation dans les PME, y compris la mise en réseau	20 966 682,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	026. Soutien aux pôles d'innovation, y compris entre entreprises, aux organismes de recherche, aux autorités publiques et aux réseaux d'entreprises bénéficiant principalement aux PME	1 797 146,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	028. Transfert de technologies et coopération entre les entreprises, les centres de recherche et le secteur de l'enseignement supérieur	3 594 288,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	029. Processus de recherche et d'innovation, transfert de technologies et coopération entre entreprises, centres de recherche et universités, mettant l'accent sur l'économie à faible intensité de carbone, la résilience et l'adaptation au changement climatique	2 995 240,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	030. Processus de recherche et d'innovation, transfert de technologies et coopération entre entreprises mettant l'accent sur l'économie circulaire	1 198 096,00
1	RSO1.1	Total			59 904 807,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	01. Subvention	59 904 807,00
1	RSO1.1	Total			59 904 807,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territoriale et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	59 904 807,00
1	RSO1.1	Total			59 904 807,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+